

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
DROIT AU TRAVAIL
EN 1848

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 13 Février 1912, à 3 heures

PAR

FIRMIN LAVALETTE

AVOCAT A LA COUR

Président : M. DESCHAMPS, *professeur*
Suffragants : { MM. PERREAU, *professeur*
 TRUCHY, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE
DROIT AU TRAVAIL
EN 1848

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Mardi 13 Février 1912, à 3 heures

PAR

FIRMIN LAVALETTE

AVOCAT A LA COUR

Président : M. DESCHAMPS, professeur
Suffragants : { MM. PERREAU, professeur
 TRUCHY, professeur



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550227_0031

LE DROIT AU TRAVAIL EN 1848

INTRODUCTION

I

HISTOIRE DE L'IDÉE ET DE LA FORMULE DU DROIT AU TRAVAIL

*Loi des pauvres d'Elisabeth. — Ecrivains du
xviii^e siècle. — La Révolution de 1789. —
Fourier.*

L'expression « droit au travail » est relativement récente. On ne la trouve à notre connaissance dans aucun auteur avant Fourier. Il l'emploie pour la première fois dans son ouvrage sur la *Théorie des quatre mouvements*, qui parut en 1808 (1).

L'idée cependant en était beaucoup plus ancienne. Certains la font remonter jusqu'à cette

(1) FOURIER, *Œuvres complètes*, Paris 1843, t. I, pp. 288, 289 et aussi page 394.

fameuse loi anglaise, dite loi des pauvres, édictée par la reine Elisabeth en 1601 : et dont un des articles était ainsi conçu :

« Les administrateurs des paroisses *devront faire travailler* les enfants que leurs parents ne pourront pas entretenir, ainsi que toutes les personnes mariées ou non mariées qui n'auront ni moyen d'existence, ni industrie, secourir les boiteux, les infirmes, les vieillards, les aveugles, et tout autre malheureux qui sera hors d'état de travailler, enfin mettre les enfants pauvres en apprentissage. » La même loi confère à ces administrateurs le pouvoir de lever dans ce but des taxes qui devront être supportées par les habitants de la paroisse, et si cela ne suffit pas, par les habitants du district et même du comté.

Stuart Mill, dans sa *Défense de la Révolution de 1848*, voit dans cette loi, l'affirmation du droit au travail tel que l'ont conçu les hommes politiques de 1848. « Le droit au travail, dit-il, c'est « la loi des pauvres d'Elisabeth et rien de plus. « Secours assuré à qui ne peut travailler, travail « garanti à qui le peut, tel est l'acte d'Elisabeth « et telle est la promesse que le gouvernement « provisoire est si coupable d'avoir faite en « France (1). »

(1) STUART MILL, *Défense de la Révolution de 48*, en réponse à lord Brougham et autres.

Je crois qu'il y a là une confusion de la part de Stuart Mill et qu'il y a lieu de distinguer, comme nous le verrons plus loin, le droit au travail que pourrait réclamer tout individu et le devoir d'assistance qui incombe à l'Etat, et qui peut s'exercer notamment en procurant du travail. Tandis que le premier emporte une obligation juridique, le second ne consiste que dans une libéralité de l'Etat, que celui-ci pourrait ne pas accorder.

La loi des pauvres d'Elisabeth, de même que d'autres mesures législatives ultérieures, relève certainement de cette dernière conception. Elle n'en est pas moins très intéressante à noter comme posant au début du XVIII^e siècle, un principe fondamental d'assistance publique.

∴

A. — L'idée du droit au travail chez les écrivains du XVIII^e siècle.

Le XVIII^e siècle fut caractérisé chez les écrivains politiques surtout par un individualisme très développé né de l'étatisme outrancier qui régnait alors. Néanmoins un grand nombre ont formulé contre la société et ses principales institutions de violentes critiques et indiqué des réformes qui

peuvent les faire considérer comme des précurseurs des socialistes du xix^e siècle.

On trouve en effet chez certains d'entre eux cette idée que l'Etat doit faire le bonheur des citoyens et on y trouve aussi cette affirmation que le droit de chacun à sa subsistance est un droit aussi sacré que la propriété du riche.

L'idée de droit au travail devait forcément avoir sa place dans les nombreuses théories et les nombreux plans de réforme de la société qui furent émis alors. Tantôt cette idée n'est qu'implicitement contenue dans une théorie beaucoup plus générale, tantôt au contraire, elle est formellement exprimée en des termes qui font pressentir la formule que devait lancer Fourier.

J. J. Rousseau. — C'est ainsi que Rousseau par sa thèse du contrat social a donné naissance à l'idée d'une *dette sociale*. Selon lui, en effet, l'homme sauvage possédait en l'absence de tout gouvernement une liberté complète et il trouvait dans la fertilité de la nature une subsistance assurée ; en passant à l'état social il a abandonné pour d'autres biens une partie de ces avantages naturels, la société lui doit donc une compensation pour les sacrifices qu'il lui a faits. C'est l'affirmation des droits de l'individu vis-à-vis de l'Etat, et on trouve chez Rousseau certains passages d'où l'on peut déduire le droit à l'assistance

et même le droit au travail, notamment celui-ci : « Tout homme a naturellement droit à tout ce qui lui est nécessaire. » (1) mais c'est un écrivain chez lequel on trouve des arguments pour et contre toutes les thèses.

Montesquieu. — L'idée d'une obligation de l'Etat est beaucoup plus nettement exprimée par Montesquieu dans son *Esprit des lois*. Livre XXIII, Chap. XXIX, intitulé *des hôpitaux* : « Quelques aumônes que l'on fait à un homme nu dans la rue ne remplissent point les obligations de l'Etat qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable et *un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé* ».

Condillac. — De même Condillac nous dit qu'« il est aisé d'établir un tel ordre de choses que le travail fournisse à chaque homme une subsistance honnête et qu'il n'y ait aucune circonstance où un père laborieux soit condamné à mourir de faim avec sa famille (2). »

Les physiocrates et Turgot. — Les physiocrates

(1) J.-J. ROUSSEAU, *Contrat social*, livre I, chap. ix, p. 252.

(2) CONDILLAC, *Œuvres*, t. XV, p. 310. *De l'étude de l'histoire*. Cf. aussi *Œuvres complètes*, t. IV. *Le commerce et le gouvernement*, 2^e partie, chap. xvi, p. 476 : « ... Il faut que tout citoyen « puisse vivre de son travail et je dis que tout où il y a des « mendiants le gouvernement est vicieux. »

Sur Condillac, voir *Condillac économiste* par Auguste Lebeau, Paris Guillaumin 1903.

ont demandé surtout le *droit de travailler*, le droit pour tout individu d'exercer en toute indépendance l'industrie de son choix. Le point de départ de leurs théories est comme celui des théories socialistes, le droit au bonheur. Ils disent en effet que « la nature a donné à tous les hommes le droit d'être heureux (1) » ; mais on ne pourrait trouver chez eux l'idée du droit au travail.

Cependant on peut se demander s'il n'y a pas un rapprochement à faire entre leur droit de travailler et le droit au travail des socialistes, lorsqu'ils réclament pour le premier la protection de l'Etat. C'est l'impression que l'on a en lisant l'édit de Février 1776, rédigé par un de leurs disciples Turgot et portant suppression des jurandes : « Dieu, « dit-il, en donnant à l'homme des besoins, en lui « rendant nécessaire la ressource du travail, a fait « du droit de travailler la propriété de tout homme « et cette propriété est la première, la plus sacrée « et la plus imprescriptible de toutes (2) ». Les publicistes de 1848, nous diront de même que le travail étant la seule propriété de l'ouvrier, il faut la lui garantir au même titre que n'importe quelle autre propriété.

D'autres écrivains dont les œuvres moins

(1) Discours sur les avantages donnés par le christianisme aux hommes. *Collection des économistes*, t. IV, p. 392.

(2) *Recueil Isambert*, t. XXIII, p. 370 et suivantes.

connues nous ont été révélées surtout par la remarquable étude de M. Lichtenberger sur le socialisme au XVIII^e siècle affirment aussi le droit pour chacun d'obtenir de l'Etat le moyen de gagner sa vie par le travail.

André Brun. — Citons notamment André Brun qui, dans son *Triomphe du nouveau monde*, nous dit que s'il existait un Etat où chacun ne pût gagner sa vie en travaillant, c'est en vain qu'on voudrait y maintenir l'ordre par les lois les plus sévères. Il faut donc s'occuper activement de réunir tous ceux qui n'ont pas de travail ou à qui leur travail ne procure pas de quoi vivre. Il faut créer une organisation générale des bureaux de bienfaisance qui distribuera le travail libre ou forcé à tous (1).

Pechméja. — Pechméja, auteur d'un *Eloge de Colbert*, où il expose à différentes reprises des théories assez hardies et où l'on trouve des maximes de tournure fort socialistes dit de même :

« Hommes de toutes les conditions, écoutez-moi ! Vous êtes tous les enfants de la patrie, « vous avez tous le droit à votre subsistance, ou « par le travail, ou par la fortune... tout l'édifice « des lois sociales porterait sur une base d'ini-

(1) *Triomphe du nouveau monde*, I, p. 58, sq., II, p. 219. Cet ouvrage contient un plan de réforme politique et sociale assez étendu.

« quitte si chaque citoyen n'avait pas le droit de
« demander *du pain ou du travail* (1) ».

« Du pain ou du travail » c'est ce que demanderont dans la rue les ouvriers de 48.

Morelly. — On peut enfin mentionner l'article du *Code de la nature* où Morelly établissant les « lois fondamentales et sacrées qui couperaient racine aux vices et à tous les maux d'une société » prévoit l'organisation de la vie et du travail. Cet article est ainsi conçu :

« ... Tout citoyen sera homme public, sustenté, entretenu, et *occupé* aux dépens du public (2) ».

..

Peu de temps avant la Révolution un grand nombre de brochures furent écrites à l'occasion de la réunion des Etats-généraux.

Dans ces brochures inspirées par le mouvement d'idées qui existait alors, les auteurs prenaient la défense de la « quatrième classe » parlaient de son droit à la vie et des limites qu'il fallait apporter à la propriété des riches. L'idée du droit au travail

(1) *Eloge de Colbert*, p. 20, sq., cité par Lichtenberger. *Le socialisme au XVIII^e siècle*, p. 369.

(2) MORELLY, *Code de la nature*, réédité par Villegardelle, 1841, 4^e partie, p. 152.

s'y trouve affirmée comme une conséquence du droit à la vie. On peut citer notamment : *Les vœux de la dernière classe du peuple à l'assemblée des notables*. L'auteur y demande que ceux qui n'ont que leur travail pour vivre puissent toujours en obtenir et que ce travail leur assure de quoi vivre. C'est là une dette de l'Etat « peut-être la plus sacrée et la plus privilégiée des dettes ». L'Etat devrait établir des fabriques et des ateliers où tous pourraient aller travailler. Alors seulement on aura le droit de punir la mendicité (1).

Les mêmes idées se retrouvent dans la *Sentinelles du peuple* par Monsodive et *La vie et les doléances d'un pauvre diable pour servir de ce qu'on voudra aux prochains Etats-généraux* par Dévérité (2).



B. — L'idée du droit au travail pendant la Révolution.

L'idée du droit au travail préconisée pendant le xviii^e siècle, ne devait cependant pas obtenir sous la Révolution le même succès que d'autres idées qui furent alors consacrées comme les principes

(1) LICHTENBERGER, *Le socialisme au XVIII^e siècle*, p. 430.

(2) *Id.*, *ibid.*

immuables de la société moderne. On la rencontre cependant chez certains théoriciens ou hommes d'action et aussi dans diverses manifestations des assemblées.

Babeuf. — Elle se trouve exprimée notamment dans plusieurs passages de celui que les communistes d'aujourd'hui considèrent à juste titre comme leur ancêtre Gracchus Babeuf. Babeuf estimait que l'œuvre de 1789 n'était pas complète. « La Révolution française, dit-il, n'est que l'avant courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière (1) ».

Après avoir réalisé l'égalité politique, il fallait réaliser l'égalité économique par la communauté des biens.

« Si — dit-il dans son *Cadaastre perpétuel* —
« après que les hommes ont été dépouillés de
« toute ressource foncière, ils se voient encore
« des moyens de se tirer d'affaire par le travail,
« quel parti prendront-ils ? Il faut respecter les
« propriétés ! Mais si sur vingt-quatre millions
« d'hommes il s'en trouve quinze qui n'aient au-
« cune espèce de propriété, parce que les neuf
« millions restant n'ont point respecté assez leurs
« droits pour leur assurer même les moyens de
« conserver l'existence ? Il faut donc que les
« quinze millions se décident à périr de faim pour

(1) *Manifeste des égaux.*

« l'amour des neuf, en reconnaissance de ce qu'ils
 « les ont totalement dépouillés ? Ils ne s'y décide-
 « ront pas très volontiers sans doute, et probable-
 « ment il vaudrait mieux que la classe opulente
 « s'exécutât envers eux de bonne grâce, que d'at-
 « tendre leur désespoir.

« Quelqu'un l'a déjà dit : *Tout* homme doit
 « trouver sûrement à s'occuper et les lois doivent
 « veiller à ce que sa rétribution soit suffisante
 « pour le faire vivre (1) ».

En même temps que la théorie du « salaire minimum » nous trouvons dans ce passage l'affirmation très nette du principe du droit au travail tel que nous le retrouverons dans Fourier, c'est-à-dire basé sur l'idée du droit naturel selon lequel tous les hommes sont égaux et ont droit à une part égale des fruits de la terre.

La proposition Target. — A la Constituante Target proposa cet article qui devait figurer dans la Déclaration des droits de l'homme : « Le corps politique doit à chaque homme des moyens de subsistance soit par *la propriété*, soit par *le travail*, soit par *le secours de ses semblables* ». La proposition fut repoussée. (2)

(1) BABŒUF, *Cadastre perpétuel*, Paris 1789, pp. 29, 36, cité par Albert Thomas. — BABŒUF, *La doctrine des égaux*, Bibliothèque socialiste, Paris 1906.

(2) GEORGES RENARD, *Histoire de la République de 1848*, p. 287.

Le projet de constitution de Malouet. — Malouet, député de Riom, un des chefs royalistes qui demandait dans ses *Opinions* que la mendicité fût abolie et qu'il fût établi une loi de secours pour prévenir la misère en assurant du travail à tous les pauvres valides (1), voulut réaliser cette idée généreuse. Dans le projet de constitution qu'il déposa, le titre IV, intitulé « des mœurs » contenait un article 1^{er} ainsi conçu :

« Chaque communauté, chaque ville, chaque province assistera les pauvres et pourvoiera au soulagement des infirmes de son territoire. Le pouvoir exécutif veillera à ce que cette obligation soit religieusement remplie... à ce que dans l'étendue du royaume *aucun individu ne manque de secours, de travail et de subsistance* (2). » Ce n'était encore là qu'un projet d'organisation de l'assistance, mais malgré cela, Malouet n'eut pas plus de succès que Target.

Les comités de mendicité. — La misère fut cependant si grande à l'époque de la Révolution, principalement à Paris et dans les grandes villes, que les trois assemblées durent prendre certaines mesures pour venir en aide aux indigents. Elles nommèrent des comités de mendicité ou comités

(1) MALOUEY, *Opinions*, t. I, p. 18.

(2) MALOUEY, *Opinions*, p. 63. Projet de constitution.

de secours qui tentèrent quelques essais d'assistance par le travail.

Le comité nommé par l'Assemblée législative avait pris pour devise le passage de Montesquieu cité plus haut, et son rapporteur La Rochefoucault-Liancourt disait : « Tout homme a droit à sa subsistance... le devoir de la société est de chercher à prévenir la misère, de la secourir, d'offrir du travail à ceux auxquels il est nécessaire pour vivre, de les y forcer s'ils refusent (1)... »

Le rapport Chapelier. — Chapelier dans son rapport sur la fameuse loi qui interdit les associations professionnelles, combattait celles de ces dernières qui voulaient se former pour pratiquer la mutualité en disant qu'il appartenait à l'Etat seul de venir au secours des misérables en *fournissant des travaux* à ceux qui en ont besoin pour leur existence et des secours aux infirmes.

L'article 21 de la Constitution de 93. — La Convention vota en outre un texte où la dette de l'Etat était formellement reconnue. C'est l'article 21 de la Constitution du 24 juin 1793, Constitution qui, comme on le sait, ne fut jamais appliquée. « Les secours publics, disait ce texte, sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en *leur pro-*

(1) Rapport du comité pour l'extinction de la mendicité. *Procès verbaux de l'assemblée nationale*, t. LXXV, p. 5.

curant du travail, soit en assurant des moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. »

La déclaration des droits de Robespierre. — Dans l'art. 11 de son projet de déclaration des droits de l'homme, Robespierre allait plus loin : « La société est obligée de pourvoir à *la subsistance de tous ses membres*, soit en leur procurant du travail, soit... etc. »

Arrêté des représentants en mission de Lyon. — Il faut également citer ce paragraphe de l'arrêté du 24 brumaire pris à Lyon par les représentants en mission, envoyés par la Convention (1) : «3° Il sera fourni aux citoyens valides du travail et les objets nécessaires à l'exercice de leurs métiers et de leur industrie. »

Code prussien de 1794. — Enfin, presque à la même époque (5 février 1794) le Landtag prussien adoptait dans son Code un article inspiré des mêmes principes : « C'est à l'Etat de prendre soin de la subsistance et de l'entretien des citoyens qui ne peuvent se procurer eux-mêmes des moyens d'existence, ni les obtenir d'autres personnes privées qui y sont obligées par des lois

(1) ALBITTE, COLLOT, d'HERBOIS et FOUCHÉ envoyés à Lyon pour exécuter le décret de la Convention du 12 octobre 1793, prescrivant que les biens des riches de Lyon seraient « affectés à l'indemnité des patriotes ».

« spéciales. Ceux à qui ne manquent que les
 « moyens et l'occasion de gagner eux-mêmes,
 « leur propre subsistance et celle de leur famille,
 « à ceux-là devra être fourni du travail conformé-
 « ment à leurs forces et à leur capacité. »

Mais toutes ces mesures ne constituaient en réalité que des mesures d'assistance, même lorsqu'elles prévoyaient le travail comme moyen d'assurer à l'indigent sa subsistance. Aucune ne contenait l'affirmation d'un droit naturel sanctionné par une obligation formelle de la société. Une telle affirmation nettement socialiste aurait été absolument contraire aux idées de la Révolution qui, à part certaines mesures prises sous l'empire des circonstances, comme les lois de maximum, ou les emprunts forcés sur les riches et les essais d'assistance dont nous avons parlé, resta toujours foncièrement individualiste comme les théoriciens du xviii^e siècle dont elle s'inspirait.

L'idée du droit au travail que l'on trouve en germe dans les théories et les systèmes du xviii^e siècle ne fut vraiment mise en lumière que par Fourier qui la signala comme une idée fondamentale négligée par les législateurs et les théoriciens et qui en posa nettement le principe.

C'est également lui, nous l'avons dit, qui emploie pour la première fois cette formule de « droit

au travail » qui, vulgarisée ensuite par son disciple Victor Considérant, devait séduire les masses ouvrières que venait de créer la révolution économique du début du xix^e siècle, les enthousiasmer et passer au premier plan des revendications populaires lors des journées de Février.

II

CAUSES ÉCONOMIQUES QUI ONT PROVOQUÉ L'ÉCLOSION DE L'IDÉE DE DROIT AU TRAVAIL EN 1848

Influence des phénomènes économiques. — L'influence des phénomènes économiques sur le mouvement politique d'un pays est un fait admis aujourd'hui par tous les historiens. Karl Marx, à qui nous devons d'avoir le premier mis cette idée en lumière leur attribue même une place prépondérante : « Le mode de production de la vie matérielle, dit-il, détermine tout d'abord le processus social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais son existence sociale qui détermine sa conscience (1). »

C'est ainsi que le grand mouvement d'idées qui s'est produit en 1848 a été amené par la transfor-

(1) KARL MARX, *Préface de la critique de l'économie politique.*

mation économique de la première moitié du xix^e siècle qui a totalement bouleversé l'état social en France. « Pour que le socialisme se constituât, « dit M. Lichtenberger, il fallait l'apparition d'un « ordre de choses qui n'existait pas au xviii^e siècle. « Le vrai socialisme ne pouvait naître qu'avec la « grande industrie et après la Révolution française. « C'est la réalité et non l'érudition qui suscite les « mouvements de réforme. »

La Révolution économique du début du XIX^e siècle. — La Révolution française, en supprimant toutes les réglementations, toutes les entraves de l'ancien régime, en abolissant tous les privilèges, en établissant la liberté du commerce et la liberté du travail, donna à la production un essor inconnu jusque-là. On vit alors un déchaînement sans frein de la libre concurrence avec tous les avantages qui en découlent, mais aussi avec ses nombreux inconvénients.

Cet avènement de la liberté économique coïncida avec une révolution dans la technique de l'industrie et dans les moyens de transport. La cause principale de cette révolution fut la découverte et surtout l'application industrielle de la vapeur, événement capital du xix^e siècle qu'on a appelé à juste titre le siècle de la vapeur. En permettant l'extension du machinisme et la création des chemins de fer et des bateaux à vapeur, elle modifiait

profondément l'état économique du monde entier.

Les débuts de cette évolution furent pénibles à cause des crises qui suivirent la Révolution et à cause des nombreuses guerres de l'Empire et de l'invasion qui avaient ruiné la France. Cependant dès le début de la Restauration, l'état de paix favorisant le travail, l'industrie prit un développement rapide.

L'invention de nombreuses machines, notamment dans la filature, le tissage du coton et dans les industries métallurgiques amena une augmentation considérable de la production.

D'autres industries telles que la verrerie, la cristallerie, les arts céramiques prirent aussi à cette époque une très grande extension sans qu'aucune invention nouvelle leur ait apporté quelque modification importante.

Le petit atelier occupé par le petit patron et par un petit nombre d'ouvriers tendit à disparaître pour faire place à la grande usine. Les petits artisans vaincus par la concurrence vinrent grossir l'armée de ceux qui n'avaient que leur travail pour vivre.

Ce fut l'époque où l'on vit se créer sur plusieurs points de la France de grands centres manufacturiers. Les campagnes furent désertées pour les villes industrielles où affluaient les sans-travail attirés par l'appât de salaires qui leur semblaient élevés, mais qui étaient loin d'être assurés.

Les nouveaux moyens de transport — chemins de fer et bateaux à vapeur — qui apparurent et se développèrent rapidement sous la Restauration, accélérèrent cette évolution en permettant le déplacement des matières premières, en favorisant les échanges et en créant de nouveaux débouchés.

Régime capitaliste et prolétariat. — Ce fut l'avènement de la grande industrie et de ce qu'on a appelé le régime capitaliste caractérisé par ceci qu'un petit nombre d'individus, les capitalistes, sont seuls possesseurs de moyens de production, usines, ateliers, chantiers, que d'autres individus, les « prolétaires », mettent en valeur.

L'état de cette nouvelle classe d'individus qui « n'ont de moyen d'existence qu'autant qu'ils trouvent du travail et qui ne trouvent du travail qu'autant que leur travail accroît le capital (1) », a été très bien défini par M. Levasseur (2) : « Qu'un grand nombre d'individus vivent du labeur manufacturier, agglomérés autour des fabriques, suspendus au salaire de chaque jour, sans épargne, sans lendemain, sous la menace toujours instante d'une diminution ou d'une cessation de travail, c'est-à-dire d'une privation de pain quotidien, sans qu'ils puissent régler ni

(1) KARL MARX, *Le manifeste communiste*.

(2) *Histoire des classes ouvrières*, t. I.

« prévoir les fluctuations du marché dont dépend
 « leur existence, voilà ce qu'on désigne ordinaire-
 « ment sous le nom de prolétariat. »

C'est cette nouvelle classe d'individus qui eut à souffrir le plus des rapides progrès de l'industrie et de la transformation économique dont bénéficia la classe riche. Sa situation devint par-dessus tout instable et précaire. Si quelques ouvriers virent leur salaire augmenter — dans de bien faibles proportions — un plus grand nombre furent frappés par la concurrence des machines, des femmes et des enfants et furent réduits à aller ailleurs offrir leurs salaires au rabais. Le machinisme permit en effet une division du travail poussée à l'extrême et la suppression presque complète de l'apprentissage.

Les machines coûtaient cher, elles pouvaient marcher sans interruption. Les industriels considéraient que toute minute d'arrêt était pour eux de l'argent qui leur était volé et, voulant en outre lutter contre la concurrence, ils exigèrent de leurs ouvriers des journées extraordinaires de 14 et 15 heures. Aucune limitation ne leur était imposée, et il y eut de tels abus que certains industriels eux-mêmes demandèrent l'intervention de l'Etat (1).

(1) Une pétition adressée aux Chambres par les philanthropes de Mulhouse et que cite Louis BLANC, *Organisation du travail*,

Les nombreuses crises qui survinrent alors, provoquées par le déchaînement de la concurrence qui livrait la production au hasard et par le désir frénétique de gagner qui s'empara alors de tous, crises de surproduction et crises commerciales, vinrent encore augmenter les causes de chômage et de misère. Cette situation misérable des classes ouvrières frappa tous les penseurs, tous les écrivains. « Faisons une enquête sur le sort des travailleurs » écrivait Ledru-Rollin dans la « *Réforme* » et de tous côtés on proposait des systèmes politiques destinés à supprimer la misère. Les dépenses publiques grandissaient chaque jour, et l'impôt supporté surtout par les petits, les écrasait.

Cependant, par suite de la concentration industrielle qui s'était opérée, les ouvriers se trouvaient maintenant groupés. Bien que la loi leur défendit toute association et toute coalition, ils

p. 65, atteste les abus révoltants dont fut alors victime l'enfance ouvrière. « En France on admet dans les filatures de coton et dans les autres établissements industriels des enfants de tout âge; nous y avons vu des enfants de cinq et six ans. Le nombre d'heures de travail est le même pour tous, grands et petits; on ne travaille jamais moins de treize heures et demie par jour dans les filatures sauf les cas de crise commerciale. » La pétition continue par un tableau navrant de l'état de malheureux enfants exténués par un travail d'usine au-dessus de leur force.

pouvaient se concerter, s'unir plus facilement qu'autrefois sous forme de « résistances » et de sociétés de secours mutuels, on vit alors se former de véritables syndicats qui peu à peu se substituèrent aux compagnonnages d'autrefois et commencèrent à faire entendre leurs revendications (1).

A la suite de la Révolution de juillet, ils semblèrent commencer à prendre conscience de la solidarité qui les liait et de la force que l'entente pouvait leur donner. L'extrême misère à laquelle avait conduit beaucoup d'entre eux le régime économique nouveau, le contraste entre leur situation et celle de leurs employeurs dont ils voyaient la fortune s'accroître avec une rapidité vertigineuse, les poussa à s'unir pour revendiquer avec plus de force la reconnaissance de leurs droits et un peu de mieux être contre les riches, seuls détenteurs apparents des moyens de production qu'ils mettaient en valeur, ils réclamèrent hautement leur droit à la vie.

Le droit au travail résumait, en une formule simple, l'ensemble de ces revendications qu'avait suscitées le nouvel état de choses économiques et qui allait faire de la question sociale la question primordiale de la Révolution.

(1) Paul LOUIS, *Histoire du mouvement syndical*. — LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale*, t. X, pp. 440-444.

CHAPITRE PREMIER

LES THÉORICIENS DU DROIT AU TRAVAIL

*Fourier. — Victor Considérant. — Louis Blanc.
Lamartine.*

L'idée maîtresse de tous les publicistes de la première moitié du xix^e siècle qui ont critiqué l'état social et proposé sa transformation sur de nouvelles bases est que la Révolution française de 1789 a été une révolution incomplète. Elle a proclamé les droits de l'homme, l'égalité de tous les citoyens, mais elle n'a pas cherché à réaliser les principes qu'elle a posés. Elle a été une révolution politique, il reste à accomplir la révolution économique. Cette idée qui avait déjà été émise par Babeuf fut reprise par Fourier et ensuite par Considérant, Louis Blanc.

I. — Fourier.

On la trouve dans le premier ouvrage de Fourier sur la *Théorie des quatre mouvements* qui parut en 1808. Les droits de l'homme ont été proclamés, mais on a oublié le premier de ces droits, le droit au travail. Sans développer ce qu'il entend par là, il signale le danger que court la société à cause de cet oubli : « Je me bornerai à indiquer
« le sujet dont il faudrait traiter : le droit au tra-
« vail. Je n'ai garde d'entamer aucun débat sur
« ces rêveries renouvelées des Grecs, ces droits de
« l'homme devenus si ridicules. Après les révolu-
« tions que nous a causées leur règne, croira-t-on
« que nous marchions à de nouveaux troubles
« pour avoir oublié le premier et le seul utile
« de ces droits : le droit au travail dont nos poli-
« tiques n'ont jamais fait mention (1). »

Pour Fourier, en face des *devoirs* de l'individu il faut placer les devoirs du corps social, et ces devoirs consistent à réaliser les droits de l'individu.

En tête de ces droits de l'individu, il place comme un droit primordial le droit au travail.

(1) *Œuvres complètes*, t. I, p. 394.

« Nous avons, dit-il, passé des siècles à ergoter
« sur les droits de l'homme, sans songer à recon-
« naître le plus essentiel celui du travail, sans
« lequel les autres ne sont rien. Quelle honte pour
« des peuples qui se croient habiles en politique
« sociale ! Ne doit-on pas insister sur une erreur
« si ignominieuse pour disposer l'esprit humain
« à étudier le mécanisme sociétaire qui va rendre
« à l'homme tous ses droits naturels dont la civi-
« lisation ne peut ni garantir, ni même admettre
« le principal, le droit au travail ? (1) »

Voici comment Fourier arrive à cette conception du droit au travail. Les droits de l'individu ne sauraient se ramener aux droits politiques et civiques. La liberté proclamée par la Révolution n'est qu'une liberté illusoire pour ceux qui ne possèdent rien, Seuls les riches peuvent vraiment se dire libres : les autres ne sont que des esclaves, aussi misérables que les serfs et les esclaves de l'ancien régime. « On vante à un indigent le
« beau nom d'homme libre, les droits imprescrip-
« tibles du citoyen, et il n'a ni la liberté de tra-
« vailler et prendre part aux fonctions qu'on lui a
« enseignées, ni le droit de requérir l'admission à
« ce travail d'où dépend sa subsistance. Quand il
« est dépourvu de ce travail il faut qu'il meure de

(1) *Théorie de l'unité universelle*, t. II, p. 180, 2^e éd., Paris, 1840.
Bureau de la phalange.

« faim sans se plaindre, ou s'il mendie par besoin
 « il est mis en détention pour l'honneur du beau
 « nom d'homme libre et des droits imprescrip-
 « tibles du civilisé qu'on prive du seul droit dont il
 « ait besoin, du droit au travail (1). »

Les « droits de nature » et leur équivalent le droit au travail. — Ces droits que Fourier revendique pour l'individu sont des droits de nature. A l'état sauvage, l'homme s'assure par lui-même la satisfaction de ses besoins physiques et moraux. Il jouit pour cela de quatre droits que Fourier considère comme essentiels et qu'il qualifie de « droits cardinaux ». Ce sont les droits de cueillette, de pâture, de pêche, de chasse. Or, dans l'état actuel de la société, l'individu n'a plus l'exercice d'aucun de ces droits réservés à un petit nombre de privilégiés. Il faut absolument lui en restituer l'équivalent si l'on veut ramener l'harmonie dans l'organisation sociale. Cet équivalent ce sera le droit au travail reconnu à l'individu par la société : « Nous n'aurons l'équivalent
 « des quatre droits cardinaux que dans un ordre
 « social où le pauvre pourra dire à ses compa-
 « triotes, à sa phalange natale : « Je suis né sur
 « cette terre, je réclame l'admission à tous les
 « travaux qui s'y exercent, la garantie de jouir du

(1) *Th. de l'unité universelle*, t. II, p. 136-137.

« fruit de son labeur, je réclame l'avance des instruments nécessaires à exercer ce travail et de la subsistance en compensation du droit de vol que m'a donné la simple nature. » Ce ne sera qu'à ce prix que l'humanité jouira vraiment de ses droits, mais dans l'état actuel, n'est-ce pas insulter le pauvre que de lui assurer des droits à la souveraineté quand il ne demande que le droit de travailler pour le plaisir des oisifs (1) ? »

Ce que demande Fourier, c'est uniquement la reconnaissance, la proclamation du droit au travail. Pour lui, en effet, il ne peut-être question de l'appliquer, de l'organiser dans la période actuelle c'est-à-dire dans le stade de la *civilisation*.

La civilisation qui prive l'homme des droits naturels qu'il possédait à l'état sauvage ne peut lui en donner l'équivalent. Seul l'état *sociétaire* pourrait le faire. Il le fera moyennant trois conditions qui sont en quelque sorte le résumé de toute la doctrine de Fourier (2).

1° Organisation d'un régime d'attraction industrielle. Fournir au peuple un travail si attrayant que l'oisiveté disparaîtrait d'une façon absolue.

2° Garantie à chacun de l'exercice ou de l'équivalent des droits naturels.

(1) *Th. de l'unité universelle*, t. II, p. 179.

(2) *Id.*, *ibid.*, t. II, p. 172.

3° Association des intérêts du peuple à ceux des grands. On supprimerait ainsi les luttes d'intérêt, les distinctions de classe, les haines entre riches et pauvres.

Ces trois conditions sont indispensables pour qu'existe la vraie liberté, mais elles ne pourront être réalisées dans l'ordre civilisé avec lequel elles sont incompatibles (1).

II. — Victor Considérant.

Telle est la doctrine de Fourier sur le droit au travail. Mais, ainsi que l'a dit Joseph Garnier, s'il fut le père de cette idée, Victor Considérant en fut le père nourricier. Disciple enthousiaste de Fourier, il a été le propagateur et le vulgarisateur de ses théories parfois un peu confuses et peu accessibles à la masse.

Il reprit avec vigueur la théorie de Fourier et la développa, mais sans partir des mêmes principes et sans aboutir aux mêmes conclusions. Alors que Fourier n'avait jamais contesté le droit de propriété, Considérant au contraire en fit une analyse toute nouvelle d'où il tira cette conséquence que ce droit ne pouvait se justifier que par la reconnaissance du droit au travail, équivalent d'au-

(1) *Th. de l'unité universelle*, p. 176.

tres droits dont les non-propriétaires étaient privés au profit d'un petit nombre de privilégiés.

De plus, pour Considérant non seulement la reconnaissance du droit au travail est possible dans l'état actuel de la Société, mais encore elle est indispensable si l'on veut éviter la Révolution violente qui se prépare par suite de l'état de misère dans lequel se trouvent les classes spoliées de leurs droits naturels.

Il a développé ces idées dans de nombreux articles de la « Phalange » (1) et de la « Démocratie pacifique » dont les principaux furent publiés en brochure notamment *Théorie du droit au travail et théorie du droit de propriété* (1839) et *Manifeste de la Démocratie pacifique* qui après avoir paru en 1843, dans le premier numéro du journal qui porte ce nom parût ensuite sous ce titre : « Principes du Socialisme (2) ».

Analyse du droit de propriété. — L'espèce humaine est placée sur la terre pour y vivre et s'y développer, elle est donc usufruitière de la surface du globe. « Or sous le régime qui constitue la « propriété de toutes les nations civilisées, le fonds « commun sur lequel l'espèce tout entière a plein « droit d'usufruit a été envahi : il se trouve con- « fisqué par le petit nombre à l'exclusion du grand

(1) Parut de 1836 à 1843 sous la direction de Considérant.

(2) Parut de 1843 à 1849 sous la direction de Considérant.

« nombre. Eh bien, n'y eut-il qu'un seul homme
« d'exclu de son droit à l'usufruit du fonds com-
« mun par la nature du régime de la propriété
« cette exclusion constituerait à elle seule une at-
« teinte au droit et le régime de la propriété qui la
« consacrerait serait certainement injuste, illégi-
« time (1). »

Tout homme qui venant au monde dans une société civilisée ne possède rien et trouve la terre confisquée autour de lui a le droit de protester contre ce régime de propriété basé sur un prétendu droit de propriété qu'on lui refuse en le spoliant.

C'est le cri de colère que ne manqueront pas de pousser tous les prolétaires dont la misère va sans cesse croissant avec les progrès de l'industrialisme et auprès desquels les violentes critiques de la propriété trouvent facilement crédit.

Nécessité de réformes sociales. — Considérant voudrait éviter cette révolte de la misère. Il redoute une révolution qu'il prévoit très proche et qu'il considère comme funeste aux progrès de la civilisation.

« Aux catastrophes politiques succéderont les
« catastrophes sociales, c'est-à-dire qu'aux révo-
« lutions dirigées contre tel personnel de gouver-

(1) *Th. du droit de propriété et du droit au travail.*

« nement se substitueront les révolutions dirigées
« contre l'ordre social lui-même, les Révolutions
« qui s'attaqueront aux bases de la Société, ce qui
« est autrement grave (1). »

Ce souci d'obtenir l'amélioration du sort des classes ouvrières sans commotion violente apparaît surtout dans le premier numéro de son journal la *Démocratie pacifique* dont le titre est à lui seul tout un programme.

Il y expose que c'est en vain que certains veulent ignorer l'état économique et chercher à apaiser les colères populaires par de bonnes paroles ; « les classes ouvrières n'acceptent pas, et
« elles ont raison, qu'elles doivent être à jamais
« des denrées dont le prix augmente ou diminue
« suivant le cours de la matière prolétaire sur le
« marché industriel. Elles veulent que la société
« leur donne des garanties de vie et de tra-
« vail (2) ».

La seule question du jour est la question sociale. Les vrais conservateurs sont ceux qui voient le mal dont souffre la Société et qui veulent y porter remède. Et Victor Considérant examine les diverses solutions proposées.

Il repousse l'idée du partage égal des terres soutenue par certains théoriciens, partis du même

(1) *Théorie de la propriété et du droit au travail*, p. 27.

(2) *Manifeste de la Démocratie au XIX^e siècle*.

principe de l'illégitimité du droit de propriété. Ce partage enlèverait en effet à l'individu son droit d'usufruit du fonds commun. Il serait du reste impraticable.

Il repousse également l'idée du retour à l'état sauvage, et il combat avec énergie le communisme qu'il considère comme une doctrine néfaste tout en avouant que cette idée ne peut paraître que très juste aux « masses faméliques et « dépouillées tant que la société leur dénierait le « droit au travail, plus sacré encore que le droit de « propriété qui en dérive (1) ». Il pose en effet en ces termes le principe fondamental du droit de propriété :

« Tout homme possède légitimement la chose « que son travail, son intelligence ou plus généralement son activité a créée (2). »

Le droit au travail équivalent du droit au capital primitif. — La terre brute n'ayant été créée par personne constitue un capital primitif ou naturel qui ne saurait appartenir individuellement à quiconque.

Quant au *capital créé* par les générations antérieures, ces dernières ont pu en disposer librement et il peut être l'objet d'appropriations individuelles.

(1) *Manifeste de la Démocratie pacifique.*

(2) *Th. du droit au travail et du droit de propriété.*

Pour que la propriété soit constituée dans sa légitimité absolue, pour que le fait soit conforme au droit, il faudrait que le droit au capital primitif, c'est-à-dire l'usufruit du sol dans son état brut soit conservé ou qu'un *droit équivalent* soit reconnu à chaque individu qui naît sur la terre à une époque quelconque.

Or l'état avancé de civilisation où nous sommes ne permet pas l'exercice du droit de l'homme à la terre sous sa forme primitive et brute. La première forme de ce droit se manifeste par l'exercice de droits naturels dont jouissent les sauvages : *chasse, pêche, cueillette, pâture*.

Le prolétaire qui, naissant dans une société civilisée, n'hérite de rien et ne possède rien est dépouillé de ces droits. Comment donc concilier ce droit naturel avec les conditions d'une société industrielle ?

« La réponse est facile » dit Considérant. « Dans
« l'état sauvage, pour user de son droit, l'homme
« est *obligé d'agir*. Les *travaux* de la pêche, de la
« chasse, de la cueillette, de la pâture sont les
« conditions de l'exercice de son droit. Le droit
« primitif n'est donc *que le droit à ces travaux*.

« Eh bien ! qu'une société industrielle qui a
« pris possession de la terre et qui enlève à
« l'homme la faculté d'exercer à l'aventure et en
« liberté, sur la surface du sol, ses quatre droits

« naturels ; que cette société reconnaisse à l'individu, en compensation de ses droits dont elle le dépouille le Droit au travail : alors en principe et sauf application convenable, l'individu n'aura plus à se plaindre. En effet, son droit primitif était le *droit au travail* exercé au sein d'un atelier pauvre, au sein de la nature brute ; son droit actuel serait le *même droit* exercé dans un atelier mieux pourvu, plus riche, où l'activité individuelle doit être plus productrice.

« La condition *sine qua non*, pour la légitimité de la propriété est donc que la société reconnaisse au prolétaire le droit au travail, et qu'elle lui assure au moins autant de moyens de subsistance pour un exercice d'activité donné, que cet exercice eut pu lui en procurer dans l'état primitif (1). »

Or, actuellement, non seulement il ne peut invoquer ce droit, mais encore la société lui impose le respect de la propriété d'autrui, propriété fondée sur l'usurpation du droit qu'il avait à l'usufruit de la terre. Et comble de dérision on jette en prison et on déclare coupables de mendicité, de vagabondage, ceux qui n'ont pu trouver de travail.

La solution proposée aurait pour conséquence

(1) *Th. du droit de propriété et du droit au travail*, p. 24.

de réparer une injustice, de légitimer une usurpation ; elle serait en outre une mesure de prudence qui résoudrait d'une façon pacifique la question sociale et conjurerait le péril qui menace la société. C'est là — ainsi que nous l'avons déjà vu — le grand souci de Considérant.

Par la reconnaissance du droit au travail il compte « anéantir les attaques théoriques contre « la propriété, conjurer les révolutions sociales « vers lesquelles marchent rapidement les nations « les plus avancées » ; il compte également prévenir par là les attaques individuelles que subit la propriété, les vols de tous genres, engendrés par la misère et la démoralisation forcée des classes dépouillées (1).

Garantie et protection du droit au travail. — On réalisera ainsi l'unité sociale. Il faudra toutefois que l'on fasse pour ce nouveau droit, seule propriété des masses, ce que l'on a fait pour le droit de propriété du petit nombre, c'est-à-dire qu'on le garantisse et qu'on le protège. Alors, de même que les propriétaires se sentent intéressés à défendre l'ordre, de même les ouvriers se sentant protégés dans leurs droits ne chercheront plus à entrer en lutte avec les autres classes de la société (2).

(1) *Manifeste de la Démocratie pacifique*, p. 66.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 33.

Nécessité d'une organisation de l'industrie. — Mais cette reconnaissance du droit au travail n'est possible qu'à la condition que la société entre dans la voie de l'organisation de l'industrie. « Quand l'industrie sera librement organisée, ou « même quand les gouvernements auront seulement organisé des travaux réguliers en quantité « suffisante, la reconnaissance du droit au travail « deviendra immédiatement un fait. »

Considérant ne précise pas davantage sa pensée sur les moyens pratiques à employer, pour arriver à organiser en fait la reconnaissance du droit au travail.

Dans les conclusions de sa brochure sur le *Droit de propriété et le droit au travail*, il parle bien du devoir pour la société de « se mettre en « mesure d'organiser des *institutions agricoles et « industrielles*, au moyen desquelles elle puisse « garantir un travail suffisamment rétribué à tous « ceux de ses membres qui lui en demanderont ». Mais il en reste là et ne nous dit pas de quelle manière l'état devra procéder pour aboutir à la réalisation du droit dont il a proclamé le principe.

III. — Louis Blanc.

L'organisation du travail. — Louis Blanc, au contraire, ne fera pas une analyse approfondie du

principe. Il se contente de l'affirmer comme une chose qui ne peut plus être discutée... « en demandant que le droit de vivre par le travail soit « réglé, soit garanti, on fait mieux encore que de « disputer des millions de malheureux à l'oppression de la force ou du hasard : on embrasse « dans sa généralité la plus haute, dans sa signification la plus profonde, la cause de l'être humain. « Partout où la certitude de vivre en travaillant « ne résulte pas de l'essence même des institutions sociales l'iniquité règne (1) ». Pour lui, la seule question, celle qui à l'heure actuelle prime toutes les autres questions, même les questions politiques, c'est *celle de l'organisation du travail*, seul remède capable d'abolir la misère.

Il publia là-dessus une brochure qui parut en 1839 et dont nous venons de citer un passage.

Il y montre les effets désastreux de la concurrence qui ruine à la fois le peuple et la bourgeoisie et il fait la critique de l'ordre social actuel qu'il propose de reconstituer sur de nouvelles bases.

Système de Louis Blanc. — Pour cela, il se retourne vers l'Etat et lui demande de fournir aux ouvriers les instruments de travail qu'ils n'ont pas. Actuellement on ne prête qu'aux riches, l'Etat

(1) Louis BLANC, *Organisation du travail*. Introduction, p. 4.

sera le « banquier du pauvre ». Il organisera la production et il en sera le régulateur suprême. Comment aboutira-t-il à ce résultat ?

Il lèverait un emprunt dont le produit serait affecté à la création d'*ateliers sociaux* dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale (1). Il en dresserait les statuts qui, votés par la représentation nationale auraient force de loi. Dans ces ateliers on appellerait jusqu'à concurrence du capital primitivement rassemblé pour l'achat des instruments de travail tous les ouvriers qui offriraient des garanties de moralité. Les salaires y seraient égaux. Le gouvernement réglerait la hiérarchie des fonctions, mais pour la première année seulement. Ce soin serait ensuite laissé aux ouvriers eux-mêmes qui y procéderaient par voie d'élection. Des bénéfices nets, il serait fait trois parts : l'une serait répartie par portions égales entre les membres de l'association, l'autre serait destinée : 1° à l'entretien des vieillards, des malades et des infirmes, 2° à l'allègement des crises qui pèseraient sur d'autres industries, la 3° serait consacrée à fournir des instruments de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association de telle sorte qu'elle pût s'étendre indéfiniment (2).

(1) L. BLANC, *Organisation du travail*, p. 102.

(2) *Loc. cit.*, p. 104.

Louis Blanc estime qu'une telle organisation entraînerait vite la disparition de l'industrie morcellée et avec elle de la concurrence et des crises. En effet les avantages qui résulteraient de ce système seraient si grands et si évidents que l'industrie privée, sans lutte et sans écrasement serait amenée à composition et on verrait accourir en masse dans les ateliers créés, travailleurs et capitalistes.

Telle est sa conception de l'organisation du travail. La publication de sa brochure, ainsi que de nombreux articles dans la *Réforme*, contribuèrent puissamment à répandre dans les masses l'idée que l'état devait garantir à l'ouvrier le droit au travail, devait lui procurer du travail. Nous verrons plus loin comment le gouvernement provisoire de 1848 s'employa à discréditer les idées de Louis Blanc, en les dénaturant tout en prétendant les mettre en pratique.

IV. — Autres théoriciens et manifestations diverses.

D'autres écrivains de cette époque contribuèrent à répandre dans les masses l'idée du droit au travail, et diverses manifestations peuvent être signalées comme des signes avant-coureurs de son éclosion en 1848 (1).

(1) Cabet le fondateur de l'Icarie, avait inséré dans sa consti-

Article de Lamartine dans la « Presse ». — Dans un article publié en 1844 dans la *Presse*, Lamartine critiquait la théorie du droit au travail et les idées d'organisation du travail, et il prétendait que tout devait être déterminé par le libre jeu de l'offre et de la demande. Où s'arrêterait-on, disait-il. « Faudrait-il assurer à l'avocat des causes, « au médecin des malades, au laboureur des récoltes, à l'artiste des acheteurs, à l'écrivain des « lecteurs ? » Il concluait cependant ainsi : « En résumé, nous voulons que la société reconnaisse le droit au travail pour les cas extrêmes et dans les conditions définies (1). »

L'Émeute de Lyon 1831. — Les canuts de Lyon l'avaient proclamé d'une façon tragique en 1831 lors de la fameuse grève qui dégénéra en émeute sanglante lorsqu'ils avaient inscrit sur leur drapeau : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. »

Proudhon réclamant le droit au travail au maire de Toulon. — A la même époque, Proudhon qui n'était encore qu'un simple ouvrier imprimerie

tution icarienne un art. 14 ainsi conçu :

« Cinq cent millions au moins seraient consacrés chaque année à fournir du travail aux ouvriers et des logements aux pauvres. »

(1) Cet article est cité d'après la reproduction qu'en a donnée Emile THOMAS dans son *Histoire des ateliers nationaux*, p. 22.

meur, faisait entendre la même revendication auprès du maire de Toulon. Il a raconté cet épisode de sa vie dans une bien jolie page d'un de ses ouvrages (1) :

« A Toulon, point de travail, j'arrivai trop tard, « j'avais manqué la « mèche » de vingt-quatre « heures. Une idée me vint, *véritable inspiration* « *de l'époque*. Tandis qu'à Paris les ouvriers sans « travail attaquaient le gouvernement, je résolus « pour ma part d'adresser une sommation à l'auto- « rité.

« Je fus à l'hôtel de ville et demandai à parler « à M. le maire. Introduit dans le cabinet du ma- « gistrat, je tirai devant lui mon passe-port : « Voici, Monsieur, lui dis-je, un papier qui m'a « coûté deux francs et qui, après renseignements « fournis sur ma personne par le commissaire de « police de mon quartier assisté de deux témoins « connus, me promet, enjoint aux autorités civiles « et militaires de m'accorder assistance et protec- « tion en cas de besoin. Or, vous saurez, M. le « maire, que je suis compositeur d'imprimerie, « que depuis Paris je cherche du travail sans en « trouver et que je suis au bout de mes épargnes. « Le vol est puni, la mendicité est interdite. Reste

(1) De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise. *Œuvres complètes*, t. XXII, p. 349.

« le travail dont la garantie me paraît seule pour-
« voir remplir l'objet de mon passe-port. En con-
« séquence, M. le maire, je viens me mettre à
« votre disposition. »

Comme il le dit lui-même, il était de la race de ceux qui avaient pris pour devise : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », ou qui plus tard demanderont « du pain ou du plomb ! »

On peut donc dire que l'idée du droit au travail était dans l'air aux environs de 1848.

Dans un rapport adressé au ministre le 19 janvier 1847 sur les « publications anarchiques de l'année 1846 », le préfet de police, parlant des attaques dirigées par certains écrivains contre l'ordre social, disait : « Ces attaques, élaborées par Cabet, Dezamy, Pierre Leroux, Proudhon, les écrivains de l'*Atelier* et de la *Fraternité* et l'école fouriériste, quoique différant entre elles, se rattachent toutes au même principe... ce principe, *c'est le droit de tous à la même part de travail et de jouissance.* »

Et il est faux de prétendre, comme le fait Joseph Garnier (1) dans l'Introduction de son ouvrage, que le peuple ouvrier ne connaissait pas la formule du droit au travail avant les journées de février et qu'on la lui a apprise à ce moment-là.

(1) *Le droit au travail. Recueil des discours prononcés à l'assemblée constituante.* Introduction, p. 1.

Il l'avait acceptée du premier coup, parce qu'à ses yeux elle résumait admirablement l'ensemble de ses revendications nées de la situation misérable où l'avait placé le nouvel état économique.

Aussi, lorsque ce peuple se vit vainqueur du gouvernement bourgeois de Louis-Philippe, lorsqu'il vit au pouvoir parmi les représentants des autres classes, des hommes sortis de son rang ou qui avaient pris depuis longtemps sa défense et en qui il plaçait toute sa confiance, il crut vraiment avoir accompli la Révolution sociale qu'on lui annonçait et il exigea impérieusement la reconnaissance de ce droit qu'on lui avait représenté comme le seul remède à ses souffrances et à sa misère.

CHAPITRE II

CARACTÈRE SOCIAL DE LA RÉVOLUTION DE 1848

La Révolution de 1830 avait été uniquement une révolution politique ; celle de 1848 se manifesta aussitôt après sa victoire comme une révolution sociale. Pour la première fois le prolétariat, tel que l'avait créé la grande industrie, faisait son apparition sur la scène politique et conquérait le pouvoir. Il voulut en profiter pour obtenir la reconnaissance de ses droits et faire triompher ses revendications. De vastes espérances soulevèrent alors l'enthousiasme des foules, enthousiasme qui devait hélas ! rapidement tomber devant les amères déceptions que leur réservaient les événements.

Nous avons déjà vu, en analysant le mouvement économique et la révolution industrielle du début du ^{xix}^e siècle, quels changements profonds

s'étaient produits dans l'état des classes ouvrières. Leur situation devenue misérable, instable, s'était encore aggravée à la veille de 1848. Le monde traversait alors une dure crise économique. Les récoltes avaient manqué dans beaucoup de pays ; d'autre part le développement rapide de la grande industrie avait occasionné un déséquilibre entre la production livrée au hasard et la consommation, enfin l'argent disponible avait été absorbé par les emprunts d'état et les grands travaux publics principalement par la construction des lignes de chemin de fer. Les capitaux étaient rares, le crédit difficile. Aussi, la principale question qui se posait alors était-elle, le remède à apporter aux souffrances de cette classe d'hommes qui, n'ayant que leur salaire pour vivre, se trouvaient, eux et leur famille, dans la plus grande misère dès que ce salaire venait à faire défaut.

Les publicistes avaient déjà, depuis quelque temps, indiqué que la seule question du jour était la question sociale. En 1843, Victor Considérant disait dans son *Manifeste de la Démocratie* : « La question de l'époque est avant tout sociale, « elle est avant tout de nature économique et « industrielle, et c'est sur le terrain social où le « grand mouvement des faits et des idées emporte « les esprits qu'il faut aujourd'hui diriger les « recherches et prodiguer les enseignements et

« les lumières (1). » Dans le rapport que nous avons déjà cité, le préfet de police signalait cette tendance des publicistes à « négliger les questions « de politique proprement dites pour se jeter dans « les idées de *rénovation sociale* ».

Tous les penseurs, tous les écrivains s'étaient émus de cette situation précaire des classes ouvrières. Nombreuses étaient les solutions proposées pour améliorer l'état social, fouriéristes, saint-simonistes, communistes, organisateurs du travail..., etc., avaient publié de nombreuses études et de nombreux plans de réforme.

Lorsqu'éclata la Révolution de 1848, la question sociale était donc au premier plan des préoccupations du pays. Le peuple attendait de l'Etat son affranchissement, il se tournait vers lui comme vers le sauveur qui devait le délivrer de tous les maux qui l'accablaient et surtout du chômage. Aussi, lorsqu'il se vit le maître du pouvoir, lorsqu'il vit qu'il avait pu imposer la République et deux de ses plus fidèles défenseurs au gouvernement provisoire, il formula d'une façon impérative ses revendications. C'est au cri de « Vive la République sociale » ! qu'il accueillit la déclaration de principes que fit Louis Blanc après les autres membres du gouvernement provisoire (2),

(1) *Manifeste de la Démocratie*, p. 17.

(2) Louis BLANC, *Histoire de la Révolution de 1848*, I, p. 75.

et ainsi que le dit ce dernier, « aux yeux des « classes ouvrières une révolution purement politique eût été une déception (1) ».

Le lendemain du jour où la République était proclamée, ce peuple ouvrier demandait la reconnaissance du « droit au travail », « l'organisation du travail » et ensuite la création d'un « ministère du travail ».

Le gouvernement, désireux de prouver sa sollicitude pour les travailleurs signait immédiatement le décret du 23 Février garantissant le droit au travail, et celui du 28 créant la commission du Luxembourg pour les travailleurs, avec Louis Blanc et l'ouvrier Albert à la tête.

Décret du 28 Février. — Les considérants de ce dernier décret dont la rédaction appartient encore à Louis Blanc montrent bien l'importance attachée aux questions ouvrières par ceux qui détenaient alors le pouvoir :

« Le gouvernement considérant que la *Révolution faite par le peuple doit être faite pour lui* ;

« Qu'il est temps de mettre un terme aux longues et iniques souffrances des travailleurs ;

« *Que la question du travail est d'une importance suprême* ;

« Qu'il n'en est pas de plus haute et de plus

(1) Louis BLANC, *Loc. cit.*, I, p. 146.

« digne des préoccupations d'un gouvernement
« républicain ;

« Qu'il appartient surtout à la France d'étudier
« ardemment et de résoudre un problème posé
« aujourd'hui chez toutes les nations industrielles
« de l'Europe ;

« Qu'il faut aviser, sans le moindre retard, à ga-
« rantir au peuple les fruits légitimes de son tra-
« vail..., etc. (1). »

L'Assemblée constituante bien qu'en majorité conservatrice et nettement hostile aux nouvelles idées sociales subit, à son début, l'influence de ce mouvement d'idées. Dès qu'elle fut réunie, dans les premiers jours de mai, un de ses membres, Wolowski, demanda la nomination d'une commission de 18 membres chargés de procéder à une enquête sur la situation des travailleurs industriels et agricoles. La création de cette commission fut votée le 10 Mai à la place du ministère du travail demandé par Louis Blanc. Lorsque l'Assemblée décida de former 15 comités chargés de s'occuper des différentes branches de l'administration publique, cette commission fut remplacée par le « comité du travail » qui fonctionna pendant près d'un an.

Enfin, à la commission chargée d'élaborer un

(1) *Moniteur*, 28 février 1848.

projet de constitution, le premier souci d'un grand nombre de ses membres fut de bien marquer le sens de la Révolution de 1848, de proclamer avant tout les nouveaux principes « plus sociaux que politiques » qui la caractérisaient (1).

La question du « droit au travail » devait forcément prendre une des premières places parmi ces principes nouveaux. Ainsi que le dit M. Georges Renard (2), chaque époque a sa façon de poser les problèmes qui la tourmentent et il serait aussi puéril que superflu de lui reprocher de ne pas les avoir posés autrement. Les hommes de 1848, idéalistes et rationalistes, devaient donner une forme juridique aux aspirations des travailleurs vers une meilleure organisation sociale. Ils ont dit : « Tout membre de la société doit pouvoir subsister. S'il n'a pas de propriété, il a le droit de vivre par son travail. » Ils ont donc demandé à la société de reconnaître et d'inscrire dans la constitution le *droit au travail*.

Proclamé par le gouvernement provisoire, discuté ensuite à propos de la constitution dans la commission, dans les bureaux et enfin à l'Assem-

(1) Discours de Cormenin, de Tocqueville, de Beaumont, etc. *Archives de l'Assemblée constituante*, 158-1.

(2) *Histoire de la République de 1848*, p. 257.

blée constituante, cette question du droit au travail devait prendre dans l'histoire de la Révolution de 48 une place prépondérante, et demeurer l'exemple le plus frappant des préoccupations de cette époque.

CHAPITRE III

LE DROIT AU TRAVAIL ET LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Le caractère social de la Révolution de 1848 se manifesta nettement dès le début.

Louis-Philippe n'était en effet renversé que depuis deux jours, la République n'était proclamée que de la veille, quand la reconnaissance du droit au travail fut exigée du gouvernement provisoire de la façon la plus impérieuse par une délégation ouvrière qu'appuyait la foule descendue des faubourgs et massée sur la place de grève :

Le 23 ou 24 février avait été affiché dans Paris un manifeste signé par les rédacteurs de la *Démocratie pacifique* et intitulé *Vœux du peuple, Réformes pour tous*. Les signataires y demandaient notamment : La propriété respectée, mais le droit au travail garanti, le travail assuré au peuple. Un post-scriptum rappelait à M. de La-

martine qu'il avait accepté ces principes et qu'il les avait déjà proclamés (1). On reconnaît là, la pensée de Considérant, pour qui la reconnaissance du droit au travail était le seul moyen de justifier le droit de propriété réservé à quelques privilégiés.

Dans la matinée du 25 Février, les membres du gouvernement provisoire étaient réunis à l'hôtel de ville et s'occupaient de l'organisation des mairies, lorsqu'une rumeur formidable leur parvint du dehors. Une foule immense arrivait et envahissait l'hôtel de ville ; à sa tête, se trouvait un ouvrier nommé Marche qui s'avança jusque dans la salle de leur délibération un fusil à la main. Montrant la place de grève et frappant le parquet de la crosse de son fusil il remit une pétition en s'écriant : « Citoyens ! l'organisation du travail ! le droit au travail dans une heure ! telle est la volonté du peuple, il attend. » Ces quelques mots résumaient avec une précision terrible la crise où l'on entrait. Ils manifestaient l'état d'esprit de ces foules qui attendaient du pouvoir la fin de leurs misères.

Devant une sommation aussi impérative, le gouvernement voulut essayer de calmer l'impatience des manifestants. Lamartine « s'avança

(1) *Les Murailles révolutionnaires de 1848*, p. 23.

« vers Marche d'un air caressant et se mit à l'en-
« velopper des plis et replis de son abondante
« éloquence ». L'ouvrier ne s'y laissa pas prendre,
il frappa de nouveau le sol de la crosse de son fu-
sil et éclata en ces termes : « Assez de phrases
comme ça ! » Louis Blanc raconte lui-même qu'il
se hâta alors d'intervenir, il attira Marche dans
l'embrasure d'une croisée et écrivit devant lui le
décret suivant, auquel M. Ledru-Rollin fit ajouter
le dernier paragraphe (1).

« Le gouvernement de la République française
« s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par
« le travail.

« Il s'engage à garantir du travail à tous les ci-
« toyens.

« Il reconnaît que les ouvriers doivent s'asso-
« cier entre eux pour jouir du bénéfice légitime
« de leur travail.

« Le gouvernement provisoire rend aux ou-
« vriers auxquels il appartient, le million qui va
« échoir de la liste civile (2). »

La hâte avec laquelle fut rédigé le décret ex-
plique que son auteur ne s'aperçût pas que le
deuxième paragraphe n'était qu'une répétition
du premier.

La proclamation fut ensuite revêtue de la signa-

(1) Selon Garnier-Pagès ce § aurait été proposé par Arago.

(2) *Moniteur* du 26 février 1848.

ture de tous les membres du gouvernement, y compris Lamartine qui cependant, d'après Garnier-Pagès, aurait déclaré au début : « Vous me ferez couper la main avant que je signe cela (1). »

On s'explique aisément l'hésitation de certains des signataires, quand on réfléchit à l'importance de l'acte qu'ils venaient ainsi d'accomplir. C'était un acte révolutionnaire. Pour la première fois, un droit économique — réclamé par Fourier depuis 1818 — était reconnu, garanti par le pouvoir et il l'était dans l'intérêt de cette nouvelle classe qui commençait à manifester sa force, le prolétariat.

Louis Blanc fait très justement remarquer l'élévation de sentiments de ce peuple de Paris qui, au lendemain d'une révolution qui l'investissait d'un pouvoir souverain, demande, non pas comme le peuple romain, *panem et circenses*, mais du pain gagné par le travail (2).

La presse de l'époque ne paraît pas s'être rendu compte de l'importance de ce décret. La plupart des journaux en publièrent le texte sans le faire

(1) Cf. Louis BLANC, *Hist. de la Révolution de 48*, p. 128 ; GARNIER-PAGÈS, *Hist. de la Révolution de 48*, p. 323.

(2) Daniel Stern dit également : « Du travail et du pain ! quelle « simple et noble exigence au lendemain de la plus complète « des victoires... il n'est pas de civilisation de l'avenir qui ne « doive rendre hommage à cette humble et fière formule de « l'émancipation républicaine. » *Histoire de la Révolution de 48*, t. II, p. 7.

suivre d'aucun commentaire. Seule, la *Démocratie pacifique* le journal de Considérant qui, depuis les premiers jours de la Révolution n'avait cessé de demander la reconnaissance du droit au travail comme un des premiers actes incombant au gouvernement provisoire accueillit avec joie le triomphe d'une idée qui lui était chère : « Par
« cela seul, le gouvernement provisoire tranche
« nettement avec les gouvernements qui l'ont
« précédé.

« Honneur au gouvernement provisoire !

« Il est vrai qu'un pouvoir issu de la victoire du
« peuple ne pouvait pas moins faire en faveur du
« peuple. »

L'article ajoutait qu'il ne fallait pas exiger du gouvernement une solution immédiate et complète de l'organisation du travail, mais qu'il fallait lui savoir gré de l'excellente intention qu'il avait témoignée et prendre acte de cet engagement solennel (1).

C'était du reste la pensée des membres du gouvernement et surtout de l'auteur du décret, de Louis Blanc. Pour eux, en effet, il ne s'agissait nullement de réaliser, du jour au lendemain, le droit au travail. Les ouvriers eux-mêmes qui l'avaient revendiqué d'une façon si énergique,

(1) Numéro du 27 Février.

n'espéraient pas l'obtenir, puisque d'après le témoignage de plusieurs contemporains, ils auraient eux-mêmes déclaré à ce moment : « Nous mettons trois mois de misère au service de la République (1). » Non, ce qu'on voulait c'était

(1) Voici l'histoire de cette phrase si souvent citée telle que je l'ai trouvée dans la *Démocratie pacifique*. Dans son numéro du 28 Février, ce journal publiait la lettre suivante : « Monsieur le « rédacteur ; je me trouvais à l'hôtel de ville, le Vendredi, second jour de notre république, et m'étant emparé d'une des « proclamations du gouvernement provisoire, la plus belle de « toutes, celle où le gouvernement garantit à l'ouvrier le droit « au travail, et comme corollaire le droit d'association, je la « lisais au peuple qui applaudissait. Tout à coup, un citoyen « placé près de moi, un de ces hommes dont la société tue « l'existence par un travail morbide trop prolongé, un chauffeur « de machine à vapeur, me prend la main : c'est bien, ce que « fait là le gouvernement. » Il avait les larmes aux yeux... puis me tirant à l'écart. « Citoyen, me dit-il, c'est aux malheureux « qu'il faut lire cela, viens avec moi place Maubert, quartier « Mouffetard, et surtout, ajoutait cet homme dans son sublime « bon sens, dis-leur bien que la République ne leur promet pas « pour cela des perdreaux rôtis, mais du travail, car vois-tu, « citoyen, il ne faut pas tromper le peuple. »

« Entraîné par ces simples, mais belles paroles, je le suis. « Arrivé place Maubert il convoque le peuple, et moi, écho de « sa pensée, après leur avoir montré combien le gouvernement « provisoire était disposé à s'occuper franchement de leurs intérêts, je leur dis que tout ne pourrait se faire en un jour ; « qu'il y aurait encore quelques souffrances, mais qu'elles disparaîtraient devant le bon vouloir du gouvernement. Sans « doute, sans doute, me disaient ces bonnes gens, nous comprenons cela. Et l'un d'eux, élevant la voix : « Citoyen, s'écrie-t-il, dis au gouvernement que nous avons encore trois mois de

obtenir du gouvernement que l'amélioration du sort des classes laborieuses devint désormais la plus ardente de ses préoccupations et en signant le décret du 25 février le pouvoir ne faisait que répondre à ce vœu.

Quant aux moyens à employer pour appliquer ce décret, nous savons qu'ils résidaient, pour Louis Blanc, dans une réforme complète de l'état social, réforme ayant pour base l'association, créée, encouragée, subventionnée par l'Etat et pour but ultérieur l'abolition du prolétariat.

Ces moyens n'étaient indiqués que de façon très vague dans le décret où le gouvernement reconnaissait simplement que « les ouvriers devaient s'associer pour jouir du bénéfice légitime de leur travail ».

Louis Blanc s'imaginait avoir ainsi lié le pouvoir par une promesse formelle, et l'amener par la suite à mettre activement la main à l'œuvre. C'est pour cela qu'il aurait voulu la création d'un ministère dont l'objet spécial eût été l'organisation du travail. Il ne devait malheureusement pas être suivi dans l'élaboration de ses généreux

« *misère au service de la République, pourvu qu'on s'occupe de nous. Plus loin un autre me dit au moment où je leur parlais du million de la liste civile : Nous le donnerons à la République si elle en a besoin. Avec un pareil peuple, on peut tout espérer.* »

desseins et tout l'effort de ses collègues au gouvernement provisoire — pour la plupart adversaires acharnés de ses idées — fut au contraire porté de manière à dénigrer ses théories et à ruiner ses conceptions dans l'opinion publique en en faisant une interprétation volontairement fausse et une application systématiquement irréalisable. Ils prirent ainsi leur revanche du décret du 25 février, qu'ils n'avaient signé qu'à contre-cœur et sous les menaces de la foule.

CHAPITRE IV

LES ATELIERS NATIONAUX

Un des premiers actes du gouvernement provisoire fut la création des *ateliers nationaux*. Il nous faut en parler maintenant, non pas parce que — comme on le croit communément à tort — ils constituent une application des théories du droit au travail ou de l'organisation du travail, mais à cause des événements qu'ils suscitèrent et de l'influence que ces événements eurent sur les discussions de l'Assemblée constituante.

L'opinion la plus répandue, en effet, même chez un certain nombre d'historiens notoires, voit dans la création des ateliers nationaux, une mise en pratique, un essai de réalisation du socialisme ou tout au moins des idées que Louis Blanc avait exposées sur l'organisation du travail. C'est là une erreur absolue contre laquelle ce

dernier a toujours énergiquement protesté (1) et qui, du reste ne peut résister à l'examen des faits.

Tout au plus y avait-il un rapprochement à faire entre les termes d'*ateliers sociaux* et ceux d'*ateliers nationaux* mais là devait s'arrêter l'assimilation. Non seulement cette assimilation ne répondait nullement aux desseins de Louis Blanc, non seulement elle fut créée à son insu (2) mais encore elle fut dirigée contre ses idées dans le but de les ruiner, de les discréditer aux yeux des ouvriers.

Marie, qui en sa qualité de ministre des travaux publics, fut chargé de les organiser était un adversaire avéré du socialisme et en particulier des idées de Louis Blanc. Il était de la fraction modérée du gouvernement provisoire qui lutta continuellement contre son influence et s'efforça de paralyser son activité.

Emile Thomas qui fut directeur des ateliers nationaux et qui en a écrit l'histoire pour se justifier des attaques dont il avait été l'objet, a raconté les aveux que Marie lui fit à ce propos :

(1) Louis BLANC, *Pages de l'histoire de la Révolution de 1848*, p. 55 ; *Le Socialisme et le droit au travail*, 1848, p. 62 ; *Nouveau monde du 15 juillet 1850*, p. 31 ; *Histoire de la Révolution de 48*, t. I, 5^e édit., p. 222.

(2) Le décret du 6 mars 1848 ne porte que la signature de Marie. Il fut pris à la suite d'une délibération qui eut lieu en dehors du conseil et à laquelle Louis Blanc n'assistait pas.

« Nous avons bien assez, lui dit-il un jour, de
« limiter M. Louis Blanc aux paroles et de l'em-
« pêcher d'arriver aux actes ; faire plus ce serait
« imprudent. » Et là-dessus il lui expliqua com-
ment le gouvernement pour lui enlever tout
moyen d'action refusa d'instituer le ministère du
travail qu'il réclamait avec les ouvriers et lui
confia la présidence d'une commission pour les
travailleurs, « où il ne put désorganiser le travail
« qu'en projet et non pas en fait (1) ».

Et un autre jour, comme Emile Thomas lui pro-
posait d'employer l'argent avec lequel on encou-
rageait la paresse en payant les ouvriers non
occupés, à subventionner les industriels pour leur
permettre de conserver les ouvriers chacun dans
son métier, Marie refusa en ajoutant « que l'inten-
« tion bien arrêtée du gouvernement avait été de
« *laisser s'accomplir cette expérience* qu'en elle-
« même elle ne pouvait avoir que de bons résultats
« parce qu'elle *démontrerait aux ouvriers eux-*
« *mêmes tout le vide et toute la fausseté de ces*
« *théories inapplicables* et leur ferait apercevoir
« les conséquences désastreuses qu'elles entraîne-
« raient pour eux-mêmes, qu'*alors désabusés pour*
« *l'avenir leur idôlatrie pour M. Louis Blanc*
« *s'écroulerait toute seule et que désormais il per-*

(1) Em. THOMAS, *Histoire des ateliers nationaux*, p. 142.

*« drait ainsi tout son prestige, toute sa force et
« cesserait d'être un danger (1) ».*

Nous trouvons les mêmes aveux sous la plume de Lamartine. « Commandés, dirigés, soutenus
« par des chefs qui avaient la pensée secrète de la
« partie anti-socialiste du gouvernement, les at-
« liers contrebalancèrent, jusqu'à l'arrivée de
« l'Assemblée nationale, les ouvriers sectaires du
« Luxembourg et les ouvriers séditieux des clubs.
« Ils scandalisaient par leur masse et par l'inuti-
« lité de leurs travaux les yeux de Paris, mais ils
« protégèrent et sauvèrent plusieurs fois Paris à
« son insu. Bien loin d'être à la solde de Louis
« Blanc comme on l'a dit, ils étaient inspirés par
« l'esprit de ses adversaires (2) ».

Enfin, Emile Thomas, ainsi qu'il le déclara plus tard à la commission d'enquête, était en hostilité ouverte avec le Luxembourg (3). Il fit de ses ouvriers un instrument de lutte contre l'influence de Louis Blanc et il parvint à plusieurs reprises à les empêcher de participer à certains mouvements populaires que redoutait le gouvernement.

C'est donc une grave erreur de considérer l'ins-

(1) Em. THOMAS, *Histoire des ateliers nationaux*, p. 127-128.

(2) LAMARTINE, *Histoire de la Révolution de février*. Tome II, p. 120.

(3) *Rapport de la commission d'enquête sur l'insurrection du 23 juin*. T. I, p. 228.

titution de ces ateliers comme une institution socialiste ou une application des théories de Louis Blanc. On ne peut pas dire non plus que ce fut pour exécuter le décret du 25 Février, puisque ce n'était nullement là ce qu'aurait voulu instituer le rédacteur de ce décret.

A la vérité, il n'y eut là qu'un essai d'assistance par le travail, exigé par l'état de crise économique où l'on se trouvait au lendemain de la Révolution. Un des membres du gouvernement provisoire, Lamartine le dit lui-même : « Ils [les ateliers nationaux] n'étaient qu'un expédient d'ordre et « une ébauche d'assistance publique commandés, « le lendemain de la Révolution par la nécessité « de nourrir le peuple et de ne pas le nourrir oisif « pour éviter les désordres de l'oisiveté (1). »

Ce n'était, du reste, pas une chose nouvelle. De tous temps, on avait vu en France, aux moments de crise politique ou économique le gouvernement se préoccuper de venir en aide aux malheureux en leur procurant du travail et on peut citer de nombreux exemples « d'ateliers de charité » comme on disait alors.

(1) *Histoire de la Révolution de 48*. Voir aussi *Discours à l'Assemblée*, C. R. IV, p. 16. « Les ateliers nationaux furent une fatale et courte nécessité de la circonstance... ils ne furent pas autre chose que l'entrepôt secourable et momentané de cette immense population souffrante de Paris... »

On en avait institué à Paris, notamment au temps de la Ligue, puis sous Henri IV et à la fin du règne de Louis XIV. Mais l'essai le plus sérieux qui ait été tenté, le fut par Turgot.

Turgot, qui en qualité d'intendant du Limousin fut un administrateur modèle, créa dans cette généralité des ateliers de charité sur un plan d'organisation très complète (1).

Il avait déjà, après avoir supprimé la corvée, ouvert de nombreux ateliers de travaux publics sur les grandes routes. Les entrepreneurs devaient admettre dans ces ateliers les pauvres du canton sans distinction d'âge ou de sexe en les payant à proportion de leur travail et ils recevaient une indemnité en compensation de cette obligation.

Les années 1770-1771 ayant été pour le Limousin deux années de disette effroyable, Turgot généralisa les ateliers de charité. Il y eut un atelier à Limoges, et on établit des ateliers de filature dans un certain nombre de petites villes.

Dans les autres ateliers on ne faisait que des travaux ordinaires, ne demandant aucune connaissance spéciale, il dut y en avoir un dans chaque région formant aujourd'hui un canton. A

(1) V. sur cette question, René LAFARGE, *L'Agriculture en Limousin au XVIII^e siècle et l'Intendance de Turgot*, p. 263.

la tête était un *conducteur* au-dessus duquel se trouvait un *subdélégué* et des commissaires *ad hoc* (seigneur ou curé). Un sous-ingénieur dirigeait le côté technique (1).

Les salaires dépendaient du travail effectué, et le paiement de ces salaires se faisait par *marreaux* sorte de bons qui servaient à acheter du pain, de la soupe ou du riz mais cela seulement, dans des boulangeries ou cantines annexées aux ateliers.

Devenu contrôleur des finances en 1774, Turgot voulut étendre à toute la France ce système d'ateliers de secours. Son édit de 1775 ne fit que généraliser sur bien des points les mesures qu'il avait mises en pratique en Limousin.

A la veille de la Révolution, en 1778, les récoltes ayant été détruites par la grêle à la suite de l'hiver très rude, on dut ouvrir des ateliers de terrassement à Montmartre qui, au mois d'août, occupaient 17.000 ouvriers et qui inquiétèrent à un certain moment les bourgeois de Paris (2).

Les diverses assemblées de la Révolution eurent également à s'occuper à plusieurs reprises des sans travail, victimes de la crise économique causée par la crise politique. De nombreux crédits furent votés pour la création d'ateliers de secours.

(1) TURGOT, Lettre aux subdélégués. *Archives de la Corrèze*, C. I, citée par M. Lafarge, p. 265.

(2) *Office du travail*, Documents sur la question du chômage.

Plus tard sous la Restauration un arrêté ministériel de 1816 recommande aux bureaux de bienfaisance de multiplier les secours en travail : une instruction du 8 Octobre 1823 demande également que l'on « s'applique autant que les localités le permettront à procurer du travail aux indigents valides ».

Enfin, sous Louis-Philippe, dans une circulaire du 6 août 1840, après avoir reconnu que la charité est à peu près impuissante à combattre les causes du paupérisme, de Rémusat préconise, comme ayant été le plus souvent mis en œuvre, les moyens qui consistent à organiser des ateliers pouvant suppléer aux travaux que l'industrie privée ne fournit plus (1).

Les ateliers nationaux furent une mesure de charité imposée par les circonstances. — La création des ateliers nationaux en 1848 ne fut donc pas une œuvre nouvelle, mais une mesure de charité imposée par les circonstances. Ce ne pouvait être une institution permanente d'organisation du travail, mais bien un simple moyen d'assistance momentanée.

La crise économique dont nous avons déjà parlé avait encore été aggravée par le bouleversement politique qui venait de se produire brusquement.

(1) DUFOUR, *Les théories du droit au travail*, p. 28 et suiv.

Le monde industriel était troublé, la panique s'était emparée des capitalistes, l'argent se cachait, la plupart des usines étaient fermées et un grand nombre d'ouvriers se trouvaient sur le pavé. Tous les jours, il en arrivait de province où le chômage, les grèves, la misère, sévissaient comme à Paris. De toute nécessité il fallait leur venir en aide, d'autant plus que le gouvernement commençait à s'inquiéter de tous ces ouvriers inoccupés, mais qui étaient restés armés depuis les jours de Révolution. Le décret du 27 février qui ordonnait « l'établissement d'ateliers nationaux » était autant une mesure politique qu'une œuvre de charité.

Organisation. — Ces ateliers consistèrent en travaux de terrassement. Un décret du 28 février désignait comme travaux à exécuter : la gare du chemin de fer de l'Ouest, l'amélioration de la navigation de l'Oise et le prolongement du chemin de fer de Sceaux à Orsay.

L'ouverture des chantiers eut lieu le 1^{er} mars. Pour être embrigadé dans ces ateliers l'ouvrier sans travail devait obtenir à la mairie de son arrondissement un bulletin d'admission. Ce bulletin d'admission lui était remis sur simple production d'un certificat de son logeur ou de son propriétaire visé par le commissaire du quartier. De la mairie l'ouvrier était dirigé sur un des ateliers.

Le salaire de chaque ouvrier occupé était de 2 francs par jour quel que fût son âge la tâche accomplie et sa profession. S'il revenait à la mairie en justifiant que nulle place n'existait pour lui dans les ateliers ouverts, on lui versait un secours de 1 fr. 50 par jour (1).

Pour éviter les fraudes et les courses inutiles on avait peu à peu centralisé les demandes en deux bureaux où les ouvriers pouvaient faire viser leurs bulletins constatant le défaut d'ouvrage avant de toucher leurs trente sous.

Un jeune ingénieur, Emile Thomas, proposa alors à Marie, ministre des travaux publics, et à Garnier-Pagès, maire de Paris, d'organiser militairement les ouvriers selon les idées de Saint-Simon et avec le concours des élèves de l'école centrale.

Son plan ayant été approuvé, il reçut le titre de commissaire de la République et il fut nommé directeur des ateliers nationaux. Il installa au parc Monceau un bureau central qui devait être un « bureau de placement gratuit et universel ». Il divisa les ouvriers en escouades, brigades, lieutenances, compagnies, services et arrondissements. Les élèves de l'école centrale étaient les officiers de cette nouvelle armée industrielle.

(1) Emile THOMAS, *Histoire des ateliers nationaux*, p. 29.



Dès le début se manifesta la mauvaise organisation de ces ateliers contre laquelle Emile Thomas essaya en vain de réagir.

Les travaux en cours ne pouvaient suffire à occuper tous les sans-travail dont le chiffre augmentait tous les jours. L'administration des ponts et chaussées, dont les ingénieurs méprisaient les ingénieurs sortis de l'école centrale (alors établissement privé) et dont dépendaient les travaux publics, se refusait à en entreprendre de nouveaux malgré les nombreux projets — les uns réalisables, les autres saugrenus — que lui fit alors Thomas. Un grand nombre d'ouvriers embrigadés étaient, de ce fait, payés à ne rien faire.

Quant à ceux pour lesquels on avait de l'ouvrage, on les employait indistinctement à remuer de la terre, bien qu'il y eût parmi eux des gens de toute profession. Ils avaient conscience de l'inutilité du travail qu'on leur faisait accomplir et ils ne l'acceptaient qu'en murmurant.

La paie de 1 fr. 50, donnée aux ouvriers les jours où ils ne travaillaient pas, fit que ceux qui travaillaient, se dirent : « On me donne quarante

sous pour travailler, trente pour ne rien faire, je ne dois donc faire que pour dix sous d'ouvrage. » Le 16 mars, par économie, on réduisit ce salaire à 1 franc en promettant un jour de travail sur deux. Mais ce fut en vain que Thomas proposa d'employer plus intelligemment les secours à subventionner les industriels gênés par l'état de crise, Marie refusa en invoquant les raisons que nous avons déjà citées, à savoir qu'il souhaitait l'échec des ateliers, échec qui entraînerait la ruine des idées de Louis Blanc dans les masses ouvrières.

Enfin le nombre des ouvriers embrigadés s'accroissait d'une façon formidable. La facilité avec laquelle les commissariats délivraient des certificats de logement y était pour beaucoup. De son côté le gouvernement encourageait l'embrigadement pour soustraire le plus d'ouvriers possible à l'influence du socialisme. Le chômage dans l'industrie privée augmentait chaque jour. L'argent était devenu rare, les fabriques se fermaient tantôt par peur, tantôt pour augmenter l'embarras d'un pouvoir qui avait reconnu le droit au travail. Les hommes des campagnes et des villes environnantes venaient s'établir à Paris attirés par l'appât d'un salaire minime mais sûr et facile à acquérir. Dès l'ouverture des ateliers on avait comptés 14.000 embrigadés. Dans son rapport du

10 avril, Thomas en compte 49.276. Un mois plus tard le 19 mai ils étaient 87.942. A ce moment les garnis parisiens comptaient 30.000 locataires au lieu de 8 à 10.000, chiffre ordinaire en cette saison.

On dut bientôt réduire à une sur quatre le nombre des journées de travail pour chacun, ce qui augmenta encore le mécontentement des ouvriers qu'exaspérait déjà la tâche ingrate qu'on leur faisait faire. Thomas le constate dans le rapport déjà cité : « Les travaux exécutés sont à peu
« d'exception près parfaitement inutiles, ou du
« moins le résultat en sera un capital mort. Ils
« n'ont pu nous occuper en moyenne que
« 14.000 ouvriers par jour. Nos ouvriers ne tra-
« vaillent donc qu'un jour sur quatre ; leur mé-
« contentement en devient extrême et je crains
« fort d'être débordé d'autant plus qu'ils sentent
« parfaitement toute l'inutilité des travaux qu'ils
« exécutent et qu'ils voient qu'on y emploie deux
« fois plus d'ouvriers qu'il n'en faut (1). »

François Vidal, disciple de Louis Blanc et qui fut avec Pecqueur secrétaire de la commission du Luxembourg, appréciait ainsi cette organisation des ateliers (2). « Ce qu'une pareille besogne leur

(1) *Loc. cit.*, p. 189.

(2) François VIDAL, *Vivre en travaillant*, p. 20.

« inspire de dégoût on le comprend sans peine.
« Employer un homme fort et vigoureux, un
« homme qui sait un métier et qui a quelque sen-
« timent de sa dignité à faire dans le sol un trou
« qu'un autre homme bouchera aussitôt et cela
« sous prétexte de donner de l'ouvrage aux bras
« sans emploi, ce n'est pas même déguiser l'au-
« même, c'est profaner le travail et commettre un
« sacrilège. Le peuple a bien raison de protester
« en se croisant les bras contre cette besogne sté-
« rile et humiliante, il a bien raison de ne point
« prendre au sérieux un pareil travail, de se
« coucher sur l'herbe, de jouir du soleil et de re-
« garder passer les nuages en attendant qu'on lui
« donne un emploi digne de lui. »

Désordre général dans les chantiers, mauvaise volonté de la part des embrigadés, embarras financier causé par ces ateliers qui coûtaient des millions à l'état et qui ne lui rapportaient rien, concentration en plusieurs points de Paris de groupements d'ouvriers mécontents du sort qu'on leur faisait, et qui commençaient à manifester ce mécontentement, tout cela devait aboutir à une catastrophe.

Nous avons vu que le but caché du gouvernement en créant les ateliers nationaux était d'en faire en quelque sorte une armée contre-révolutionnaire. Aussi ses efforts et surtout ceux du di-

recteur avaient-ils tendu surtout à se concilier la sympathie des ouvriers embrigadés et à faire d'eux les adversaires des ouvriers qui marchaient derrière Louis Blanc. En autorisant la formation parmi eux d'un club, Thomas espérait « dresser un autel contre celui du Luxembourg (1) ».

Par l'influence qu'il exerçait sur eux, il parvint à plusieurs reprises à les empêcher de participer aux manifestations ouvrières destinées à pousser le gouvernement provisoire vers les réformes sociales, notamment à celle du 1^{er} mars et du 16 avril. Aux élections qui eurent lieu pour l'Assemblée constituante on réussit à les faire voter en masse pour les candidats bourgeois.

Malgré cela, à mesure que le mécontentement augmentait parmi eux, l'influence conservatrice et gouvernementale diminuait et il s'opérait un rapprochement avec les autres ouvriers, ceux qui prenaient de préférence leur inspiration au Luxembourg, ceux qu'aujourd'hui on appellerait les « rouges ». A la manifestation du 15 Mai, bien qu'il n'y eût aucune bannière, ils étaient 14.000 qui prirent part à l'envahissement de la chambre et deux jours avant comme Thomas passait une inspection des ateliers il fut accueilli aux cris de « Vive Louis Blanc ! » qu'il considéra comme une insulte personnelle.

(1) Ex. THOMAS, p. 157.

Les dirigeants virent alors un danger dans ces ateliers, créés précisément pour assurer le maintien de l'ordre.

La dissolution des ateliers nationaux. — L'Assemblée constituante, qui s'était réunie pour la première fois le 5 mai, avait, dès le début, manifesté son état d'esprit conservateur et hostile au mouvement ouvrier. Ce n'était plus le Paris des faubourgs, le Paris révolutionnaire qui gouvernait maintenant la France, c'était la province, la province en majorité républicaine, tout au moins d'épithète, mais ignorante des idées nouvelles et qu'effrayaient les « journées », le drapeau rouge, et le spectre du socialisme expropriateur. Ainsi que le dit Karl Marx « l'Assemblée nationale rompit immédiatement avec les illusions sociales qu'avait fait naître la Révolution de février. Elle proclama nettement la république bourgeoise, rien que la république bourgeoise (1) ».

Elle avait déclaré que le gouvernement provisoire « avait bien mérité de la patrie », mais elle l'avait immédiatement remplacé par une commission exécutive, et de cette commission étaient exclus les socialistes et même ceux qui passaient pour trop avancés. Elle avait refusé le ministère du progrès proposé par Louis Blanc. Quant aux

(1) *La lutte de classes en France de 1848 à 1850.*

projets élaborés par la commission du Luxembourg et déposés sur son bureau, elle ne leur fit même pas l'honneur de les discuter.

Aux yeux d'un grand nombre de députés comme aux yeux d'un grand nombre de bourgeois de Paris, les ateliers nationaux n'étaient qu'une institution due à Louis Blanc. Nous avons vu que c'était absolument faux, mais cette calomnie, à laquelle les gouvernants provisoires n'étaient certainement pas étrangers, s'était répandue un peu partout et on avait identifié cette entreprise gouvernementale où des milliers d'individus paressaient sur des travaux inutiles avec le socialisme. Cette opinion jalousement entretenue par les conservateurs et par tous les adversaires de Louis Blanc influa d'une manière profonde sur leurs délibérations. Ils considérèrent cette institution comme une expérience dangereuse, et ils y virent la cause de la crise économique qui continuait à sévir et un élément de désordre contre lequel il fallait réagir.

La lutte entre la bourgeoisie conservatrice et le prolétariat devait se déclarer ouvertement après la journée du 15 Mai où les ouvriers, sous prétexte d'une manifestation en faveur de la Pologne, envahirent le Palais Bourbon et prononcèrent la dissolution de la Chambre. Nous avons vu que les ouvriers des ateliers nationaux prirent part en très grand nombre à cette manifestation.

Sous lapoussée de l'opinion des journaux conservateurs et de l'Assemblée, la commission exécutive voulut en finir avec ce foyer permanent de trouble et d'agitation et à partir de ce moment là la dissolution des ateliers nationaux était décidée. Dès le 24 mai, Trélat, qui avait remplacé Marie au ministère des travaux publics, établit un projet d'arrêté ainsi conçu :

« Les ouvriers célibataires âgés de 18 à 25 ans
« seront invités à s'enrôler sous les drapeaux de la
« République pour compléter les différents régi-
« ments de l'armée.

« Ceux qui refuseront de souscrire des engage-
« ments volontaires seront immédiatement rayés
« des ateliers nationaux. »

Le projet prescrivait en outre un recensement général des ouvriers parisiens à la suite duquel ceux qui ne pourraient justifier d'une résidence de 6 mois avant le 24 Mai seraient congédiés et cesseraient de recevoir des salaires et des secours. Les ouvriers embrigadés pourraient être réquisitionnés par des industriels et seraient tenus d'obéir sous peine de radiation des ateliers. Les ouvriers non frappés d'exclusion et qui « transitoirement » continueraient à faire partie des ateliers devaient être payés à la tâche. Enfin des travailleurs devaient être envoyés en province où des travaux seraient organisés (1).

(1) Em. THOMAS, *Hist. des ateliers nationaux*.

Émile Thomas, qui voyait le danger de cette dissolution, rappela la promesse du gouvernement qui s'était engagé à garantir du travail et proposa à nouveau tout un plan d'organisation du travail basé sur l'institution de syndicats de professions et d'ateliers spéciaux et sur des subventions accordées aux industries en souffrance avec l'argent dépensé en secours inutiles. Mais alors, par un coup de force, il fut enlevé de la direction des ateliers et remplacé par un nommé Lalanne.

La commission exécutive ne mit pas cependant immédiatement ses projets à exécution. Pour diverses raisons politiques, pour déjouer les intrigues des conservateurs, elle crut pouvoir s'assurer le concours des ouvriers auxquels elle avait voulu tout d'abord déclarer ouvertement la guerre et elle ajourna la dissolution à une époque indéterminée. L'Assemblée, au contraire, aurait voulu la dissolution immédiate et pendant un mois la lutte devait se poursuivre à ce sujet entre elle et le pouvoir.

Le 25 Mai, de Falloux déposa son rapport sur la réorganisation des ateliers au nom d'une sous-commission du comité de travail. Il concluait à la substitution du travail à la tâche au travail à la journée, au vote de crédits spéciaux destinés à hâter la reprise des travaux communaux, départementaux et privés et au renvoi des ou-

vriers habitant la Seine depuis moins de trois mois.

Ces conclusions étaient plus modérées que le projet Trélat, mais le rapport contenait des considérants injurieux pour les travailleurs des ateliers qui étaient représentés comme des grévistes permanents empêchant par la violence les ouvriers consciencieux de travailler (1). La discussion qui eut lieu le 30 Mai à l'Assemblée fut l'occasion de nouvelles attaques très vives. Plusieurs orateurs accusèrent les ouvriers de se refuser systématiquement au travail, alors que beaucoup d'ateliers avaient de l'occupation pour eux.

Cependant, tout en attaquant très vivement les ateliers nationaux, ces orateurs protestèrent non moins vivement de leur sollicitude pour la classe ouvrière et de leur désir de coopérer à l'organisation du travail. Aucun n'osa s'en prendre au principe même des ateliers. Les sentiments con-

(1) « Les ateliers nationaux, on ne peut vous le dissimuler, ne
« sont plus aujourd'hui au point de vue industriel qu'une grève
« permanente et organisée à 170.000 francs par jour, soit 45 mil-
« lions par an ; au point de vue politique, un foyer actif de fer-
« mentation menaçante, au point de vue financier, une dila-
« pidation quotidienne et flagrante ; au point de vue moral,
« l'altération la plus affligeante du caractère si glorieux et si
« pur du travailleur » (Rapport de Falloux. Séance du 29 mai 1848.
C. R. p. 506).

servateurs de l'Assemblée se manifestèrent néanmoins lorsque Brunet vint leur rappeler que le gouvernement avait proclamé que la société doit du travail à tous les citoyens. Le *Moniteur* enregistre alors des « interruptions » et lorsqu'il déclara que le gouvernement devait être « constamment en état de réaliser cette promesse » ces dernières paroles furent accueillies par des « Très bien ! » mais suscitèrent aussi une « agitation » (1). Il est vrai que de Falloux répondit aussitôt que « ni le comité des travailleurs, ni la sous-commission ne pouvaient accepter le reproche indirect « d'avoir méconnu les véritables conditions que nous respectons et que nous proclamons tous, « *du droit au travail* accompagné du devoir du « travail ».

Cette discussion où l'on avait vu de gros manufacturiers, comme Levaistre et Grandin attaquer très vivement les ouvriers, révélait la lutte de classe qui était au fond du débat, et, malgré les protestations d'amitié qu'on leur avait témoignées, les ouvriers ne s'y trompèrent pas.

L'agitation grandit tous les jours parmi eux. Ils se réunissaient tous les soirs entre la Porte Saint-Martin et la Porte Saint-Denis. Les partis d'opposition, légitimistes et bonapartistes cherchaient à

(1) C. R., t. I, p. 541.

profiter de leur haine contre l'Assemblée. Beaucoup parmi eux voyaient leur salut dans un nouveau Napoléon.

L'Assemblée décidée à en finir — « il faut en finir » tel était le mot qui courait alors dans toutes les bouches — força le gouvernement à exécuter la décision qu'il avait prise depuis le 24 mai. Le 24 juin, au matin, parut au *Moniteur* l'arrêté portant que tous les ouvriers de 18 à 25 ans inscrits aux ateliers nationaux devraient s'enrôler dans l'armée et que les autres devraient se tenir prêts à partir pour aller faire dans les départements qu'on leur désignerait des travaux de terrassement. A ces mesures draconiennes on ajoutait la suppression du bureau de secours et du bureau médical, l'augmentation de moitié dans le prix des chaussures et des vêtements vendus aux ouvriers, la suspension de tous les travaux entrepris sur les chantiers.

Le lendemain inévitablement, l'émeute éclatait, et pendant quatre jours ce fut une lutte atroce, sanglante entre les ouvriers et l'armée, lutte sans merci qui se termina par un écrasement et par un véritable massacre des insurgés.

Quand elle se vit en présence du soulèvement populaire, l'Assemblée fut effrayée. Il faut lire le compte rendu des séances qui eurent lieu pendant ces journées-là, pour se représenter l'état de

terreur dans lequel se trouvaient tous les députés. A tous ceux qui venaient prêcher le sang-froid, l'appel au calme ou qui auraient voulu faire des propositions aux émeutiers, les interrupteurs répondaient qu'ils se refusaient à toute discussion : « On ne pactise pas avec l'émeute.. ! — Il faut en finir... »

Elle repoussa, par la question préalable, l'adresse que Considérant voulait faire voter et où il affirmait que l'Assemblée se préoccupait d'appliquer les principes de la Révolution de février : « L'Assemblée veut consacrer et développer par tous les moyens possibles et pratiques le droit légitime du peuple, le droit qu'a tout homme en venant au monde de vivre en travaillant. »

Cavaignac investi des pouvoirs de dictateur, se rendit rapidement maître de l'insurrection, malgré une résistance acharnée. La répression fut implacable : exécutions et transportations se multiplièrent, frappant aussi bien ceux qui étaient pris les armes à la main que les simples spectateurs. Louis Blanc et Caussidière auxquels on fit remonter la responsabilité de ces événements, furent décrétés d'accusation et durent s'exiler.

C'était l'écrasement du prolétariat français qui, pour la première fois, venait de se révéler comme une classe distincte et irrémédiablement opposée aux autres classes. Il faudra attendre jusqu'en

1871 pour le voir réapparaître sur la scène politique où il venait de faire une entrée si sensationnelle et si tragique en même temps.

On a beaucoup discuté sur la question de savoir quelles furent les principales causes de l'insurrection. Sans aller jusqu'à affirmer comme l'ont fait certains auteurs (1) que cette explosion des colères sociales a été voulue, préméditée par les dirigeants, on peut cependant dire que rien ne fut tenté pour conjurer le péril et que les conservateurs virent avec satisfaction le moyen d'en finir avec l'agitation continuelle provoquée par le progrès des idées socialistes et les revendications ouvrières qui se faisaient de jour en jour plus pressantes. La preuve en est dans l'histoire des ateliers nationaux que nous n'avons pu que très rapidement tracer et aussi dans la conduite de la majorité conservatrice de l'Assemblée refusant systématiquement et avec hauteur toute proposition de conciliation.

Mais, ainsi que le dit Louis Blanc (2), la seule cause de l'insurrection, c'est la misère : « L'histoire dira que la révolte cette fois est née des colères de la faim et que derrière les barricades on poussait ce cri, variante sinistre de la formule

(1) Voir notamment Paul Louis, *Histoire du Socialisme français*, p. 197.

(2) *Le Socialisme, Droit au travail*, p. 7.

« lyonnaise : « Du pain ou des balles ! » Et, en effet, aucun but, aucune visée politique ne guidait les insurgés. Aucun chef ne prit la direction du mouvement. Ce fut une insurrection spontanée de la faim (1). Des milliers d'ouvriers se trouvaient sans travail et sans ressource. Les ateliers nationaux avaient été un expédient par lequel on avait essayé de porter remède à ce mal, ils n'avaient abouti qu'à l'aggraver.

Les desseins de Marie se trouvaient pleinement réalisés. L'échec des ateliers nationaux et l'insurrection provoquée par leur dissolution avaient puissamment contribué à ruiner les idées socialistes dans un grand nombre d'esprits. Ces deux faits allaient fournir des arguments aux adversaires du droit au travail.

(1) Ledru-Rollin dans son discours du 12 septembre disait : « Quand vous voyez, comme je l'ai vu le 24 juin, à l'époque où « j'étais membre du pouvoir exécutif, un homme venant me « dire : Je ne veux pas me battre, cependant ma femme m'y « pousse depuis trois jours, car j'ai sept enfants qui depuis trois jours, meurent de faim... »

CHAPITRE V

LE DROIT AU TRAVAIL A LA COMMISSION DU LUXEMBOURG

De même que pour les ateliers nationaux, on a fait de la commission du Luxembourg, une expérience socialiste et de ses résultats négatifs on a tiré des arguments contre les doctrines socialistes et en particulier contre les doctrines de Louis Blanc qui en fut le président (1). Il n'en fut rien cependant, et de même que pour les ateliers nationaux on est obligé de reconnaître qu'il y eût, là aussi, de la part des membres du gouvernement provisoire d'opinion modérée, un expédient poli-

(1) Cette opinion fut émise par de nombreux orateurs de la Constituante pendant la discussion du droit au travail. On la trouve aussi sous la plume d'écrivains et d'historiens.

Voir notamment G. Cahen, Louis Blanc et la commission du Luxembourg 3 articles publiés dans les annales de *l'Ecole des sciences politiques*, année 1897, p. 188.

tique destiné à détourner l'activité des socialistes qu'ils redoutaient et à ruiner le prestige que Louis Blanc exerçait sur les ouvriers.

Nous avons déjà cité à ce sujet les aveux de Marie, Lamartine, dont nous connaissons l'opinion sur la création des ateliers nationaux, avait lors de l'institution de la commission rassuré l'ambassadeur d'Angleterre qui s'effrayait de cette prétendue expérience socialiste. Dans la relation que ce dernier nous a laissée de la Révolution de 1848 il enregistre ainsi cette confidence : « Lamartine « semblait considérer la commission qui siégeait « au Luxembourg comme une *soupape de sûreté* « utile pour laisser échapper toute l'effervescence « que provoquait cette question [l'organisation du « travail] et pensait que, quand on viendrait à discuter de pareils projets, leur absurdité intrinsèque serait leur meilleur correctif (1). » Ces aveux sont confirmés par la déposition de Dupont de l'Eure à la commission d'enquête sur l'insurrection de Juin et par Garnier-Pagès dans son *Histoire de la Révolution de 1848* (2).

Il est intéressant de faire remarquer en outre que cette commission n'était pas due à l'initiative de Louis Blanc. Le 28 février, lorsqu'une nouvelle manifestation vint devant l'Hôtel-de-Ville

(1) LORD NORMANBY, *Une année de Révolution*, t. I, p. 176.

(2) GARNIER-PAGÈS, *Histoire populaire illustrée*, t. I, p. 370.

demander le *Ministère du progrès, l'Organisation du travail, l'Abolition de l'homme par l'homme*, Louis Blanc proposa au Gouvernement provisoire d'instituer ce ministère du progrès réclamé par le peuple. Pour lui, c'était la conclusion logique qu'il fallait tirer du décret du 25 février, garantissant aux ouvriers le droit au travail, droit que ce ministère serait chargé de réaliser. « Le principe proclamé restait à lui donner vie, par la création immédiate d'un ministère dont ce fut là l'objet spécial. Et le peuple ne l'entendait pas autrement (1). » Il importait de définir par là, le sens social qu'avait la Révolution de Février.

Mais les modérés du gouvernement ne l'entendaient pas ainsi. Ils regrettaient déjà le décret qu'on leur avait arraché par la force l'avant-veille et ils répugnaient à donner une sanction à des paroles qui dépassaient leur pensée. Au lieu d'un ministère, on offrit à Louis Blanc la présidence d'une commission au sein de laquelle en attendant la réunion de l'Assemblée constituante, les questions sociales seraient élaborées et discutées. Il refusa tout d'abord, se rendant compte qu'au lieu d'avoir sous la main toute une administration avec ses bureaux, ses agents, un budget, des ressorts administratifs, un pouvoir effectif, des

(1) Louis BLANC, *Histoire de la Révolution de 1848*, I, 133.

moyens d'application, il n'aurait qu'une « orangeuse école où il serait appelé à faire un cours sur la faim devant le peuple affamé ». Puis, sur les adjurations de son ami Arago il finit par accepter se disant « qu'une occasion souveraine se présentait pour le Socialisme d'avoir à sa disposition une tribune d'où il parlerait à l'Europe (1) ». Et il rédigea lui-même le décret que nous avons cité plus haut (2) et qui sous de belles paroles et le titre sonore de *Commission de gouvernement pour les travailleurs* masquait l'expédient employé pour éluder les revendications ouvrières. Albert qui représentait au gouvernement provisoire la même tendance que Louis Blanc était nommé vice-président.

(1) Il crut même qu'il pourrait par ce moyen accomplir de grandes choses et il s'enthousiasma rapidement pour le rôle qu'il s'imaginait être appelé à jouer : « Vous l'avouerez-je, mes amis ? Quand on m'a nommé président de cette commission, « mon cœur, quelque effrayante que fut la tâche à remplir, a « tressailli de joie et d'orgueil, j'allais donc me trouver au milieu de ces travailleurs dont le sort avait été l'objet de mes « préoccupations les plus chères ! J'allais pouvoir travailler à « côté d'eux, avec eux à la réalisation des idées que jusqu'alors « je n'avais pu que confier à des livres sans savoir si elles « triompheraient jamais ! Oui, j'en conviens, j'ai eu un moment d'immense orgueil. Si c'est un tort, pardonnez-le moi, « c'est le bonheur de ma vie ! (Vives acclamations. Cris : vive « Louis Blanc). » Discours de Louis Blanc à la séance de la commission du Luxembourg du 10 mars. *Moniteur* du 11 mars 1848.

(2) V. *supra*, p. 46.

Leurs adversaires se rendaient parfaitement compte qu'en exilant ainsi du siège de leurs délibérations avec la périlleuse mission de magnétiser un peuple affamé, deux de leurs collègues, dont les principes socialistes les gênaient, ils leur laissaient tout le poids d'un immense problème à résoudre, sans budget spécial, sans aucun moyen d'action, avec une écrasante responsabilité s'ils échouaient.

Les théories du Luxembourg. — Nous n'examinerons pas les différents rôles tenus par cette commission, notamment celui de tribunal conciliateur entre patrons et ouvriers, ni les différentes réformes ouvrières qu'elle fit décréter par le gouvernement provisoire. Ce qui nous intéresse dans son histoire ce sont les théories qui s'y firent jour et les plans de réforme qui y furent élaborés.

Bien que cette commission se composa de délégués patrons et ouvriers et bien qu'on eût appelé à en faire partie des économistes de toutes nuances comme Considérant, Wolowski, Pecqueur, Vidal, Le Play, Jean Reynaud, etc., ce furent les théories de Louis Blanc qui dès le début s'imposèrent et formèrent ce qu'on a appelé la doctrine du Luxembourg dont nous allons étudier les grandes lignes, ainsi que les résultats pratiques qu'elle inspira.

A la première réunion, Louis Blanc indiqua net-

tement que le seul but à poursuivre était l'*organisation du travail*. L'état critique de l'industrie en 1848, avait frappé tous les publicistes. Ils attribuaient cette situation à la concurrence. « Industries en déroute et demandant secours, ateliers en désordre, intérêts en guerre, ouvriers et patrons divisés par des contestations de chaque jour, entreprises tout à coup arrêtées intervention de l'Etat réclamée à grands cris par des propriétaires d'usines, protection de l'Etat invoquée avec angoisse ou colère par une foule de travailleurs aux abois, tel est le spectacle qu'a fait passer sous nos yeux le système de la concurrence réduit à déposer le bilan des misères (1). »

La concurrence, qui engendre ainsi tous les maux dont souffre l'industrie, est considérée à tort comme l'exercice de la liberté. La liberté a été proclamée par la Révolution française, mais elle n'existe pas, elle ne peut vraiment exister pour celui qui ne possède rien. L'individualisme n'est que l'abandon du pauvre, du faible, de l'ignorant, laisser passer, c'est laisser mourir.

« Voyons ! de bonne foi, est-il libre de ne pas mourir de faim, l'ouvrier qui dans le désordre universel créé par la concurrence illimitée ne

(1) Exposé général, p. VIDAL et PECQUEUR, *Moniteur* du 27 avril.

« trouve pas le travail qui peut seul lui donner
« du pain (1). »

« A celui qui lui dit : « Travaille ! » l'ouvrier
pourrait répondre : « nous n'avons ni champ
« pour labourer, ni du bois pour construire, ni
« du fer pour forger, ni de la laine, de la soie, du
« coton pour en faire des étoffes. Il nous est in-
« terdit de cueillir des fruits, de boire à cette fon-
« taine, d'aller à la chasse de ces animaux, de
« nous ménager un abri sous ce feuillage ? Tout
« nous manque pour travailler... et pour vivre,
« parce qu'en naissant nous avons trouvé tout
« envahi autour de nous (2). » Le travailleur
est un nouvel esclave qu'il faut émanciper comme
on a émancipé l'esclave de l'antiquité.

« Il faut abolir l'esclavage, esclavage de la pau-
« vreté, de l'ignorance, du mal, esclavage du tra-
« vailleur qui n'a pas d'asile pour son vieux père,
« de la fille du peuple qui à 16 ans s'abandonne
« pour vivre (3). »

A cela il n'y a qu'un remède, il faut garantir à
tout individu ses droits essentiels, et par-dessus
tout son existence par le travail, il faut *organiser
le travail*. C'est par là que Louis Blanc se dis-
tingue des autres théoriciens socialistes. Dans sa

(1) Louis Blanc, Discours. Séance du 14 mars, *Moniteur* du 18.

(2) *Hist. de la Révolution de 1848*.

(3) Louis Blanc, séance du 10 mars, *Moniteur* du 11.

partie négative critique, que nous venons d'analyser, sa doctrine rappelle en effet le saint-simonisme, le fouriérisme. Au contraire dans sa partie organique, il manifeste une originalité incontestable par sa théorie de l'organisation du travail.

Elle sera établie d'après les devoirs et les droits de chacun. Chaque individu doit en effet fournir à la société un certain travail en proportion de ses aptitudes personnelles et il doit recevoir en proportion des besoins qu'il a à satisfaire. D'où la formule « de chacun selon ses facultés à chacun selon ses besoins ».

Il se passera dans la société ce qui se passe dans la famille, dans un club ou dans n'importe quelle institution publique (musée, bibliothèque) où chacun participe aux avantages mis à sa disposition seulement en proportion de ses besoins. La société deviendra une vaste famille.

Le moyen de réaliser ce but, c'est l'association, qui, en rendant solidaire les intérêts opposés, supprimera les inconvénients de la concurrence et fera régner l'harmonie dans le monde industriel. L'association doit être créée, encouragée, commanditée par l'Etat. Ce mode d'intervention de l'Etat est, du reste, réclamé par les patrons industriels eux-mêmes qui, dans leur détresse, se tournent vers lui comme vers un sauveur (1).

(1) Dans son *Histoire de la Révolution de 1848*, Louis Blanc

L'Etat ne doit pas cependant se faire l'accapareur de la production. Il sera seulement le tuteur de la société, le protecteur de la société. Il prendra la place des entrepreneurs et les indemniserà. Il dira ensuite aux ouvriers : « Vous allez travailler dans ces usines comme des frères associés. » Il créera seulement le modèle de la société future. Les associations qu'il aidera à naître seront l'embryon du monde égalitaire à venir.

Louis Blanc a exposé à de nombreuses reprises dans ses discours à la commission son système d'organisation du travail. C'est à peu de choses près celui qu'il avait déjà exposé dans sa brochure de 1840 et que nous avons étudié plus haut.

cite la lettre suivante qui lui fut adressée par Portalis le 22 mars 1848 (T. I, p. 143).

Cabinet du procureur général.

Citoyen membre du gouvernement :

« M. L... manufacturier à M. et à C. me prie d'appeler votre attention particulière sur deux articles ci-joints qui parlent de l'ordre observé dans les établissements et sur sa proposition d'aliéner au profit du gouvernement et en recevant du 30/0 en paiement ces deux intéressantes entreprises de C.. et de M... L'expérimentation qui pourrait être ainsi dirigée par votre pensée supérieure donnerait des résultats pratiques d'une haute importance, et la France n'aurait qu'à gagner à ces travaux modèles qui ouvriraient une nouvelle et plus sûre voie à l'organisation du travail.

Salut et fraternité.

Aug. PORTALIS.

L'exposé général de Vidal et Pecqueur. — Deux secrétaires de la commission, Vidal et Pecqueur furent chargés de présenter à l'Assemblée nationale un rapport sur les travaux de la commission. Ils le firent dans un *Exposé général* qui parut dans le *Moniteur* (1), mais qui malheureusement est incomplet. Il est regrettable qu'il n'ait pas été publié en entier car ce que nous en avons est une étude vraiment remarquable qui peut faire ranger ces deux écrivains parmi les précurseurs du socialisme scientifique que Rodbertus, Marx, Engels, Lassalle et les principaux socialistes allemands devaient plus tard formuler avec tant de science et d'éclat (2). Il est visiblement inspiré par les doctrines de Louis Blanc, mais il s'en distingue sur un certain nombre de points ; il va en outre beaucoup plus loin que ce dernier et on y découvre les principaux éléments du collectivisme tel que nous l'avons vu exposé depuis (3). Il renferme aussi des aperçus très intéressants sur les principales questions de l'économie politique telles que le crédit, la monnaie, les colonies agricoles, les entrepôts. « C'est, dit M. Cahen, une œuvre de réflexion, d'étude patiente et conscien-

(1) Numéros des 27 avril, 2, 3 et 6 mai.

(2) Benoît MALON, *Histoire du Socialisme*, II, p. 192.

(3) G. CAHEN, *Louis Blanc et la commission du Luxembourg*, p. 209.

cieuse qui s'adresse à des législateurs, une sorte de rapport élaboré avec une conscience très nette des nécessités de la pratique, et un souci minutieux d'éviter les idées trop générales pour attirer l'attention sur des réformes utiles et viables (1). »

Pour Vidal et Pecqueur, de même que pour Louis Blanc, deux grands principes sont seuls capables d'apporter un remède efficace aux maux dont souffre la société : ces deux principes sont l'association et l'intervention désintéressée de l'Etat. La fonction sociale de l'Etat, disent-ils, doit être « d'intervenir en protecteur pacifique par-
« tout où il y a des droits à équilibrer, des inté-
« rêts à garantir, de placer tous les citoyens dans
« des conditions égales de développement moral,
« intellectuel et physique ». Il ne peut accomplir cette fonction qu'en « se réservant le droit de dis-
« tribuer le crédit, de fournir des instruments de
« travail à ceux qui en manquent, de manière à
« rendre accessibles à toutes les sources vives de
« la richesse (2) ». Ces principes pour être effi-
caces devront s'appliquer à tous les sphères de l'activité sociale : agriculture, industrie, com-
merce.

(1) G. CAHEN, Louis BLANC, et la commission du Luxembourg, *Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*. Année 1897 (3 articles) p. 309.

(2) Exposé général, *Moniteur* 2 mai 1848, p. 924.

Ils proposent donc comme mesures immédiatement réalisables le rachat par l'Etat des industries menacées et l'établissement d'ateliers sociaux, la création de nouveaux centres de travail par le rachat des chemins de fer, des canaux et des mines, la création d'ateliers agricoles et d'entrepôts, de bazars destinés à régulariser les échanges, l'organisation du crédit par l'Etat. Suit un plan très détaillé sur la création des colonies agricoles, le monopole des assurances et la concentration du crédit entre les mains de l'Etat. La principale attribution de la banque d'Etat sera de fournir des capitaux aux associations d'ouvriers. Aujourd'hui, en effet, « le travail qu'on proclame
 « le droit de tous, tend à devenir un privilège
 « pour le riche, un moyen d'exploitation contre
 « le pauvre... Par le crédit, l'Etat qui doit être le
 « banquier des pauvres peut mettre au service des
 « ouvriers associés, ces instruments dispendieux
 « du travail moderne ; il peut prêter à l'associa-
 « tion ces capitaux que les pauvres ouvriers
 « n'amasseraient jamais ; il peut émanciper les
 « travailleurs, les débarrasser des exploiters et
 « des intermédiaires, les élever du rang de sala-
 « riés à la dignité de co-propriétaires associés ; il
 « peut leur assurer la liberté réelle du travail,
 « l'indépendance, la sécurité du présent et de
 « l'avenir, la libre disposition du fruit de leur

« peine, les moyens d'arriver au bien-être, à la
« richesse même, au développement de toutes
« leurs facultés, enfin à la dignité d'être vraiment
« libres, à la dignité d'hommes » (1).

Le numéro du 3 Mai portait à la fin de cette partie de l'exposé : « La suite prochainement. » Cette suite n'a jamais paru. Le rapport passa complètement inaperçu en 1848 et on ne lui fit pas l'honneur d'une discussion à l'Assemblée constituante.

Essais d'associations ouvrières. — Quelques essais pratiques des idées d'association et d'intervention de l'état émises dans cet exposé furent tentées en 1848 sur l'initiative de Louis Blanc et de la commission du Luxembourg.

Il y eut d'abord une association de tailleurs, *La Société fraternelle des tailleurs de Paris*, qui fut installée à Clichy dans l'ancienne prison pour dettes, devenue libre par suite de la suppression de la contrainte par corps. Louis Blanc obtint pour eux la commande de 100.000 tuniques et de 100.000 pantalons pour la garde nationale. Les ateliers ouvrirent le 28 mars, le salaire, le même pour tous, était de 2 francs. Deux parts étaient faites des bénéfices, l'une pour la formation d'un capital collectif, appartenant à l'association, l'autre pour être partagée entre les associés (2).

(1) Exposé général, *Moniteur* du 3 mai.

(2) Cf. CAHEN, *loc. cit.*, p. 219 ; *Le Nouveau-Monde*, juillet 1849.

Une association de selliers fut ensuite fondée, qui obtint une commande pour l'école de Saumur, de fileurs auxquels on commanda 100.000 épau-
 lettes pour la garde nationale et auxquels le Comptoir d'escompte consentit un prêt de 120.000 francs. L'imitation se propagea et ces associations ouvrières se multiplièrent. Il s'en forma entre les dessinateurs pour impressions sur étoffe, les cuisiniers, les ébénistes, les menuisiers, les maçons, les tanneurs..., etc. On peut citer dans le même ordre d'idées l'association établie sur les indications de Louis Blanc entre les ouvriers et patrons des ateliers Derosne et Cail et qui consistait surtout en une participation aux bénéfices.

Quelques-unes subsistèrent assez longtemps, mais le plus grand nombre disparurent peu après leur formation. Le gouvernement, qui au début avait paru les encourager (le 5 Juillet 1848 l'Assemblée vota un crédit de 3 millions), mit par la suite toutes sortes d'obstacles à leur développement les contrats de fournitures furent rompus. Malgré cela, on en retrouve encore un grand nombre dans les premières années du 2^e Empire (1).

Là se bornèrent les réalisations pratiques dues à la commission du Luxembourg au point de vue de l'organisation du travail. On peut discuter les théories de Louis Blanc, mais tout le monde est

(1) V. *Le Nouveau-Monde*, juillet 1849.

d'accord pour lui reconnaître le grand mérite d'avoir mis en lumière d'une façon remarquable le principe d'association qui devait prendre par la suite une si grande extension et d'avoir été le précurseur du mouvement coopératif que nous voyons se développer tous les jours.

La commission du Luxembourg termina ses travaux le 15 Mai sans avoir pu réaliser aucun des grands projets élaborés dans son sein et qui avaient donné lieu à de si beaux discours. C'est à tort qu'on en a fait une expérience socialiste manquée. Sans budget, sans pouvoirs dévolus à ceux dont elle absorba l'activité dans des débats stériles, elle fut dans l'impossibilité absolue d'exprimer quoique ce fût. Le rôle politique qu'elle joua à un certain moment la fit considérer comme un foyer d'insurrection dangereuse pour l'ordre public. On l'identifia avec le socialisme, c'est-à-dire avec ce qui représentait pour cette époque le drapeau rouge, l'expropriation violente et le partage des biens. On lui attribua tous les mouvements populaires qui effrayaient les bourgeois de 1848. On l'accusa ensuite d'être la cause directe des insurrections de Juin et cela contribua pour une grande part à discréditer le Socialisme et le droit au travail dont certains membres de la commission du Luxembourg s'étaient faits les propagandistes et qu'ils auraient voulu réaliser.

CHAPITRE VI

LE DROIT AU TRAVAIL A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

L'Assemblée élue en vue d'établir la nouvelle constitution qui devait régir la France, se réunit pour la première fois le 4 Mai 1848.

Nous avons vu, en étudiant les ateliers nationaux, quel était l'état d'esprit de cette Assemblée avant tout conservatrice, bien qu'élue en pleine révolution. On n'y comptait qu'une minorité de républicains avancés, de « montagnards », très peu de socialistes. La grande majorité, composée pour la plupart de propriétaires terriens, partageait peut-être, à l'égard de la classe des travailleurs, les sentiments humanitaires qui avaient cours alors, mais elle était certainement hostile aux ouvriers de Paris, elle voulait la République démocratique, mais pas de Révolution sociale.

La question du travail se posa devant elle dès le

début. Ce fut le citoyen Carbonnel qui, le premier, parla devant l'Assemblée du droit au travail. Prenant la parole dans la séance du 13 Mai au nom des ouvriers sans-travail de Saint-Etienne, il dit que « la constitution consacrerait bientôt le droit naturel de vivre en travaillant et que la République était dans l'impérieuse nécessité de faire l'application immédiate de ce droit ».

Le droit au travail au Comité des travailleurs. Proposition Considérant. — Deux jours après, Victor Considérant présenta à l'Assemblée « un projet de décret concernant la question des travailleurs » qui sur sa demande fut renvoyé au comité des travailleurs (1). Ce projet dont nous n'avons pas le texte contenait certainement l'affirmation du droit au travail. Le procès-verbal de la première séance du comité le mentionne du reste en ces termes : « Le comité place à son ordre du jour de demain 18 mai, un décret du citoyen Considérant, *relatif au droit au travail*, décret qui lui a été renvoyé par l'Assemblée nationale (2). »

(1) Le 10 mai, l'Assemblée avait nommé une *Commission d'enquête sur la situation des travailleurs* au lieu du Ministère du progrès demandé par Louis Blanc. Quelques jours après elle décida la création de 15 comités permanents chargés de s'occuper des différentes branches de l'administration publique. Sur l'intervention de Portalis, on créa en outre un *Comité des travailleurs* qui fusionna avec la commission d'enquête.

(2) Séance du 17 mai. *Procès-verbaux du Comité du travail de*

Mais le comité « sachant que le comité de constitution s'occupait en ce moment de discuter les principes qui devaient servir à la constitution et ayant nécessairement à toucher aux principes qui devront régir le travail (1) », ne discuta pas la question du droit au travail. La proposition de Considérant fut renvoyée à une sous-commission. Réunie à la proposition de Carbonnel et à une autre de Billault elle aboutit à un projet de décret déposé par Waldeck-Rousseau au nom du comité ordonnant une enquête sur la situation des travailleurs dans tous les départements.

Le 18 Mai, il avait été procédé à la nomination de la commission chargée de préparer le projet de constitution. Elle était composée de 18 membres, comptant presque tous parmi les notabilités de l'Assemblée (2). C'est devant cette commission que le droit au travail devait faire l'objet d'une première et longue discussion.

l'Assemblée nationale de 1848 publiés par la Bibliothèque de la Révolution de 1848, Cornély, Paris 1908.

(1) *Procès-verbaux*, séance du 24 Mai, p. 11.

(2) Ces 18 membres étaient Cermenin (président), Woishaye (secrétaire) Marrast (rapporteur), Lamennais, Vivien, de Tocqueville, Dufaure, Martin, Coquerel, Corbon, Tourret, Dupin aîné, de Beaumont, Vaulabelle, Odilon Barrot, Pagès, Dornès, Considérant. Lamennais donna sa démission dès la première séance.

A. — Le droit au travail devant la commission de constitution.

La question du préambule. — Dès la première séance un grand débat s'ouvrit tout d'abord sur la question de savoir si on inscrirait ou non en tête de la constitution un préambule où seraient énumérés les droits garantis par la nouvelle constitution. Les partisans d'une telle déclaration insistaient vivement sur la nécessité de mettre en tête des « nouveaux principes plus sociaux que politiques ». « Ne conviendra-t-il pas, dit Cor-
« menin, de poser des prolégomènes ou une dé-
« claration de droits et de devoirs qui serviront
« surtout d'enseignement au peuple, en le rassu-
« rant et en lui montrant que la Révolution de
« février plus sociale que politique doit intro-
« duire outre les droits anciens et reconnus par
« les institutions antérieures des droits nouveaux
« dont l'exercice sera utile et fécond pour
« tous (1). »

Mais plusieurs membres combattirent cette idée prétendant qu'on créerait ainsi dans le peuple des espérances qu'on ne pourrait ensuite pas réaliser.

(1) *Procès-verbaux de la Commission de constitution. Archives de l'Assemblée nationale*, 159-1.

A quoi Considérant répondit que la reconnaissance d'un droit n'entraînait pas la nécessité de l'exercice de ce droit immédiatement réalisé ; que tout droit était en quelque sorte un idéal, que par exemple la devise de la République : Liberté, Égalité, Fraternité, n'était pas actuellement pratiquée parmi nous. Au fond bien que le mot n'ait été prononcé ni d'un côté, ni de l'autre il est aisé de voir que la seule cause de dissentiment était la seule question du droit au travail. Finalement on chargea le président Cormenin auquel on adjoignit Vulabellé et Considérant de rédiger une déclaration de droits et de devoirs.

Le projet Cormenin. — Dans le projet qu'il présenta peu de jours après, il plaçait au nombre des garanties de la constitution : l'égalité, la liberté, la sûreté, l'instruction, *le droit au travail*, la propriété et il définissait ainsi le droit au travail : « Le droit qu'a tout homme de vivre en travaillant. »

Discussion. — La discussion de cette proposition occupa deux séances de la commission.

Considérant. — Elle fut vigoureusement soutenue surtout par Considérant qui pouvait espérer voir enfin triompher l'idée dont il s'était fait le théoricien et le propagandiste. Dans son discours il demande avant tout que l'on reconnaisse formellement le droit au travail, il ne pense pas

qu'on puisse en faire une application immédiate. Selon lui c'est le seul point de la constitution qui importera à la classe ouvrière : « Le droit au travail est à proprement parler, la conquête de la « Révolution de Février. Si ce droit n'est pas nettement reconnu les ouvriers penseront que la « Révolution est encore escamotée (1). » Et il expose en quelques mots sa théorie du droit au travail corrélatif du droit de propriété et qu'il faut donner comme équivalent à ceux qui sont injustement privés de leur droit à la terre. Il en trace du reste les limites :

« Ce droit consiste-t-il à venir demander à la « société du travail pour chacun de ses membres « et selon leur choix ? Non ! Le droit au travail est « de même nature que le droit à l'instruction, il « ne faut pas que le travail soit assez attrayant « pour arrêter l'effet des industries particulières, « il faut renvoyer dans leurs départements pour « employer à des travaux généraux ceux qui, réellement ne trouvent pas d'ouvrage. Le droit au « travail ne peut être appliqué que progressivement, mais il est essentiel de le reconnaître. »

Il prend en outre bien soin de dire qu'il n'attend nullement de cette proclamation la réalisation du système social qu'il préconise et qui est encore

(1) *Procès-verbaux*, 159-1.

méconnu. « Son utopie, dit-il, produira autre chose et mieux que tout cela. » S'il insiste pour que le droit au travail soit reconnu dans la constitution c'est qu'il y voit le moyen pour l'Assemblée de démontrer au peuple les sentiments qui l'animent et de calmer ainsi les colères légitimes qu'il redoute pour le progrès de la civilisation. « Les droits que vous aviez déclarés jusqu'ici dans la constitution sont des droits anciens, ceux qu'on peut appeler des droits bourgeois, le droit au travail est un droit nouveau, c'est le droit des ouvriers. Il y aurait un véritable danger à ne pas le proclamer de la même manière. »

A. Marrast. — Armand Marrast qui devait ensuite être nommé rapporteur du projet soutint également l'inscription du droit au travail dans les garanties de la constitution. Pour lui le droit au travail est une conséquence du droit à l'instruction. « Il faut qu'il n'y ait aucune force morale ou matérielle perdue pour la société il faut que la société ne laisse pas inerte et inactif un homme qui peut et qui veut lui être utile en travaillant. Il est nécessaire que le paupérisme et la mendicité disparaissent. » Ce qu'il faut donc, c'est assurer à chacun le moyen d'utiliser son activité, c'est procurer à chaque ouvrier des instruments de travail. On obtiendra ce résultat par la reconnaissance du droit au travail et par

l'institution du crédit ouvrier, du crédit hypothécaire et d'associations chargées d'écouler les produits fabriqués.

Martin. — Le député Martin appuya très chaleureusement la proposition.

« Le droit au travail doit être écrit parce que
« c'est un droit qui a existé dans tous les temps et
« qui existe surtout aujourd'hui. Ce droit est la
« conséquence du droit de vivre, le premier moyen
« de vivre, ce n'est pas la propriété, c'est le droit
« au travail. La répression contre ceux qui com-
« mettent des délits qui ont pour cause l'absence
« du travail est injuste, tant que le droit au tra-
« vail n'est pas consacré. »

Adversaires. — Elle fut combattue par plusieurs membres de la commission, mais sans qu'il y eût de leur part une opposition irréductible.

Nous ne sommes en effet qu'au 23 Mai : il y a bien eu quelques journées populaires, mais l'agitation ouvrière n'inquiète pas encore les conservateurs de l'Assemblée. On sent déjà cependant chez ces adversaires l'influence des ateliers nationaux qui représentaient pour beaucoup la réalisation du droit au travail.

La plupart d'entre eux se déclarèrent partisans du principe ou tout au moins de secours en travail procurés par l'Etat, mais ils s'opposent à l'inscription dans la constitution d'un droit formel

parce qu'ils considèrent que cette inscription pourrait être dangereuse en ce qu'elle supprimerait toute initiative chez les ouvriers qui se reposeraient sur l'Etat du soin de trouver du travail. Ils craignent qu'on ne promette plus qu'on ne pourra tenir. Au droit que l'individu pourrait revendiquer vis-à-vis de l'Etat, ils opposent le devoir de la société envers les malheureux. Ainsi on éviterait toute réclamation de la part de ceux qui pourraient se croire lésés par la violation d'un droit.

Dupin. — « Quand, dit Dupin, la société recon-
« naît qu'elle a un devoir à remplir on n'a pas le
« droit de s'insurger si elle ne remplit pas ce de-
« voir complètement, mais si on proclame un droit
« on s'expose à un péril, si ce droit est un moment
« méconnu. »

Il aurait voulu qu'on promît seulement des secours publics comme le faisait la constitution de 1791.

Coquerel demandait qu'on ne parlât que des invalides. « Quant à ceux qui peuvent travailler, la
« constitution ne doit rien leur promettre, ou du
« moins si l'on dit quelque chose à cet égard, il
« faudrait ne rien dire que de très général. »

Inconvénients de l'Etat industriel. — Ce qui semble inquiéter tout particulièrement les adversaires de la proposition c'est de voir l'Etat devenir fabricant et commerçant. « Vous provoquerez la

« désertion des ateliers privés, vos ateliers nationaux deviendront un encouragement à la faï-
« néantise, » dit Barrot. Dupin cite l'exemple de l'Irlande où la création d'ateliers nationaux a provoqué l'abandon de la culture de la terre, et enfin Coquerel se demande comment l'Etat écoulera les produits fabriqués par lui.

Considérant et Marrast les rassurèrent en indiquant que l'Etat ne pourrait jamais se substituer à l'industrie privée, ni même lui faire concurrence. Son intervention ne devra se produire qu'à l'égard des ouvriers qui manquent de travail par des causes indépendantes de leur volonté et sans qu'il y ait de leur faute. Il ne devra faire que ce que les particuliers ne font pas, par exemple, des travaux d'intérêt public.

Proposition de Beaumont. — De Beaumont était partisan en principe du droit au travail, mais, pour les mêmes raisons que Dupin, Barrot et Coquerel, il ne voulait pas qu'on l'inscrivit dans la constitution ; il aurait voulu surtout voir garantir la liberté du travail et la liberté d'association. A la deuxième séance il proposa un texte qui était comme une transaction entre les deux théories soutenues devant la commission et qui était ainsi conçu : « Les moyens essentiels par
« lesquels le droit au travail est garanti sont : la
« liberté du travail, l'association volontaire, l'ins-

« truction gratuite, l'éducation professionnelle,
 « les institutions de prévoyance et de crédit, l'éta-
 « blissement par l'Etat de grands travaux d'utilité
 « publique destinés à employer les bras inoc-
 « upés. »

Cette rédaction concilia très probablement tous les membres de la commission. Bien que les procès-verbaux n'en fassent pas mention il est, en effet, à peu près certain que l'inscription du droit au travail fut votée à l'unanimité par la Commission. Nous avons à ce sujet le témoignage de Victor Considérant qui le rapporte dans la préface de sa brochure sur le droit au travail. Les moyens indiqués qui semblaient limiter la promesse faite, rallièrent, sans doute, les opposants et ce texte devint, à peu de chose près, l'article 132 du projet de constitution dans le chapitre de la garantie des droits.

Projet de la commission. — Le 19 juin, Marrast déposa sur le bureau de l'Assemblée le projet élaboré par la commission. Il comprenait 139 articles. Voici ceux qui traitaient du droit au travail. Dans le préambule l'article 2 était ainsi conçu :

« La constitution garantit à tous les citoyens
 « la liberté, l'égalité, la sûreté, l'instruction, le
 « travail, la propriété, l'assistance. »

Les articles suivants définissaient ensuite ces

différents droits; l'article 7 définissait ainsi le droit au travail :

Art. 7. — « Le droit au travail est celui qu'a
« tout homme de vivre en travaillant.

« La société doit par les moyens productifs et
« généraux dont elle dispose et qui seront orga-
« nisés ultérieurement fournir du travail aux
« hommes valides qui ne peuvent s'en procurer
« autrement. »

Enfin, dans un chapitre VIII intitulé : « Garantie des droits » on reproduisait le texte proposé par de Beaumont auquel on avait ajouté l'égalité des rapports entre patrons et ouvriers.

Art. 132. — « Les garanties essentielles du
« droit au travail sont : la liberté même du travail
« l'association volontaire, l'égalité des rapports
« entre le patron et l'ouvrier, l'enseignement gra-
« tuit, l'éducation professionnelle, les institutions
« de prévoyance et de crédit et l'établissement par
« l'Etat de grands travaux d'utilité publique des-
« tinés à employer, en cas de chômage, les bras
« inoccupés. »

Cette rédaction est certainement moins étendue que la première ; tout en parlant de garanties essentielles du droit au travail, elle paraît le limiter à certaines institutions bien définies. En ajoutant au texte de Beaumont les mots « en cas de chômage » elle vise plutôt l'assistance par le

travail qu'un droit formel de l'individu à obtenir du travail de l'Etat.

Le projet déposé par Marrast fut aussitôt renvoyé à l'examen des bureaux.

B. — Discussion dans les bureaux.

Influence des journées de juin. — Les bureaux se réunirent dans les premiers jours de Juillet pour examiner le projet élaboré par la commission. Dans l'intervalle, s'étaient produits les événements de Juin, la dissolution des ateliers nationaux, l'insurrection dans la rue, les journées sanglantes qui suivirent, autant de faits qui devaient avoir une influence considérable sur l'état d'esprit de l'Assemblée et sur ses décisions. « Dès « ce moment », dit Crémieux (1), « toutes les déclarations, qu'on a considérées comme pouvant « donner au peuple des pensées que l'on juge trop « étendues, ont dû être proscrites, ce qu'on voulait « avant l'insurrection donner au peuple comme « un droit, il n'a fallu le lui concéder que comme « un secours. »

Vive opposition dans les bureaux. — Alors que le droit au travail avait été admis à l'unanimité et

(1) Discours à l'Assemblée, C. R., t. III, p. 975.

après une courte discussion par le comité de constitution, il fut l'objet, dans les bureaux, d'une très vive opposition. Cette opposition aboutit à sa suppression dans la deuxième rédaction du projet où il fut remplacé par une formule vague, ne comprenant même pas le droit à l'assistance. Sept bureaux (1) seulement sur quinze se prononcèrent pour son adoption, et certains d'entre eux ne le firent qu'avec beaucoup de réserves. Dans le deuxième il ne fut voté qu'à une voix de majorité.

Tous les bureaux n'ont pas laissé de procès-verbaux de leurs délibérations. Nous connaissons néanmoins leurs décisions parce qu'un délégué vint ensuite devant la commission présenter les observations votées par son bureau sur chaque article du projet (2).

La discussion y fut beaucoup plus animée que dans la commission. Il y eut des adversaires acharnés du droit au travail comme Thiers (délégué du 3^e bureau) comme Duvergier de Hauranne (délégué du 14^e) que combattirent vigoureusement des partisans enthousiastes, notamment

(1) Et non pas 8 comme l'a prétendu Crémieux dans son discours à l'Assemblée, *C. R.*, III, p. 975. Cf. *Archives*, 189-2.

(2) Ces délégués étaient Girard, Bérenger, Thiers, Menaud, Chauffour aîné, V. Lefranc, Bousis, Parieu, Crémieux, Crépu, Boulotignier, Freslon, Duvergier de Hauranne, Berruyer.

Crémieux qui s'attacha tout particulièrement à réfuter les arguments de Thiérs.

De même qu'à la commission la première bataille se livra au sujet du préambule dont un grand nombre de bureaux demandèrent la suppression comme inutile, dangereux, en ce qu'il contenait des promesses qu'on n'était pas sûr de réaliser. Là aussi les partisans du préambule insistèrent sur le caractère de la Révolution « plus sociale que politique » et sur la nécessité de satisfaire des obligations nouvelles, de proclamer des principes nouveaux (1). On discuta ensuite longuement la question du droit au travail à propos des différents articles qui en faisaient une des garanties essentielles de la constitution.

a) Arguments des adversaires.

Les arguments invoqués par ceux qui en demandèrent la suppression sont visiblement inspirés par la terreur que leur avait causée la révolte ouvrière de Juin. Pour eux le droit au travail, c'était le socialisme, c'étaient les idées du Luxembourg mises en pratique et cette mise en pratique ils ne la concevaient — selon l'erreur

(1) V. notamment discours de Payer, 14^e bureau. *Archives*, 189.

répandue intentionnellement — que sous la forme des ateliers nationaux du gouvernement provisoire, avec les mouvements dans la rue et la révolte armée pour conséquence directe.

Les procès-verbaux du 4^e bureau relatent que l'article 7 fut vivement attaqué « comme une « inspiration dangereuse faite sous l'impression « de promesses du Luxembourg et constituant le « plus périlleux communisme, l'attaque à la pro- « priété... » Un membre du 7^e bureau se demande si « ce produit de l'école socialiste doit être exprimé « dans la Constitution ». Freslon, délégué du 13^e bureau dit de même : « Il ne faut pas com- « mencer par reconnaître le droit au travail qui « n'est rien autre chose que la première pierre de « ce système qui démolit la liberté humaine et « l'ancienne société. Qu'on laisse faire aux socia- « listes des essais partiels, à la bonne heure, mais « qu'on n'adopte pas leurs doctrines. »

Thiers. — Thiers se montra particulièrement sévère pour le décret du 25 Février : « On ne peut « pas dire qu'il y ait nécessité quant aux droits « du travail de remplir une promesse qui aurait « été faite. La société n'est pas tenue de réaliser « des promesses folles, ni la république tenue « d'exécuter les engagements des imprudents qui « ont parlé en son nom. Le meilleur moyen de « calmer les masses c'est de leur dire la vérité et

« si on a promis ce qu'on ne pouvait pas tenir il
 « faut le déclarer franchement. Sans cela nous
 « n'obtenons qu'un attermoiement et un avenir
 « prochain nous punira de l'imprudence des pro-
 « messes irréalisables. » Ne pas faire de pro-
 messes irréalisables, voilà sur quoi insisteront le
 plus la plupart des orateurs. Le gouvernement
 provisoire avait promis de fournir du travail à tous
 les citoyens, il n'a pas tenu sa promesse et il en
 est résulté l'insurrection. En proclamant la ga-
 rantie du droit au travail, l'Assemblée constituante
 aboutirait à la même catastrophe.

Difficultés d'application. — Beaucoup auraient
 admis le principe du droit au travail, mais ce qui
 les inquiète, ce sont les difficultés d'application.
 C'est surtout dans les époques de crise qu'il faudra
 assurer le travail et le salaire aux ouvriers qui en
 manqueront. Or, on ne pourra le faire que par le
 crédit ou l'impôt également difficiles ou impos-
 sibles dans de semblables circonstances (1). L'im-
 possibilité où l'on serait de réaliser la promesse
 soit matériellement, soit financièrement entraînerait
 infailliblement un jour le refus de donner
 soit du travail, soit un travail approprié à l'apti-
 tude de l'homme et entraînerait par suite le com-
 bat dans la rue (2).

(1) P. V. du 4^e Bureau, 189-7.

(2) P. V. du 6^e Bureau, 189-9.

Comment en effet donner du travail à tous ceux qui chôment et faire transporter, par exemple, d'Angers à Marseille les familles d'ouvriers de toutes les industries qui manquent de travail dans la première de ces villes et iraient en chercher dans la seconde ?

Comment, d'un autre côté, donner des malades à un médecin, des causes à un avocat ? On ne pourrait leur offrir de travaux manuels. L'exemple des ateliers nationaux est là pour montrer quelles difficultés on rencontrerait. D'après un membre du 6^e bureau les ateliers nationaux auraient été composés de 2 0/0 d'ouvriers terrassiers, 5.000 ouvriers horlogers, 4.000 ouvriers diamantaires, plusieurs grands prix de Rome, 45.000 ouvriers de luxe et un *préfet*, or, tous les « ateliers nationaux iront à peu près comme ceux du gouvernement provisoire et ils feront autant de mal ».

Cette faillite aux promesses faites au nom de la République entraînerait fatalement ce qui s'est déjà produit, l'insurrection. « Ce serait, dit Thiers, assurer une armée à l'insurrection, » et Duvergier de Hauranne dit de même que « l'admission de l'article 7 serait un appel à la guerre civile ».

On aperçoit dans ces raisonnements la hantise des événements de Juin qu'ils attribuent en entier au décret du 25 Février lequel — disait-on —

avait fait naître chez les ouvriers des espérances qui ne furent pas réalisées.

Dangers de l'interventionnisme. — On trouve en outre chez les adversaires du droit au travail tous les arguments donnés d'ordinaire contre toute intervention de l'Etat. L'inscription d'un tel droit dans la constitution, disaient-ils, serait une atteinte à la liberté en ce qu'elle impliquerait une organisation publique, une surveillance et des entraves nouvelles (1). Elle supprimerait l'initiative individuelle chez les ouvriers, l'émulation et surtout l'épargne. L'individu habitué à se reposer de tout sur l'Etat serait réduit à n'être plus qu'une machine.

Nécessité de l'assistance. — La plupart d'entre eux admettent cependant, l'assistance, mais ils la conçoivent non pas comme un droit absolu pour l'individu, mais comme un devoir pour la société. La société, comme les individus doit avoir des vertus, l'assistance doit être une de celles qu'il lui faut pratiquer. Ils admettent également que cette assistance consiste en travaux pour les ouvriers inoccupés, mais à la condition qu'elle ne soit faite que dans les limites des ressources de l'Etat. Il est curieux de noter à ce sujet que Thiers qui combattit si vigoureusement et le droit

(1) 4^e Bureau.

au travail, et tout principe d'ateliers nationaux, indiqua dans ses observations faites au nom du 3^e bureau qu'il avait lui aussi un plan d'organisation du travail. « Je ne comprends qu'une chose, disait-il, on peut réserver les travaux de l'Etat pour les temps de chômage et racheter en quelque sorte la main-d'œuvre comme on rachète la rente. Je me suis très occupé à cet égard d'un plan dont le succès est probable mais n'est pourtant pas certain ; il permettrait d'employer deux ou trois cent mille ouvriers... » On pourrait s'attendre à voir ce plan développé dans le discours qu'il prononça dans la discussion publique de l'Assemblée constituante, mais Thiers n'en dit pas un mot.

Du reste, ce devoir d'assistance, cette vertu qu'ils veulent voir pratiquer par la société, ils ne tiennent pas à la voir inscrite dans la constitution pour ne pas faire croire au peuple qu'il a le droit d'exiger impérieusement son dû.

b) Arguments des partisans du droit au travail.

A tous ces arguments les partisans du droit au travail répondirent que ce n'était pas seulement une vertu pour la société que de ne pas laisser mourir aucun être humain, mais bien une obligation stricte. « Le droit des gens lui-même, dit

« Crémieux, fait un devoir à la nation sur le sol
 « de laquelle tombe un malheureux naufragé de
 « nourrir cet homme et combien à plus forte rai-
 « son la famille française ne doit-elle pas nourrir
 « ses enfants ? La société doit protéger la pro-
 « priété, la terre, le sol, et elle ne protégerait pas
 « l'homme, elle laisserait mourir la créature hu-
 « maine (1) ? »

Le droit au travail n'est pas autre chose que le droit de vivre ; c'est un droit inhérent à l'existence de l'homme et qui dérive de l'obligation stricte imposée par la nature à l'être valide de pourvoir à son existence. C'est un droit et non pas une concession. La propriété n'en est qu'un corollaire, qu'une conséquence ; en effet, l'homme en naissant reçoit de Dieu le droit de vivre, d'où le droit d'approprier les objets extérieurs aux besoins de son existence : c'est là le droit de vivre du fruit du travail actuel. Quand un individu parvient à approprier ainsi plus d'objets extérieurs qu'il n'en faut pour ses besoins du moment, l'excès reste sa propriété, il a le droit de se reposer, c'est une avance produite dont il est de droit propriétaire, telle est l'origine du droit de propriété. Historiquement, il est arrivé en France que le droit de propriété a tué sa mère, le droit au travail,

(1) Observations présentées devant la Commission au nom du 40^e bureau.

tout est maintenant approprié en France, rien ne reste pour les nouveaux arrivants mais si la société a disposé de tous les corps extérieurs pour en faire des propriétés particulières, elle n'a pu confisquer le droit. Si donc l'homme arrivant n'y trouve plus de corps extérieurs à s'approprier, il faut que la société organise par d'autres moyens la réalisation de son droit et concilie le droit de vivre du fruit de son travail actuel avec le droit de vivre du fruit d'un travail antérieur (1).

C'est un des grands principes qu'il faut proclamer à l'aube de l'ère nouvelle dans laquelle nous entrons. Dans le temps de servage le maître nourrissait ses esclaves pour prix du travail qu'il exigeait d'eux, la société d'aujourd'hui doit garantir le travail pour assurer la vie des hommes. Le droit au travail comme corollaire de l'obligation imposée à l'homme valide de travailler doit être consacré par la constitution, garanti à tous comme la vie même de l'homme ; c'est là une propriété bien autrement respectable que celle de la maison et des champs (2). En l'inscrivant dans la constitution on réalisera le dogme de la fraternité proclamé par la Révolution de 1789. Ce droit nouveau n'est qu'une chimère, dit-on. Pendant longtemps l'égalité et la liberté ont, elles aussi,

(1) Procès-verbal du 14^e bureau.

(2) Procès-verbal du 4^e bureau.

semblé des chimères, elles sont pourtant devenues des réalités.

Le gouvernement doit garantir le travail parce que c'est lui le tuteur naturel de tous, et d'ailleurs il possède seul les ressources nécessaires pour prendre un pareil engagement.

Difficultés de réalisation. Crémieux. — Crémieux chercha à rassurer les adversaires du droit au travail sur les difficultés de réalisation : « Les
« obstacles que présente la mise à exécution de ce
« droit au travail ne sont pas insurmontables.
« D'une part, rien ne sera plus aisé avec de bons
« administrateurs de savoir quand il y a chômage
« réel (1) et d'autre part M. Thiers a reconnu lui-
« même qu'on pouvait organiser des travaux pour
« deux ou trois cent mille ouvriers. S'il y a possi-
« bilité de donner du travail dans cette propor-
« tion, il n'y a donc point d'impossibilité absolue,
« ce n'est plus qu'une question d'argent devant
« laquelle on ne peut s'arrêter. On peut faire cent
« millions d'économies sur le budget. D'ailleurs,
« il n'y aura rien de nouveau dans la constitution
« que nous allons faire que la reconnaissance de
« ce droit au travail. Si ce droit n'est pas consacré
« la Révolution de Février ne sera pas plus dé-

(1) Thiers avait dit, en effet : « Il faudra un premier jugement pour savoir et déterminer quand le travail manque et quand commence l'obligation de l'état. »

« finitive que celles qui l'ont précédée (1). »

Plusieurs insistèrent sur ce point que l'Etat ne devrait accorder du travail qu'autant qu'il serait prouvé que l'individu qui vient en réclamer pourrait établir qu'il n'a pu s'en procurer après en avoir cherché.

Crépu. — De son côté, Crépu délégué du 11^e bureau répondit aux arguments tirés de l'expérience malheureuse des ateliers nationaux :
« L'exemple funeste, que viennent de donner les
« ateliers nationaux, est un fait exceptionnel né
« au milieu des embarras d'une révolution. Il ne
« prouve pas plus contre le droit au travail que
« les essais malheureux de liberté et d'égalité
« faits dans le monde ne prouvent quelque chose
« contre la vérité des principes. Seulement, il
« faut que le travail donné à l'ouvrier par l'Etat,
« satisfasse à ces trois grands principes, il faut
« qu'il soit réel, organisé avec prévoyance chez
« l'ouvrier et surveillé par l'Etat. »

A ceux qui en repoussant le droit au travail voulaient néanmoins admettre pour la société le devoir de venir en aide aux malheureux, ils répondirent que l'assistance était impuissante à détruire la misère, que de plus elle était humiliante, offensante pour celui qui en était l'objet.

(1) Observations présentées devant la Commission au nom du 10^e bureau.

Deuxième délibération de la commission. Rejet du droit au travail par la commission. — Malgré cette vigoureuse défense le droit au travail ne fut pas maintenu dans la deuxième rédaction du projet de constitution. Lorsque la commission se réunit à nouveau après avoir entendu les rapports des délégués de chaque bureau, un membre fit observer que les bureaux l'avaient repoussé comme un principe faux et dangereux. « Il est « nécessaire, dit-il, de modifier profondément l'ar-
« ticle 7 qui reconnaît le droit au travail. Il con-
« vient que l'Etat ne promette des travaux que
« dans les limites de ses ressources et qu'il soit
« bien compris que ces travaux ne peuvent être
« des travaux professionnels, mais seulement des
« travaux généraux offerts dans des temps excep-
« tionnels de chômage. »

« Après une longue discussion — ajoute le pro-
« cès-verbal — où l'on juge attentivement les
« avantages et les inconvénients du droit au tra-
« vail, la commission reconnaît à une grande ma-
« jorité que le droit au travail ne peut et ne doit
« pas être consacré, c'est l'homme lui-même, dans
« la liberté et la prévoyance qui doit chercher le
« travail, la société ne le lui doit pas. » Le texte définitif était ainsi conçu :

Art. 8 du préambule. — « La République doit
« protéger le citoyen dans sa personne, sa famille,

« sa religion, sa propriété, son *travail* et mettre à
« la portée de chacun l'instruction indispensable
« à tous les hommes, *elle doit l'assistance* aux ci-
« toyens nécessiteux soit en leur procurant du
« travail dans la limite de ses ressources, soit
« en donnant à défaut de la famille les moyens
« d'exister à ceux qui sont hors d'état de tra-
vailler. »

On compléta cet article du préambule par un article 13 de la constitution qui semble avoir été conçu pour donner satisfaction aux différents vœux formulés pendant la discussion :

« La constitution garantit aux citoyens la liberté
« du travail et de l'industrie, la société favorise et
« encourage le développement du travail par l'en-
« seignement primaire gratuit, l'éducation pro-
« fessionnelle, l'égalité des rapports entre le pa-
« tron et l'ouvrier, les institutions de prévoyance
« et de crédit, les associations volontaires et l'éta-
« blissement par l'Etat, les départements et les
« communes de travaux publics propres à em-
« ployer les bras inoccupés, elle fournit l'assis-
« tance aux enfants abandonnés, aux infirmes et
« aux vieillards sans ressources que leurs familles
« ne peuvent secourir. »

Ajoutons que plusieurs bureaux avaient demandé que le travail fût mis au nombre des devoirs ; d'où l'article 74 du préambule :

« Les citoyens doivent..... s'assurer par le travail des moyens d'existence, et par la prévoyance des ressources pour l'avenir. »

Différence entre les deux rédactions. — Nous sommes loin de la première rédaction. Le travail n'est plus *garanti* par la constitution : on dit seulement, que la république *doit le protéger*. Ce n'est plus le droit au travail, mais seulement la liberté du travail dont le principe a déjà été proclamé par la Révolution de 1789. On ne dit plus que la société doit fournir du travail aux hommes valides, mais seulement qu'elle doit « l'assistance aux citoyens malheureux en leur procurant du travail », et l'article ajoute : « dans la limite de ses ressources » formule volontairement vague et que l'article 13 ne précise nullement.

Peut-être pouvait-on voir dans ce texte la consécration du droit à l'assistance, quoique par la réserve contenue à la fin, il semblait bien que ce fût plutôt une vertu que l'on conseillait à l'Etat qu'une obligation qu'on lui imposait.

Néanmoins cette formule fut admise par un certain nombre comme équivalent à la garantie du droit au travail. Armand Marrast, qui lors de la rédaction du premier projet avait été un des chauds partisans de l'inscription de ce droit la considère comme telle. Il dit en effet dans le rapport qu'il déposa devant l'assemblée : *La forme est*

changée, le fond reste le même » et il justifie ce changement « de forme » en ces termes :

« Cette formule a paru équivoque et périlleuse. « On a craint qu'elle ne fût une prime à la fa-
« néantise et à la débauche, on a craint que des
« légions de travailleurs donnant à ce droit une
« portée qu'il n'avait pas ne s'en armâssent comme
« d'une devise d'insurrection. A ces objections im-
« portantes s'en ajoute une autre encore plus con-
« sidérable. Si l'Etat s'engage à fournir du travail
« à tous ceux qui en manquent par une cause ou
« par une autre il devra donc donner à chacun le
« genre de travail auquel il est propre. L'Etat de-
« viendra donc fabricant, marchand, grand ou
« petit producteur. Chargé de tous les besoins il
« faudra qu'il ait le monopole de toute industrie.
« Telles sont les énormités qu'on a vues dans
« notre formule du droit au travail, et puisqu'elle
« pouvait prêter à des interprétations si contraires
« à notre pensée, nous avons voulu rendre cette
« pensée plus claire et plus nette en remplaçant *le*
« *droit de l'individu par le devoir imposé à la so-*
« *ciété.* »

C'était bien avouer la suppression radicale du droit au travail tel que l'avaient conçu ceux qui avaient demandé son inscription dans la constitution ; et il est vraiment étrange de voir Armand Marrast dire qu'il n'y a que la forme de changée.

D'une part un droit formel pour l'individu non propriétaire se transformait en un élastique devoir d'assistance envers « les nécessiteux ». D'autre part l'engagement de fournir du travail aux chômeurs était remplacé par celui de protéger les citoyens dans leur travail. Au lieu des garanties accordées, il n'y avait qu'une vague promesse « de favoriser et d'encourager le développement du travail ». C'est sur ces textes édulcorés que s'ouvrirent les débats à l'Assemblée.

C. — Discussion publique à l'Assemblée nationale.

Les débats, qui eurent lieu à l'Assemblée constituante au sujet du droit au travail, compteront parmi les plus brillants dont puisse s'enorgueillir l'histoire de nos assemblées délibérantes. Joseph Garnier le constate dans la préface de son ouvrage : « La discussion la plus longue, la mieux « soutenue, la plus solennelle a été sans contredit « celle qui a porté sur le droit au travail et son an- « nexes, le droit à l'assistance. Cette discussion « marquera dans nos annales. Elle reflète l'état « des esprits à l'époque critique où la France s'est « trouvée et se trouve encore, relativement aux « questions les plus fondamentales de l'ordre éco-

« nomique et social (1). » La plupart des orateurs montrèrent qu'ils connaissaient parfaitement les questions qu'ils discutaient. Beaucoup parmi eux avaient fait de solides études économiques. On y trouve des avocats, des professeurs de droit. Ceux qui combattaient le socialisme avaient étudié les principaux auteurs de cette doctrine et en parlaient en connaissance de cause. On attachait à ces débats une importance que prouve suffisamment cette phrase de Thiers : « C'est l'humanité entière qui nous entend. »

La discussion du projet de constitution commença le 4 Septembre. Dès le premier jour, à propos du préambule que certains combattirent encore comme étant inutile et dangereux, le droit au travail, bien que supprimé dans le projet déposé par Marrast fut l'objet de vives attaques. Les députés Jobez, Alcock, se félicitèrent qu'on n'ait pas maintenu la déclaration primitive qui rangeait au nombre des garanties constitutionnelles « ce droit nouveau dans sa forme, d'une portée « immense, dans la pensée de ses auteurs et qui « pouvait être si gros de tempête (2) ». Un jeune député, Fresneau, prononça un discours qui fit sensation. Il combattit non seulement le droit au

(1) Joseph GARNIER, *Le droit au travail en 1848*.

(2) C. R., III, p. 783.

travail, mais encore le droit à l'assistance dont il trouvait la formule trop vague et trop générale.

Hubert Delisle indiqua nettement les raisons qui avaient provoqué le revirement que nous avons signalé en étudiant les discussions de la commission. De même qu'un grand nombre de ses collègues, il était arrivé à l'Assemblée avec cette idée que la proclamation du droit au travail serait le remède à tous les maux dont souffraient les classes laborieuses. Mais les événements de juin avaient modifié son sentiment. Après avoir vu réglementer « la grève payée », après avoir vu la République menacée par les désordres de la rue, l'Assemblée envahie par les émeutiers et après avoir entendu un orateur affirmer à la tribune que le droit au travail était la consécration des principes les plus nouveaux, et le commencement de la liquidation de l'ancienne société, il estimait qu'en supprimant le droit au travail, comme un principe essentiellement perturbateur dans son essence, la commission avait rendu au pays un très grand service (1).

Crémieux demanda au contraire le rétablissement du premier texte et il le défendit avec beaucoup de chaleur (2).

« Il faut que chaque citoyen ait la liberté, il

(1) *C. R.*, t. III, p. 809.

(2) *C. R.*, t. III, p. 816.

« faut qu'il ait l'égalité, la propriété, le travail,
« l'instruction ; si vous ne leur donnez pas cela,
« vous ne pouvez rien, rien, entendez-vous ? (*Ac-*
« *clamations à gauche.*) Je vous le demande, ré-
« publicains d'aujourd'hui, républicains de 1848,
« qu'est-ce donc qu'un homme s'isolant dans
« notre société et à qui personne ne tend la main ?
« Un homme valide, un homme fort, un homme
« vigoureux ayant travaillé toute sa vie, arrivé à
« l'âge de cinquante ans ayant la force pour tra-
« vailler et se tournant vainement de tous côtés
« pour se procurer du travail. Comment, vous
« trouvez extraordinaire, vous trouvez, pardon-
« nez-moi l'expression, désastreux pour la société
« de déclarer qu'il y a là un droit pour l'individu ! »
(*Interruption*).

Lamartine. — Lamartine, crut devoir intervenir en sa qualité d'ancien membre du gouvernement qui avait proclamé le droit au travail. Il se défendit tout d'abord énergiquement d'être communiste, et se déclara un « adorateur » de la propriété dont il fit un principe supérieur qu'il rattachait à Dieu. Puis, il s'efforça de justifier, d'expliquer le décret du 25 Février, dont il voulut restreindre autant que possible la portée.

« Nous avons voulu dire et nous pensons que
« quand les prolétaires, cette classe nouvelle dans
« la société, par suite du phénomène industriel qui

« les a, non pas produits mais multipliés trop
 « malheureusement ; quand cette classe de pro-
 « létaires, dans des circonstances fatales, excep-
 « tionnelles, par des chômages, par des misères
 « unanimes, par des besoins de travail qui ne se-
 « ront pas satisfaits par les conditions ordinaires
 « des industries, par des infirmités, par un nombre
 « d'enfants excédant les forces de la famille, quand
 « par toutes ces conditions de force majeure, d'ac-
 « cidents supérieurs à la prévision humaine, des
 « hommes sur la surface de la République man-
 « queront de pain, nous reconnâtrons pour eux le
 « droit au travail, j'entends par là, Messieurs, le
 « droit à l'existence, (*Très Bien !*) le droit de vivre,
 « c'est-à-dire le droit au travail en cas de néces-
 « sité démontrée et à des conditions de salaire in-
 « férieures au taux des salaires privés, en sorte
 « que nul individu ne puisse offrir ses bras sans
 « trouver du pain ou souffrir sans être soulagé
 « sur la surface de la République. C'est dans le
 « cas où le travail privé viendra à faire défaut
 « que la République devra se préoccuper de pro-
 « curer du travail aux citoyens qui n'en auraient
 « pas.... Dans des conditions de détresse pareilles,
 « accidentelles, déterminées, surveillées par la
 « loi, vous devez hardiment, avec ces condi-
 « tions définies, écrire le droit de ces citoyens au
 « travail. »

Et il termina par un discours spiritualiste, plein d'ardeur généreuse, de foi en l'idéal républicain et démocratique (1).

Conçu sous cette forme, le droit au travail n'était plus guère que le droit à l'assistance par le travail. A la fin de la discussion, Lamartine vint en effet soutenir que le texte de la commission lui donnait satisfaction et qu'il constituait une garantie suffisante (2).

Amendement Mathieu de la Drôme. — Cependant ce n'était là que des escarmouches. Le grand combat, la grande lutte oratoire devait se livrer quelques jours plus tard quand on discuta l'article 8 du préambule dont la suppression avait été repoussée. Les citoyens Debours et Jean Reynaud avaient déjà déposé au projet de constitution des amendements qui comportaient le droit au travail ; mais ce fut sur l'amendement déposé par Mathieu de la Drôme à la séance du 11 Septembre que s'ouvrit la discussion. Cet amendement était ainsi conçu :

« La République doit protéger le citoyen dans
« sa personne, sa famille, sa religion, sa propriété.
« Elle reconnaît le droit de tous les citoyens à
« l'instruction, au travail, à l'assistance. »

Dans le discours qu'il prononça pour soutenir

(1) C. R., III, p. 821

(2) C. R., IV, p. 16.

son amendement, Mathieu de la Drôme justifiait ainsi le droit au travail :

« L'individu doit chercher par ses efforts à se
« créer une situation honnête, indépendante dans
« la société. Mais je suppose que, nonobstant tous
« ses efforts, il vienne à échouer : il y a un devoir
« à remplir de la part de l'Etat, c'est à l'Etat ou
« aux départements et aux communes, ce qu'une
« loi ultérieure pourra déterminer, à recueillir les
« individualités qui peuvent avoir été jetées en
« dehors du libre mouvement industriel et à em-
« ployer ces individualités à des travaux d'utilité
« publique, comme cela s'est fait au surplus dans
« tous les temps. »

Il y eut vingt et un orateurs d'inscrits. Neuf d'entre eux qui ne parlèrent point firent imprimer leurs discours. Deux grands courants d'opinion se heurtèrent dans ce long débat. Ce sont les deux courants qui dominent toutes les controverses de l'économie politique moderne ; le premier était représenté par les étatistes, les partisans de l'intervention de l'Etat, et le deuxième par les individualistes, les partisans du laisser faire, laisser aller. Il est curieux de constater que dans cette discussion d'un principe émis par les théoriciens socialistes, propagé par eux, on ne trouve aucun des chefs d'école. Louis Blanc était alors en exil, Considérant malade voulut relever

le défi que lui lançait Thiers en lui criant : « Sortez enfin de vos nuages, apportez-nous vos idées ! » mais il demanda en vain qu'on lui accordât quatre séances spéciales où il eût exposé son système.

Non seulement on ne vit pas de chef d'école, mais encore aucun parmi les partisans du droit au travail ne se présenta comme un adepte de leurs théories. (On ne peut en effet ranger parmi les socialistes Pelletier et Martin-Bernard, bien que leurs plans d'organisation du travail fussent inspirés de Louis Blanc.) Tous au contraire se défendirent énergiquement d'être socialistes. Mathieu de la Drôme, Crémieux, Billault, étaient seulement des démocrates sincères (1) qu'avaient émus les souffrances des classes pauvres et qui, sans vouloir une refonte totale de la société, désiraient néanmoins des réformes profondes susceptibles d'apporter quelques améliorations à ces souffrances.

Ils furent vigoureusement combattus par les modérés, par les conservateurs, et aussi par quelques réformistes qu'avaient fait réfléchir les journées de Juin. Disciples pour la plupart, des économistes, dits orthodoxes, ils opposèrent le principe de la liberté économique à celui de l'intervention de l'Etat ; ils soutinrent les bons effets

(1) De nos jours on les rangerait parmi les *radicaux-socialistes*.

de la concurrence et ils repoussèrent l'intervention de l'état en faveur d'une classe d'individus, au détriment des autres classes. Bien qu'aucun orateur ne fût venu exposer le droit au travail du point de vue socialiste, leur tactique consista presque uniquement à le critiquer en le considérant comme la première étape du socialisme qui, selon Thiers et de Tocqueville, devait amener la servitude, la mort de l'initiative individuelle, l'arrêt du travail, la transformation de la société humaine en une société d'abeilles ou de castors.

Voyons donc les principaux arguments apportés par les orateurs de l'une et l'autre opinion.

Justification juridique du droit au travail. — Pour justifier juridiquement le principe du droit au travail, Mathieu de la Drôme, Pelletier, et quelques autres reprirent la théorie de Considérant que nous avons vue plus haut :

Tout ce qui existe est possédé. L'homme qui ne possède rien, qui est venu au monde dans un dénûment absolu, le prolétaire ne peut vivre que du produit de la propriété d'autrui. Il est nécessairement placé sous la dépendance d'un autre homme, maître absolu de régler à sa volonté le salaire de celui qu'il emploie. Il est forcé d'accepter ses conditions, il est son esclave. Pour rendre à cet homme sa liberté, il faut lui reconnaître un droit à avoir du travail.

De plus, le droit au travail est la justification du droit de propriété, car on ne peut devenir propriétaire que par le travail. Pour pouvoir répondre aux communistes qui disent qu'il n'est pas juste que quelques-uns possèdent au détriment de tous, que chacun peut devenir propriétaire par le travail, il faut que le travail soit un droit. Le travail est la seule propriété du pauvre, il faut la lui garantir au même titre que celle du riche.

Théorie de la dette sociale. — D'autres invoquèrent pour le justifier, l'idée d'une dette contractée par la société envers tous ses membres et en particulier envers ceux qui, ne possédant rien, ne peuvent travailler. Ils firent un tableau émouvant des misères populaires causées par les développements de l'industrie et la création de grands centres ouvriers ; ils montrèrent la formation de cette nouvelle classe de dépossédés qu'accablaient les crises de chômage, et ils soutinrent que ces dépossédés, ces « prolétaires » privés de tout avaient un droit absolu à exiger de la société leur existence garantie par le travail.

Pour eux, le droit au travail est une conséquence du lien qui unit tous les hommes. On trouve dans leurs discours l'idée de « dette sociale » telle qu'on avait pu la voir indiquée déjà dans Rousseau, mais surtout telle que nous la verrons développée, approfondie par nos mo-

dermes théoriciens de la Solidarité. Cette thèse est exposée notamment par Arnaud de l'Ariège, mêlée, il est vrai, à un certain mysticisme chrétien :

« Vous ne pouvez pas supposer un travailleur
 « isolé dans sa mansarde ou dans un coin de
 « terre, vous ne pouvez pas le supposer remuant
 « la terre, vous ne pouvez le supposer avec ses
 « instruments de travail, qu'il n'accomplisse une
 « œuvre utile à tous, par conséquent la société
 « tout entière contracte des obligations envers lui
 « lorsqu'il se trouve dans la misère. Quand il tend
 « la main, il ne vient pas seulement demander
 « l'aumône, nous ne venons pas dire à la société :
 « accomplis un devoir de conscience qui ne te lie
 « pas, dont tu peux te dispenser, non c'est un
 « homme qui a été utile, qui a rempli une œuvre
 « sociale, par conséquent la société a à lui payer
 « une dette, elle doit venir à son secours. Je vais
 « plus loin, c'est que la société prenant en mains
 « les œuvres de cet homme, a le droit de se tourner
 « vers tous les possesseurs de la terre, vers tous
 « les propriétaires du capital et de leur dire : vous
 « ne pouvez pas, par votre incurie, vous ne pouvez
 « pas par votre indolence, vous ne pouvez pas
 « priver la société de l'œuvre de cet homme. Vous
 « devez lui donner les moyens de se rendre utile
 « à la société (1). »

(1) Discours du 13 septembre, *C. R.*, t. III, p. 989.

Nous sommes tous unis aux autres hommes par un même lien de solidarité. Tous nous sommes plus ou moins responsables de la misère des autres, et nous devons nous efforcer d'y porter remède.

C'est l'avantage de tous, avait dit aussi Mathieu de la Drôme, d'augmenter le bien-être de l'ouvrier. Tous les hommes sont intéressés au bien-être général. La morale et la religion nous avaient prouvé que les hommes étaient frères, la science elle-même apporte une confirmation à cette vérité.

Pour Billault, qui devait par la suite devenir ministre de l'Empire, mais qui alors flirtait avec la démocratie, cette dette est absolument incontestable. Personne, en effet, ne nie la dette de la société envers l'enfant, le vieillard, l'estropié... « si cette dette existe envers l'enfant, le vieillard incapable de travailler, et conséquemment de se nourrir par le travail, il faut forcément l'admettre envers le travailleur valide qu'un accident, qu'un malheur imprévu, temporaire a mis dans une situation équivalente à celle de celui à qui la nature ne permet pas encore ou ne permet plus de travailler (1). »

Nécessité de l'intervention de l'Etat. — Pour rétablir l'équilibre détruit par l'appropriation de

(1) Séance du 14 septembre, C. R., t. IV, p. 9.

la terre par quelques-uns au détriment du plus grand nombre, pour remplir les obligations contractées par la société envers les sans-travail, l'intervention de l'Etat est nécessaire, inévitable.

« Elle existe en fait aujourd'hui, dit Billault, elle apparaît partout en caractère incontestable. »

L'Etat doit intervenir en faveur des victimes de l'égoïsme, de la mauvaise foi, de l'indifférence, de la mauvaise volonté. Cette intervention ne doit cependant pas être poussée à l'excès car elle mènerait à la servitude.

« La vérité n'est pas plus

« dans la liberté sans limite de l'individualisme

« que dans l'omnipotence absolue de la société,

« c'est dans la combinaison à la fois variable et

« perpétuelle de ces deux principes que gît tout le

« secret du progrès social... le pendule de la civi-

« lisation qui oscille de l'un à l'autre principe,

« suivant les besoins du moment, mais qui s'en

« va toujours marquant un progrès de plus, après

« avoir fortement incliné vers la liberté absolue

« de l'individualisme, revient vers la nécessité de

« l'action gouvernementale et l'appelle non pas à

« l'absolutisme, non pas à l'envahissement entier,

« mais à une intervention efficace, à des précau-

« tions et à une prévoyance qu'invoquent bien des

« misères et vers lesquelles en leur nom, je l'ap-

« pelle aujourd'hui. » (*A gauche. Très bien !*)

L'assistance est insuffisante. — Mais cette inter-

vention de l'Etat, tous les partisans du droit au travail, sont d'accord pour affirmer qu'elle ne saurait consister uniquement dans l'assistance telle que la prévoit le dernier projet de constitution.

L'assistance, en effet, ne peut suffire. Elle ne peut être accordée à des hommes valides qui ne demandent qu'à gagner leur subsistance, par le travail. Elle se manifeste généralement sous forme d'aumône, et l'aumône dégrade, humilie celui qui la reçoit, au lieu que le travail ennoblit. On a inscrit la fraternité dans la constitution, pour que tout individu soit vraiment notre frère, il ne suffit pas de lui donner l'aumône, le secours, il ne faut pas seulement qu'il soit à l'abri des nécessités les plus rigoureuses de la vie, il faut qu'il s'élève jusqu'à nous par le travail qui le distingue, le relève à ses propres yeux. « Le droit qui a l'assistance pour l'infirme, pour le vieillard, pour l'enfant abandonné, le droit au travail réglé par la loi pour le citoyen valide, honnête, sans ressource. » Telle était la formule qu'avait déjà donnée Crémieux, et Mathieu de la Drôme, soutenant son amendement s'était écrié :

« Votez ! oui, votez le droit à l'assistance pour
« l'homme valide au lieu du droit au travail et je
« vous affirme que l'histoire dira un jour que vous
« avez voté l'abaissement, la dégradation, la dé-

« moralisation de la première nation du monde.
 « Ne voyez-vous donc pas ce que l'assistance
 « exercée par les moines dans les parloirs de leurs
 « couvents avait fait de l'Espagne et de l'Italie ?
 « Ne savez-vous donc pas ce que la loi des pauvres
 « faisait de l'Angleterre ? Voulez-vous faire de la
 « France une autre Irlande ? »

Même conçue sous la forme d'assistance par le travail, l'assistance ne constituerait pour l'Etat qu'un devoir qu'il pourrait ne pas remplir ou remplir incomplètement. Il n'y aurait pas pour lui une obligation stricte sanctionnant un droit formel reconnu à l'individu. Elle serait forcément limitée aux ressources. Aux malheureux qui lui demanderaient secours, l'Etat, disait Pelletier répondrait selon les théories des économistes français de l'Académie des sciences morales et politiques : « Travailleurs qui avez faim, l'Etat se sent le devoir de vous secourir, mais ne l'oubliez pas, vous n'avez pas le droit d'exiger rien de lui. Le devoir de vous secourir n'a point de droit corrélatif... Mes ressources sont insuffisantes, je ne peux vous offrir que la moitié de ce qu'il vous faut pour vivre, donc mourez, mais en mourant remerciez-moi car si ma charité m'a fait un devoir de vous donner le peu que je possède, j'étais en droit de vous le refuser (1). » Seul, un texte

(1) Séance du 12 septembre, C. R., III, p. 958.

précis, garantissant d'une façon formelle le droit au travail à tous les individus pourra donner satisfaction aux vœux de la masse prolétarienne.

Réalisation du droit au travail. — Comment organiser ce nouveau droit que l'on demande à l'Assemblée de proclamer dans la Constitution. Comment le mettre en pratique, et faire qu'il ne soit pas seulement un vœu platonique, mais une réalisation effective, de nature à améliorer d'une façon certaine le sort des travailleurs ?

Sur cette question, les partisans du droit au travail ne nous donnent aucune indication ou bien ne nous apportent que de vagues formules. Peut-être se rendaient-ils compte des difficultés que présentait cette réalisation ; peut-être prévoyant les conséquences qu'elle entraînerait craignaient-ils d'effrayer leurs collègues modérés par la vision d'un bouleversement de l'Etat économique ? Constatons simplement qu'à part Pelletier qui reprend le système d'organisation du travail de Louis Blanc, et Martin Bernard qui préconise comme solution unique le devoir pour l'Etat d'encourager les associations, et de régulariser le crédit aucun ne nous présente un plan de réformes conçues dans un but pratique et immédiatement réalisables.

Ce qu'ils demandent avant toute chose, c'est qu'on proclame le droit au travail, qu'on assure

les travailleurs par un texte formel qu'ils peuvent compter sur l'Etat pour leur garantir ce droit ; on verra ensuite à l'organiser.

« C'est du principe qu'il s'agit en ce moment, « disait Billault, c'est lui qu'il faut écrire pour « lier le gouvernement et lui faire un devoir constitutionnel de se préoccuper de sa réalisation. » Et Ledru Rollin : « Quand vous inscrivez le droit « au travail, vous ne serez pas forcé de l'avoir organisé dès le lendemain. » D'autres principes seront de même proclamés qui ne seront pas non plus réalisés immédiatement, par exemple le droit à l'instruction, la liberté de la presse, la répartition proportionnelle de l'impôt. Ecrivons donc cette obligation à côté des autres et l'Etat s'emploiera à la remplir comme les autres dans la mesure du possible.

Là-dessus, ils s'efforcent de rassurer ceux qui redoutaient les conséquences financières que cette proclamation pourrait entraîner. « Ce ne serait « pas une charge trop lourde pour la France, dit « Mathieu de la Drôme, parce que le travail en « France n'est pas limité, la France pourrait « nourrir deux fois plus d'habitants qu'elle n'en « nourrit. » Et tous s'attachèrent à montrer dans quelle mesure il faudrait l'appliquer et ils insistèrent sur ce point que l'intervention de l'État ne serait nécessaire qu'en cas d'insuffisance de l'in-

dustrie privée, et que cette intervention serait forcément limitée par les ressources dont disposait l'Etat. C'est « dans la mesure du sacrifice que peut s'imposer le pays », dit Billault que l'Etat devra remplir cette obligation. C'est là une large concession faite à ceux qui n'admettaient que le droit à l'assistance puisqu'on reprochait précisément à ces derniers la limitation de ce qu'on voulait être un droit strict.

Nous sommes loin du mot prononcé par Proudhon à une séance de la commission des finances : « Accordez-moi le droit au travail, et je vous fais grâce de la propriété (1). » Proudhon entendait par là que l'organisation du travail supposait une refonte complète du système économique et une transformation de la propriété. Bien qu'aucun socialiste ne soit venu défendre cette conception, et bien que tous les orateurs, au contraire, se soient fortement défendus d'être socialistes, ou seulement adversaires de la propriété, les conservateurs en tirèrent néanmoins argument pour dire que le droit au travail menait forcément au communisme et supprimait la propriété individuelle. Cependant, en limitant ainsi l'obligation de l'Etat à ses ressources disponibles, ils avaient ouvert une forte brèche au principe tel que nous l'avons

(1) Cité par Duvergier de Hauranne dans son discours.

vu exposé au début : un droit qui peut être limité n'est plus un droit. Mais ils espéraient ainsi éviter les critiques des adversaires qui leur reprochaient d'aboutir au socialisme par suite de l'augmentation croissante des dépenses qui finirait par absorber complètement la propriété privée dans l'impôt.

Le projet Pelletier. — Nous avons dit plus haut que seul, Pelletier avait émis quelques idées de réalisation pratique. Son projet est visiblement inspiré par les théories de Louis Blanc. Il voulait « solidariser tous les travailleurs et toutes les industries ». Il demandait pour cela la création dans toutes les communes de maisons pour éteindre la misère, comme il y en a pour guérir les maladies et soulager la vieillesse, des maisons fondées par l'Etat concurremment avec la commune. L'administration de ces maisons, une dans toute la France, serait autorisée à prélever tant que la nécessité l'exigerait dans l'intérêt de tous, cinq centimes par cinq francs sur le salaire de tous les travailleurs et chargée de leur procurer du travail à défaut de travail des moyens d'existence. Il demandait également la création d'associations ouvrières avec participation aux bénéfices proportionnellement au travail et au talent. Un prélèvement de cinq centimes sur les salaires des ouvriers associés permettrait d'entreprendre de grands travaux et de fonder de nouvelles associations. '

Martin Bernard formula des vœux analogues, Mathieu de la Drôme demandait seulement qu'on encourageât l'agriculture pour faire refluer le trop plein des villes sur les campagnes ; d'autres proposèrent également l'entreprise de grands travaux par l'Etat, tels que des travaux de défrichement, de reboisement, de colonisation.

Même présenté sous cette forme atténuée d'organisation du travail, le droit au travail ne put obtenir dans l'Assemblée le succès qu'il avait obtenu au début dans la commission. Les vagues projets que nous venons d'énumérer se retrouvent pêle-mêle dans l'article 13 de la Constitution, mais le principe du droit au travail fut repoussé après un vigoureux assaut des conservateurs et des modérés dont il nous reste à voir quels sont les principaux arguments.

Thèse conservatrice. — Les adversaires du droit au travail le combattirent à la tribune de l'Assemblée avec plus d'acharnement encore que devant la commission lors de la deuxième délibération. Plusieurs d'entre eux cependant avaient été au début de chauds partisans de son inscription. L'échec des ateliers nationaux et les événements de Juin étaient la seule cause de ce changement d'opinion. « Je l'avais accepté, disait Marcel Barthe, comme l'expression d'un sentiment de justice, il n'a fallu rien moins, je l'avoue que le

grand enseignement des journées de Juin pour me déterminer à renoncer à cette formule que j'aimais. »

Les représentants de l'école libérale, Thiers, de Tocqueville, Duvergier de Hauranne, vinrent opposer la bienfaisance privée et même la bienfaisance publique, également libres l'une et l'autre, à l'intervention obligatoire de l'Etat en vue d'assurer du travail aux ouvriers au droit de l'individu ils opposèrent le devoir de la société.

L'application du droit au travail mènerait au socialisme. — Adversaires résolus du socialisme, ils s'efforcèrent de prouver par une série de deductions que l'application du droit au travail nous y conduirait infailliblement.

Comment parler de limiter l'application du droit au travail aux ressources de l'Etat, disaient-ils ? Ces ressources sont illimitées. Elles proviennent de l'impôt qui est obligé de suivre la progression des besoins de l'Etat. Les conséquences de la proclamation du droit au travail seraient une aggravation d'impôts, aggravation allant s'il le faut jusqu'à l'absorption de la propriété ou jusqu'à sa mutilation, parce que, en présence d'un droit, en présence d'un principe, quand les ressources de l'Etat sont classiques grâce à l'impôt il est impossible de s'arrêter sur la pente fatale où l'on est engagé. Périssent la propriété plutôt qu'un droit

reconnu, qu'un droit constaté dans une constitution !

Il est certain qu'en raisonnant ainsi ils parlaient avec beaucoup plus de logique que ceux qui tout en voulant l'inscription d'un droit strict, voulaient en même temps que son application fut limitée aux ressources dont l'Etat pouvait disposer. Ainsi que plusieurs le leur dirent en leur rappelant le mot de Proudhon que nous avons déjà cité, ce dernier seul osait aller jusqu'au bout des conséquences du principe et avait la franchise de le dire. La mise en pratique du droit au travail doit forcément comporter une organisation du travail qui entraînerait une transformation économique de la société aboutissant à une socialisation ou totale ou partielle des moyens de production.

En effet, qui dit droit au travail, dit quelque chose d'absolu. Donner droit à une chose, c'est donner le droit de l'exiger. Le droit au travail a pour corollaire la garantie du travail. « Or garantir le travail, dit Barthe, qu'est-ce que c'est sinon « garantir au coutelier de l'acier, au forgeron du « fer, à chacun des éléments de son industrie ? « A quoi servirait de garantir le travail si on ne « garantissait pas en même temps les éléments « de son industrie ? A quoi servirait de garantir « le travail si on ne garantissait pas en même « temps les éléments nécessaires pour l'exécuter ?

« ... Le droit au travail implique donc nécessaire-
 « ment le droit au capital nécessaire pour
 « l'exécuter, c'est en ce sens que M. Proudhon
 « disait : « Qui dit droit au travail, dit droit au ca-
 « pital nécessaire pour exécuter le travail. C'est
 « de la logique la plus rigoureuse (1). »

Cette organisation du travail qui supposerait une association intégrale entre toutes les industries et entre tous les travailleurs entraînerait une réforme, une réorganisation complète de la société. Si on l'admettait il faudrait choisir entre les deux systèmes qui sont proposés. L'un, celui de Fourier est trop savant, trop compliqué pour devenir populaire, l'autre des communistes plus simple absorberait l'individu et la propriété privée dans l'Etat protecteur universel. Nous aurions une société « paresseuse et esclave » dit Thiers. Voilà où nous conduit logiquement la conception du droit au travail et voilà ce que ne veulent pas voir ou ne veulent pas avouer ses protagonistes.

Sa réalisation est impossible. — Mais, sans rechercher les conséquences lointaines de son application, ses adversaires tiennent à montrer que cette application serait absolument impossible. Comment en effet répartir les tâches et les professions ? Comment donner le travail à tous de la

(1) Séance du 12 septembre, C. R., t. III, p. 977.

même manière ou dans les termes dans lesquels tous peuvent avoir le droit de l'exiger ? Si l'individu possède, vis-à-vis de l'Etat un droit absolu, ce dernier ne pourra en effet lui refuser la nature du travail auquel il est habitué. Il ne pourra de même lui imposer un changement de pays, l'ouvrier voudra travailler dans le lieu où est sa famille, son domicile et alors on se trouvera en présence de difficultés sans nombre.

Comment faire en outre pour satisfaire toutes les demandes le jour où un trop grand nombre d'ouvriers se présenteraient pour avoir du travail ? A Duvergier de Hauranne qui posait cette question, Crémieux la retournait dans ces termes : « On vous dit : supposez 1.500.000 ouvriers sans travail, mourant de faim, et venant vous dire, votre lettre de change à la main : Acceptez-la et payez-la ! Que ferez-vous ? L'argument ne peut pas être juste. Ne mettez rien dans votre constitution (et vous allez voir tout à l'heure que vous y avez mis beaucoup) ne mettez rien et supposez 1.500.000 ouvriers sans travail, mourant de faim et venant vous dire : « Faites-nous manger, donnez-nous du travail. » Que répondrez-vous ?

Le gouvernement sera bien obligé de leur venir en aide et bien que le droit au travail ne soit pas proclamé, de les occuper s'il ne veut pas, en ne leur donnant que des secours entretenir une

armée de sans-travail dangereux à tous les points de vue.

Les adversaires du droit au travail firent aussi valoir des considérations financières. L'organisation économique que l'on serait obligé d'installer pourrait entraîner fort loin et l'augmentation d'impôt qu'en résulterait créerait des inégalités. Thiers prétend qu'on favoriserait ainsi une classe de privilégiés au détriment du plus grand nombre. Il ajoute même que ce serait les pauvres qui paieraient et il demande justice pour eux : « Qu'est-ce que vous nous proposez donc en « réalité, dit-il ? De fournir arbitrairement pen- « dant un temps de l'année, un salaire, un salaire « obligé appelé droit à une partie infiniment pe- « tite de la population, en prenant où ? Dans le « trésor de tout le peuple. Voilà le vrai... le trésor « dans lequel vous puisez, c'est un trésor qui « n'est pas inépuisable, qui est très limité, qui est « celui du pauvre, et nous faisons appel non plus « à votre humanité, mais à quelque chose de plus « élevé à votre justice. » L'exemple des ateliers nationaux est là pour montrer qu'on a dépensé des millions pour encourager l'oisiveté et aboutir à l'insurrection.

L'expérience des ateliers nationaux. — Et, de même que devant la commission, lors de la deuxième délibération en reprend ici l'argument

tiré de la funeste expérience des ateliers nationaux que l'on continue à considérer comme l'application du décret du 25 février, comme une réalisation du principe du droit au travail défini par Thiers « un salaire aux ouvriers oisifs, agglomérés dans les grandes villes ». On agite de nouveau le spectre rouge en rappelant les journées de Juin qui avaient effrayé l'Assemblée. « Ce qu'on vous demande, disait Duvergier de Hauranne, c'est de recommencer la politique dont le point de départ est le décret du 25 février et le point d'arrivée l'insurrection du 25 juin. Le 25 février le gouvernement proclamait le droit au travail, le 23 juin les ateliers nationaux, ce décret en main ou dans le cœur s'insurgèrent contre l'Assemblée » (1) et Gauthier de Rumilly : « Le gouvernement provisoire a mis à l'essai les principes socialistes : tandis qu'il chargeait la commission du Luxembourg de réaliser l'organisation du travail, il mettait le droit au travail en pratique par la création des ateliers nationaux. Ces deux institutions ont marché de front, tout le monde connaît le triste résultat (2). »

Certains, il est vrai, parmi ses partisans, ne demandent pas que ce droit soit organisé immédiatement, mais seulement qu'on en pose le principe

(1) *C. R.*, III, p. 971.

(2) *C. R.*, III, p. 955.

d'une façon formelle dans la constitution, quitte à l'organiser plus tard quand les circonstances le permettront. C'est en vain leur répond Dufaure. « Quand un droit est reconnu constitutionnelle-
« ment il est immédiatement exécutable. Je ne
« sache pas que vous puissiez introduire dans
« notre constitution un droit en ajournant l'époque
« où il sera garanti. »

Tous, du reste, même les plus conservateurs, protestent de leur fervent désir d'apporter aux souffrances de la classe ouvrière que personne ne conteste, un remède qu'ils se refusent à trouver dans le droit au travail. Ce qu'ils reprochent surtout à cette idée en dehors des conséquences politiques et économiques qu'ils entrevoient c'est, au point de vue moral qu'elle aurait pour résultat de tarir chez les ouvriers l'esprit d'épargne, de réduire la bienfaisance privée, de supprimer l'émulation et aussi la résignation, vertu chrétienne nécessaire au maintien des sociétés. Chacun prendrait l'habitude de compter sur l'Etat pour lui procurer du travail et un salaire suffisamment rémunérateur, et le principal facteur de tout progrès serait ainsi supprimé.

« Vous donnez, dit Dufaure, une action à un
« individu ; il sait, malheureux qu'il est et sans
« travail qu'il peut demander un salaire à la so-
« ciété, qu'elle est obligée de le lui donner. C'est

« un droit, une action, c'est absolument comme
« la créance qu'a un rentier pour venir toucher
« tous les semestres les arrérages de sa rente.
« Vous lui enlevez, n'en doutez pas, cette vertu
« qui peut être appelée à souffrir, c'est-à-dire de
« toute créature humaine, la prévoyance : vous
« lui enlevez toute l'émulation qui peut porter un
« homme à faire mieux que d'autres pour avoir
« un avenir assuré ; vous lui enlevez cette ardeur
« respectable qui porte un homme à mériter la
« confiance et l'estime de ses concitoyens pour
« les trouver aux jours de malheur bienveillants
« envers lui. Vous détruisez ces bons principes,
« mais que créez-vous ?

« Quand l'ouvrier aura pris une fois l'habitude
« de travailler comme on travaille pour l'Etat,
« avec un salaire assuré infaillible, immanquable,
« quand il aura pris cette habitude, le goût du
« travail s'en ira peu à peu ; il tombera dans
« l'indolence, dans l'oisiveté et dans tous les vices
« qui en sont la conséquence. Il y a plus, il don-
« nera cet exemple à ses enfants ; vous aurez dans
« le pays... le dirai-je, une aristocratie de familles
« indolentes que l'Etat salariera, qui augmentera
« chaque jour, qui ira en croissant, qui d'un côté
« ruinera la société et qui, d'un autre côté, verra
« peu à peu amortir son courage, énerver toutes
« ses forces viriles, corrompre ses meilleurs ins-

« tincts, en un mot qui cessera bientôt d'être
« digne de porter ce beau nom de Français qu'il
« vaut mieux lui laisser avec tout son hon-
« neur (1). »

Le « devoir » opposé au « droit ». — A la notion d'un droit ils opposent la notion du devoir.
« Le sentiment personnel du droit, dit encore Du-
« faure est certes un sentiment respectable, et
« nous vous demanderons plus tard de le garan-
« tir.

« Mais pourtant ce sentiment est personnel, il
« est un peu égoïste, il devient aisément exigeant,
« il s'emporte facilement aux exagérations, il
« s'enivre facilement de lui-même, il sépare les
« hommes plutôt qu'il ne les rapproche, il n'est
« pas dans la société un moyen d'union, il est
« plutôt une cause d'isolement et de division.

« Le devoir, au contraire, le sentiment du devoir
« porte avec lui l'abnégation personnelle, l'idée
« du sacrifice, l'idée du dévouement, le sentiment
« du devoir, il crée toutes les grandes et bonnes
« passions ; le sentiment du devoir ; il rapproche
« les hommes au lieu de les séparer, il unit, il
« fortifie les états au lieu de les diviser et de les
« dissoudre (2). »

Le devoir d'assistance de l'Etat. — S'il y a des

(1) Séance du 14 septembre, C. R., IV. p. 14.

(2) C. R., t. IV, p. 14.

misères à soulager, des malheureux à secourir, le devoir de l'Etat sera de leur venir en aide et tous se proclament également partisans de l'inscription de ce devoir dans la constitution. Pour eux, la bienfaisance n'humilie pas celui qui en est l'objet. Les hommes sont égaux devant la loi et devant Dieu. « S'il est vrai, dit Gaslonde, que le bienfait honore la main qui donne, comment pourrait-il avilir celui qui le reçoit. »

En même temps qu'on engagera l'Etat dans cette voie d'assistance, on encouragera la bienfaisance privée qui ferait également disparaître la garantie du droit au travail. Ce qu'il faudrait, selon Gaslonde, c'est une réforme morale obtenue par un enseignement religieux basé sur la loi chrétienne. Pour lui « entre le droit du propriétaire et les misères du paupérisme, il n'y a que la loi morale, que la loi religieuse qui puisse commander dans une certaine mesure la résignation à celui qui souffre et qui puisse efficacement, mais librement dire à celui qui a des jouissances excessives de les protéger ».

Du reste, Thiers prétend démontrer que la mise en pratique du droit au travail se résout finalement par un secours, il serait donc aussi humiliant que l'assistance, s'il était vrai que le secours donné par la société humilie. « En effet, dit-il, des ouvriers viendront vous demander du travail...

« vous tous, prévoyant l'objection vous avez dit :
 « L'Etat ne peut pas faire de la bijouterie, de la
 « soierie, des meubles, des objets de luxe. C'est
 « évident, on ne peut pas imposer à l'Etat de se
 « faire fabricant de toutes choses. Qu'est-ce que
 « fera l'Etat ? ce qu'il a fait dans les ateliers natio-
 « naux, il leur donnera du travail de terrassement
 « et alors si l'ouvrier ne peut accomplir ce travail,
 « il se produira ce qui s'est produit dans les ateliers
 « nationaux, on le paiera à ne rien faire et ce sera
 « bien un secours. »

Rejet du droit au travail. — Ces critiques prévalurent. L'Assemblée revenue de ses beaux mouvements de généreuse ardeur en faveur du monde du travail que nous avons notés plus haut, toujours sous le coup de la frayeur que lui avait causée les événements de Juin se prononça nettement contre l'inscription du droit au travail dans la constitution.

Amendement Glais-Bizoin. — Ce fut en vain que Glais-Bizoin lui proposa un nouvel amendement auquel se rallia Mathieu de la Drôme et où il essayait d'atténuer la formule du droit au travail en la remplaçant par le droit à l'existence par le travail. Il expliquait ainsi sa modification :

« On a usé et abusé des mots droit au travail,
 « on nous a dit que cette formule donnait un droit
 « à chaque travailleur d'exiger du travail suivant

« sa profession ; voilà l'argument qui a été répété
« à cette tribune jusqu'à satiété. Telle n'a jamais
« été la pensée des partisans du droit au travail,
« telle n'a jamais été la mienne.

« Le droit au travail pour nous, c'est le droit à
« l'existence pour tout homme qui meurt de faim
« sur le territoire de la République. C'est ainsi
« que doit se formuler dans sa plus grande sim-
« plicité l'expression du droit au travail, c'est le
« droit au strict nécessaire à l'existence. »

Même sous cette nouvelle forme, l'Assemblée ne voulut pas admettre le droit au travail ainsi défini. L'amendement Glais-Bizoin fut repoussé par 392 voix contre 187.

Le droit au travail était enterré. Cette élimination était le complément parlementaire de l'écrasement du prolétariat aux journées de Juin. L'effet en fut considérable dans tous les pays où la question sociale s'était posée dans les mêmes termes.
« On sentait, écrit Quentin Bauchart, que le dé-
« bat renfermait une question de vie ou de mort
« pour la société. Si le triomphe fut difficile, com-
« bien n'eût-il pas de retentissement en France et
« en Europe ! C'était comme la victoire de la civi-
« lisation sur la barbarie (1). »

(1) Quentin BAUCHART, *Etudes et souvenirs sur la deuxième république et le second empire, 1848-1870* (in-8°, Paris, 1908).

Deuxième lecture de la Constitution. Amendement Félix Pyat. — Il reparut cependant devant l'assemblée peu de temps après lors de la deuxième lecture de la constitution. A la séance du 2 novembre, Félix Pyat proposa à l'article 8 de la constitution l'amendement suivant :

« La République doit protéger le citoyen dans
« sa personne, sa famille, sa religion, son droit de
« propriété et son droit de travail. »

Se présentant comme un « républicain extrême » il soutint son amendement dans un discours violent et agressif qui fut continuellement haché d'interruptions et de rires et qui le fit rappeler plusieurs fois à l'ordre.

Pour lui, la liberté du travail proclamée depuis longtemps n'est qu'un vain mot, elle ne sera vraiment une réalité que le jour où le travail sera reconnu comme un droit. « Celui qui n'a que la peine de naître trouve le droit à l'héritage, celui qui a la peine de vivre doit trouver le droit au travail. » Propriété et travail ne sont pas opposés l'un à l'autre, ce sont au contraire deux droits qu'on ne peut séparer et que l'on doit accorder à tous.

Il montra la nécessité d'admettre le droit au travail si l'on voulait admettre le droit à l'oisiveté pour ceux qui le pratiquent. C'est un droit naturel, promis, écrit depuis le 24 Février. On ne peut le refuser au peuple qui l'attend.

Pour appliquer le droit au travail, il proposa une organisation du travail, opérée par une intervention de l'Etat. Il concevait cette intervention non sous forme de monopoles créés à son profit, mais d'associations patronées, encouragées par lui. Il demanda instamment à l'assemblée de réaliser la promesse faite par le gouvernement provisoire afin d'éviter une nouvelle révolution.

« Le besoin d'un droit méconnu, matériel ou
« moral, voilà donc le sens, le seul et vrai sens
« des révolutions, de la révolution de Février
« comme les autres. Le peuple fait celle-là au
« nom du droit de vivre en travaillant et quand ce
« droit lui a été promis et parce que ce droit lui a
« été promis, le peuple vainqueur, maître de Pa-
« ris, redevenu le souverain, le peuple en armes
« et en guenilles dans sa pauvreté, sa modération
« et sa force, a fait trois mois de crédit à la Répu-
« blique... (*A l'ordre ! A l'ordre !*) et il n'est re-
« venu que le troisième mois, je me trompe, le
« quatrième, jour pour jour, nous apporter son
« protêt au nom de la misère, au nom de l'huma-
« nité évitons la saisie ! »

L'assemblée, étant donné son nouvel état d'esprit, ne pouvait laisser dire que le gouvernement avait fait faillite à ses engagements. Le *Moniteur* enregistre de « nombreux cris » de *A l'ordre ! A*

l'ordre ! et Félix Pyat fut en effet rappelé à l'ordre par le président.

Son amendement n'obtint que 86 voix ! Mathieu de la Drôme en avait eu une centaine de plus pour le sien. L'amour de la démocratie et le désir d'améliorer le sort des travailleurs était déjà passé de mode. L'assemblée devenait de plus en plus réactionnaire. Le droit au travail était bien enterré ; il n'en fut plus question dans nos assemblées législatives.

CONCLUSION

En 1848 furent agités tous les problèmes sociaux, toutes les questions relatives aux deux principales bases de la société moderne : la propriété et le travail. Parmi les idées qui passionnèrent alors les masses, le droit au travail restera une des plus intéressantes à étudier.

Imposé violemment au gouvernement provisoire par le prolétariat, il symbolise d'une façon saisissante les revendications de cette nouvelle classe sociale qu'avait créée le nouveau régime économique et qui venait de faire son apparition sur la scène politique en manifestant ainsi sa volonté. C'est l'expression juridique du cri de justice que ceux qui n'ont que leur travail pour vivre adressent à ceux qui détiennent les instruments de travail.

Proclamé dans le décret du 23 Février, il ne put

être admis dans la Constitution par l'Assemblée nationale. Cependant, pour tous ceux qui auraient voulu qu'il y fût inscrit, cette inscription devait constituer surtout l'affirmation d'un principe. De même que 89 avait proclamé les grands principes qui devaient servir de bases fondamentales à l'état politique moderne, de même 48 devait proclamer les nouveaux principes « plus sociaux que politiques » qui devaient régir les rapports de l'Etat économique moderne. Si pour quelques-uns cette proclamation devait entraîner une organisation nouvelle de l'industrie basée sur l'association, aucun — nous ne comptons pas le mot de Proudhon — ne voulait y voir le point de départ d'une refonte complète de la société devant aboutir à un régime communiste.

C'était certes là une belle idée, bien digne de cette grande époque où le désir d'améliorer le sort des classes ouvrières suscita tant de projets, tant de plans de sociétés nouvelles. Sa proclamation parmi les droits garantis par la nouvelle République aurait nettement caractérisé la révolution de 48 en faisant une révolution « faite par le peuple, et pour lui » une révolution sociale ; mais l'assemblée conservatrice, élue par la France paysanne et non pas seulement par Paris ouvrier et révolutionnaire, ne pouvait faire autrement que le repousser.

La même question reste néanmoins toujours à résoudre : l'homme qui vient au monde n'ayant d'autre propriété que ses bras et son intelligence, dans une société où tous les instruments de travail sont la propriété d'une minorité, doit forcément pour vivre, s'il ne veut pas se faire voleur ou assassin obtenir du travail d'un des privilégiés détenteurs de ces instruments de travail. Si la société exige de lui qu'il respecte la propriété et la vie d'autrui, s'il supporte les charges qu'elle lui impose, en revanche, il devrait être en droit d'exiger d'elle la possibilité de travailler, puisque c'est là pour lui le seul moyen de vivre ; personne en effet ne peut contester son droit à l'existence.

Un seul système semble apporter une solution à ce problème. C'est le système socialiste. Ce n'est en effet que dans une société où la plus grosse part de la propriété serait maintenue indivise, où les capitaux ne seraient plus le privilège exclusif d'un petit nombre, mais la propriété de tous que pourrait être garanti d'une manière effective par la collectivité l'accès de tous aux moyens de production.

C'est ce que virent les adversaires du droit au travail en 1848. Ils prévoyaient que son application conduirait à une transformation complète de l'état économique. Effrayés déjà par les mouvements ouvriers dont ils avaient été témoins, ils

ne pouvaient accepter l'idée d'une nouvelle organisation économique où l'élément ouvrier aurait pu parler avec la force que donne un droit reconnu et garanti. Ils avaient bien pu admettre quelques nouvelles idées libérales en matière politique, mais ils étaient encore trop individualistes pour apporter le moindre changement au régime capitaliste. Une telle proclamation eût été prématurée. « Elle eût signifié, dit Georges Renard, que la Révolution sociale était faite, ou allait se faire à brève échéance. Il [le droit au travail] exige pour être réalisé une série de changements dans les codes, les institutions, les mœurs et les cer- veaux. Il ne peut être qu'un point d'arrivée, non un point de départ, que l'achèvement, non le commencement d'une longue évolution (1). »

Un certain nombre de théoriciens socialistes, à tendances réformistes, se sont efforcés de nos jours de justifier leurs théories en se plaçant à un point de vue juridique. Ils prétendent démontrer que le passage de la société capitaliste à la société socialiste pourra s'opérer sans grande secousse par la voie de réformes légales successives. Le droit au travail serait un de ces moyens de transition vers une organisation juridique socialiste. C'est ainsi que le considère Anton Menger (2).

(1) *La République de 1848*, p. 267.

(2) Anton MENGER, *Le droit au produit intégral de son travail*.

Pour lui, le droit au travail qui n'est qu'une variété du droit à l'existence pourrait être un compromis entre le droit privé actuel et la répartition des biens d'après le produit du travail ou d'après les besoins qui forment les buts derniers auxquels aspirent le mouvement socialiste.

Aujourd'hui la classe ouvrière poursuit toujours le même idéal d'émancipation visant à la suppression du salariat. Mais, ayant pris conscience de sa force, elle ne se tourne plus comme en 48 vers l'état comme vers le sauveur unique :

« Il n'est pas de sauveur suprême ! »

dit-elle dans un de ses chants. Elle ne compte plus que sur elle-même, que sur son « action directe » pour imposer sa volonté. Les luttes soutenues en 1848 par ceux qui l'ont devancée, et les nombreuses idées qui furent alors semées n'en demeurent pas moins pour elle un objet d'étude fécond en enseignements et en exemples à méditer.

Vu : le président de la thèse,
A DESCHAMPS.

Vu : le doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

SUR LE DROIT AU TRAVAIL

Charles FOURIER. — *Œuvres complètes*, 6 vol., 2^e éd., Paris, 1843.

Bureaux de la phalange. Edition publiée par la Société pour la propagation et la réalisation de la théorie de Fourier.

Victor CONSIDÉRANT. — *Théorie du droit au travail et du droit de propriété*, article de la *Phalange* 1836, paru en brochure en 1848, Paris, Librairie phalanstérienne, 3^e édit., in-18, 36 pages. L. B. ⁵⁴, 821 (1).

Principes du socialisme, paru en 1843 sous le titre de *Manifeste de la Démocratie pacifique*, dans le premier n° du journal qui portait ce nom, Paris, Librairie phalanstérienne, 1847, in-18, 157 pages. R. 32281.

PAGET. — Article de la *Phalange*, 1^{er} novembre 1836, pp. 379, 389.

CANTAGREL. — *Du droit au travail et de son organisation pratique*.

La *Phalange*, *Revue de la science sociale*, vol. II, 1845, pp. 261-291, volume V, 1847, pp. 152-188 et *passim*.

LAMARTINE. — Article publié dans la *Presse* en 1844, reproduit par Emile THOMAS dans son *Histoire des ateliers nationaux*, p. 22. Voir aussi *C. R.*, (2) III, pp. 824 et suivantes.

(1) Les indications données au-dessous de certains volumes se rapportent au classement de la Bibliothèque nationale.

(2) Compte-rendu officiel des débats. V. plus loin.

- Eugène BURET. — *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris, Paulin, 1840, 2 vol. in-8°, 30270-30271.
- VILLERMÉ. — *Tableau de l'état physique et moral des classes ouvrières*, Paris, 1848.
- Louis BLANC. — *Histoire de la Révolution de 1848*, 2 vol. Librairie internationale, Paris. 1871.
- *Organisation du travail*, 1 brochure 1840, rééditée 1848, Paris, Bureau de la société de l'industrie fraternelle.
- *Le Socialisme. Droit au travail* (Réponse à M. Thiers) 1 broch. Michel Lévy, Paris, 1848.
- *La Révolution de février au Luxembourg*, 1 vol. in-12, 1848.
- *Pages d'histoire de la Révolution de février*, Bruxelles, 1850.
- François VIDAL. — *Vivre en travaillant. Projets, voies et moyens de réforme sociale*, Paris, Capelle, 1848.
- Louis REYBAUD. — *Etude sur les réformateurs ou socialistes modernes* (Saint-Simon, Charles Fourier, Robert Owen) 2 vol., 5^e éd., Paris, Guillaumin, 1848.
- Michel CHEVALLIER. — *Lettre sur l'organisation du travail ou Etudes sur les principales causes de la misère et les moyens proposés pour y remédier*, Paris, Capelle, 1848.
- THIERS. — *De la propriété*, Paris, Paulin, 1848.
- Victor COUSIN. — *Justice et Charité*, brochure, Paris, 1848. Réimprimée à la fin de la Philosophie sensualiste (1^{er} appendice).
- PROUDHON. — *Le droit au travail et le droit de propriété*, 1 broch. Paris, 1850.
- VILLEGARDELLE. — *Histoire des idées sociales avant la Révolution française ou les socialistes modernes devancés et dépassés par les anciens penseurs et philosophes, avec textes à l'appui*, Paris, 1846, 1 vol. in-8°.
- Documents sur la question du chômage*. Publications de l'office du travail, Rapport Keufer, 1896.
- André LICHTENBERGER. — *Le Socialisme au XVIII^e siècle. Etude sur les idées socialistes dans les écrivains français du XVIII^e siècle avant la Révolution*, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1895.
- Le Socialisme et la Révolution française. Etude sur les idées socia-*

- listes en France de 1789 à 1796*, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1899.
- A. LEVASSEUR. — *Histoire des classes ouvrières en France de 1789 à nos jours*, 2° éd., Paris, 1904, 2 vol.
- Pierre BRISSON. — *Histoire du travail et des travailleurs*, Paris, Delagrave, 1906, 8° R. 20423.
- Edmond VILLEY. — *Le Socialisme contemporain*, Guillaumin, Paris, 1895, in-8°, 8° R. 11753.
- Georges WEILL. — *Histoire du mouvement social en France, 1852 à 1902*, Paris, Félix Alcan, 1904, in-8°.
- Octave FESTY. — *Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet, 1830-1834*, Paris, 1908, Cornély, éd., un vol. in-8°.
- Karl MARX. — *La lutte des classes en France, 1848 à 1850*; traduit de l'allemand, par Léon Rémy, Paris, Schleicher frères, 1900, in-16.
- Hubert BOURGIN. — *Fourier. Contribution à l'étude du socialisme français*, Société nouvelle de librairie et d'édition, Paris, 1905.
- A. AULARD. — *Les origines du socialisme français*, revue de Paris, 15 août 1899.
- Paul LOUIS. — *Histoire du Socialisme français*, Paris, édition de la Revue blanche, 1901.
- *Les Etapes du Socialisme*, Paris, Charpentier, 1903.
- *Histoire du mouvement syndical en France, 1789-1906*, Paris, Félix Alcan, 1907.
- H. BROCHER. — *Le droit au travail*. Revue générale du droit de la législation et de la jurisprudence en France et à l'étranger, n° de juillet-août 1905.
- E. DUFOUR. — *Etude historique sur les théories du droit au travail*, Paris, 1899.
- Ant. MENDER. — *Le droit au produit intégral du travail*, 2° éd., traduction Bonnet, préface Andler, Giard et Brière, Paris, 1900.

SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1848

- Emile THOMAS. — *Histoire des ateliers nationaux*, Paris, Michel Lévy, 1 vol. 1848.

- LAMARTINE. — *Histoire de la Révolution de 1848*, Paris, 1859, 4^e éd., 2 vol.
- SPÜLLER. — *Histoire parlementaire de la 2^e République*, Paris, 1891, Daniel STERN (pseudonyme de la comtesse d'Agout). — *La Révolution de 1848*, Paris, 1850, 3 vol.
- NORMANBY (marquis de). — *Une année de révolution, 1848*, 2^e éd., Paris, 1859, 2 vol.
- LOUIS MÉNARD. — *Prologue d'une révolution*, réédité par les cahiers de la quinzaine, Paris, 1904, 8^o Z. 15709.
- GARNIER-PAGÈS. — *Histoire de la révolution de 1848*, éd. illustrée, Paris, Degorce-Gadot.
- Jean JAURÈS. — *Histoire socialiste. La République 1848*, par Georges RENARD, Paris, Jules Rouff, 1905.
- Georges RENARD. — *La République de 1848. Notes et références* (Bibliographie de l'ouvrage précédent), brochure Cornély et C^{ie}, Paris, 1906.
- STUART MILL. — *La Révolution de 1848 et ses détracteurs*, traduction Sadi-Carnot, Paris, 1875.
- La Révolution de 1848*, Bulletins de la Société d'histoire de la Révolution de 1848. Etude sur Considérant, p. Hubert BOURGIN, années 1908-1909.
- Georges CAHEN. — *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg*, 3 articles. *Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*, année 1897, 8^o R. 7787.

TEXTES ET DOCUMENTS. RECUEILS

- Les murailles révolutionnaires de 1848*. Collection complète des décrets, bulletins de la République, affiches, professions de foi, etc., Paris, Picard, 17^e éd., 1868.
- Procès-verbaux du comité de travail à l'Assemblée constituante de 1848*, publiés par la Société de l'Histoire de 1848, 1 vol, in-8^o de XII, 329 pages, Paris, 1908, L. ⁸², b. 103.
- Archives de la Chambre des députés. Archives de l'Assemblée nationale. Archives du comité de constitution, 159-1, 159-2.

Compte-rendu officiel des débats de l'Assemblée constituante, 1848-1849, 10 volumes plus une table.

Joseph GARNIER. — *Le droit au travail en 1848*. Recueil des discours prononcés à l'Assemblée constituante, Paris, Guillaumin, 1 vol. 1848.

E. de GIRARDIN. — *Le droit au travail au Luxembourg et à l'Assemblée nationale*. Recueil de discours de Lamartine, Thiers, Louis Blanc, etc., 2 vol. in-8°, Lévy frères, Paris, 1849, B. b ⁵², 13.

CARREY. — *Recueil complet des actes du gouvernement provisoire*, Février-Mai, 1848, Paris, 1848, 2 vol.

Moniteur officiel, année 1848.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

I. — <i>Histoire de l'idée et de la formule du droit au travail.</i>	1
A. — <i>L'idée du droit au travail chez les écrivains du XVIII^e siècle.</i>	3
J.-J. Rousseau, p. 4. — Montesquieu p. 5. — Condillac	5
Les physiocrates et Turgot	5
André Brun, Pechméja, Morelly.	7
B. — <i>Pendant la Révolution.</i>	9
Gracchus Babeuf, p. 10. — Proposition Target. . .	11
Projet de constitution de Malouet, p. 12. — Comités de mendicité	12
Rapport Chapelier, art. 21 de la Constitution de 1793. — Déclaration des droits de Robespierre.	
Arrêté des représentants en mission de Lyon . . .	14
Code prussien de 1794	14
II. — <i>Causes économiques qui ont provoqué l'éclosion de l'idée en 1848</i>	17
Influence des phénomènes économiques sur le mouvement politique, p. 17. — Les nouvelles idées sociales résultat de la Révolution économique de la première moitié du XIX ^e siècle . .	18
Lavalette	12

Avènement de la liberté économique. Découverte de la vapeur. — Transformation complète de la technique de l'industrie et des moyens de transports	18
Le régime capitaliste, p. 20. — Le prolétariat . .	20
Situation précaire de cette nouvelle classe d'individus	20

CHAPITRE PREMIER

LES THÉORICIENS DU DROIT AU TRAVAIL

I. — <i>Fourier</i>	25
La liberté ne saurait exister réellement sans la proclamation du droit au travail.	26
Le droit au travail équivalent des droits de nature enlevés à l'homme par la civilisation	28
Il ne peut être réalisé dans le stade actuel ou stade de civilisation. Il ne pourra l'être que dans le stade <i>sociétaire</i>	29
II. — <i>Victor Considérant</i>	30
Le droit de propriété, illégitime, mais nécessaire ne peut se justifier que par la reconnaissance du droit au travail	31
Cette reconnaissance est possible dans l'état actuel de la société. Elle est même indispensable pour éviter la Révolution menaçante	30
Analyse du droit de propriété p. 31. — Le droit au travail équivalent du droit au capital primitif.	34
Il devra être garanti et protégé à l'égal du droit de propriété p. 37. — Nécessité d'une organisation de l'industrie.	38
III. — <i>Louis Blanc</i>	38
<i>L'organisation du travail</i> , seule question du jour.	38
Son système	39

TABLE DES MATIÈRES

179

IV. — <i>Autres théoriciens et manifestations diverses.</i> . . .	41
Cabet et la constitution d'Icarie.	41
Article de Lamartine dans la Presse p. 42. —	
L'émeute de Lyon.	42
Proudhon à Toulon. — L'idée était dans l'air aux	
environs de 48.	42

CHAPITRE II

CARACTÈRE SOCIAL DE LA RÉVOLUTION DE 1848.

Avènement du prolétariat sur la scène politique.	46
Aggravation de la situation des classes ouvrières	
à la veille de 48	46
La question sociale posée devant l'opinion par les	
écrivains.	46
Le gouvernement provisoire et les décrets des 25	
et 28 février.	49
A l'Assemblée nationale : la commission d'enquête	
et le comité de travail	50

CHAPITRE III

LE DROIT AU TRAVAIL ET LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Histoire de la proclamation du décret du 25 Février.	
Article de la « Démocratie pacifique »	53
But des rédacteurs du décret	53
« Trois mois de misère au service de la Répu-	
blique »	53

CHAPITRE IV

LES ATELIERS NATIONAUX

Opinion erronée répandue sur eux.	61
Furent en réalité une machine de guerre dirigée contre Louis Blanc et les socialistes, p. 62. — Aveux de Marie p. 64. — De Lamartine p. 64. — Et d'Albert Thomas	64
Institutions analogues créées à différentes époques. Furent une mesure de charité imposée par les circonstances	68
Leur organisation p. 69. — Leur histoire	68
Inutilité des travaux exécutés. — Mécontentement des ouvriers.	68
Leur dissolution p. 76. — Les journées de Juin .	82

CHAPITRE V

LE DROIT AU TRAVAIL A LA COMMISSION DU LUXEMBOURG

Erreur historique commise à son égard. Fut ins- tituée en réalité pour limiter l'action de Louis Blanc p. 86. — Elle lui fut imposée à la place du Ministère du progrès qu'il réclamait	86
La doctrine du Luxembourg.	90
L'exposé général de Vidal et Pecqueur	95
Essais d'associations ouvrières dus à l'initiative de Louis Blanc.	98

CHAPITRE VI

LE DROIT AU TRAVAIL A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Proposition Considérant. Renvoyée au Comité du travail.	102
A. — <i>Discussion devant la commission de constitution</i>	104
La question du préambule p. 104. — Projet Cormenin.	105
Considérant p. 106. — Armand Marrast, Martin	107
Faible opposition p. 109. — Proposition de Beaumont	110
Texte du projet de la commission art. 2 et 7 et 132.	111
B. — <i>Discussion dans les bureaux</i>	112
Influence des journées de juin sur la discussion.	113
Vive opposition dans la majorité des bureaux.	113
α. — <i>Adversaires</i>	113
Idée d'inspiration socialistes, 116. — Thiers	116
Difficultés d'application, p. 117. — Conduirait à l'insurrection	117
Dangers de l'interventionnisme.	119
β. — <i>Partisans</i>	120
Le droit au travail n'est que le droit de vivre	121
Réponse aux objections sur sa réalisation : Crémieux, p. 123. — Crépu	124
2 ^e <i>Délibération de la commission</i>	124
Rejet du droit au travail sur les rapports des délégués de bureaux	125
Textes substitués aux premiers.	125
Différence entre les deux rédactions p. 127. — Opinion du rapporteur	127
C. — <i>Discussion publique à l'assemblée</i>	129
Importance des débats, p. 129. — Première dis-	

cussion à propos du préambule	132
Amendement Mathieu de la Drôme	134
Justification juridique du droit au travail	137
Théorie de la dette sociale, p. 138. — Nécessité de l'intervention de l'état	140
Insuffisance de l'assistance, p. 141. — Moyens de réalisation	144
<i>Thèse conservatrice</i> , p. 148. — Le droit au travail mènerait au socialisme	149
Sa réalisation est impossible, p. 153. — Expérience des ateliers nationaux	153
Le devoir opposé au droit p. 157. — Devoir d'as- sistance de l'état	157
Rejet du droit au travail	159
Amendement Glais-Bizoin	159
<i>Deuxième lecture de la constitution</i>	160
Amendement Félix Pyat	161
CONCLUSION	165

